

ANDRÉ GORZ

STRATÉGIE OUVRIÈRE
ET NÉOCAPITALISME

ANDRÉ GORZ

**STRATÉGIE
OUVRIÈRE**
ET NÉOCAPITALISME

1964

ÉDITIONS DU SEUIL

POUR UNE STRATÉGIE OFFENSIVE

INTRODUCTION

Le socialisme n'a jamais été une nécessité s'imposant aux masses avec une évidence fulgurante. De la révolte primitive à la volonté consciente de changer la société, il n'y a jamais eu de passage immédiat. Le mécontentement des travailleurs, même puissamment organisés, au sujet de leur condition ne s'est jamais dépassé *spontanément* vers la mise en cause de ce qui, dans l'organisation générale de la société, rendait leur condition insupportable. Sous ce rapport, rien n'a changé depuis Lénine, Marx ou Pécqueur.

Ce qui a changé, pourtant, c'est que le refus de la société a perdu, dans les pays capitalistes avancés, sa *base naturelle*. Tant que la misère — c'est-à-dire la privation de ce qui est nécessaire pour vivre — était la condition du plus grand nombre, la nécessité d'un renversement révolutionnaire de la société pouvait aller de soi. Prolétaires et paysans misérables n'avaient pas besoin, pour se dresser contre l'ordre existant, de savoir quelle autre société ils entendaient construire : le pire était le présent; ils n'avaient rien à perdre. Mais désormais, dans les sociétés les plus riches, le pire n'est plus aussi sûr.

La misère permanente y subsiste, mais en France comme aux États-Unis, elle n'est la condition que d'un cinquième de la population. Cette population, au surplus, n'est pas homogène : elle est concentrée dans certaines *régions*, dans certaines *couches* qui ne sont pas représentatives de leur *classe* : petits paysans de régions excéntriques, vieillards, chômeurs, ouvriers sans qualification, etc. Ces couches sont incapables de se regrouper pour exercer une action décisive sur la société et l'État. Elles ont en commun des besoins, mais non un projet concernant les conditions de leur satisfaction.

C'est là une première raison pour laquelle la misère ne peut plus servir de fondement à la lutte pour le socialisme.

Il en est une seconde : les travailleurs pour lesquels la satisfaction de leurs besoins *vitaux* reste insuffisante sont, *virtuellement*, une

arrière-garde. Le capitalisme développé a besoin non seulement d'une majorité de travailleurs qualifiés, il a besoin aussi de consommateurs pour ses produits. La revendication au nom des besoins *immédiats*, si elle demeure nécessaire, ne débouche plus sur une mise en question radicale de la société.

C'est pourquoi je ne m'étendrai pas sur la misère en tant que base pour la contestation du capitalisme. Je chercherai plutôt à déterminer quels nouveaux besoins le développement capitaliste fait naître; dans quelle mesure ces nouveaux besoins, pour peu qu'on les explicite, sont comparables dans leur *urgence* aux besoins anciens; dans quelle mesure ils impliquent, eux aussi, une critique *radicale* du capitalisme, c'est-à-dire des raisons de leur permanente insatisfaction.

La question essentielle sera donc de savoir dans quels besoins s'enracine la nécessité du socialisme quand se trouve éteinte l'urgence née de la misère; et à quelles conditions ces besoins peuvent prendre conscience d'eux-mêmes en tant que besoins de transformer radicalement la société.

Ce genre de réflexion débouche nécessairement sur une mise en question de nombreux aspects de la stratégie traditionnelle du mouvement ouvrier. Ce n'est pas leur mise en question, toutefois, qui rend cette stratégie caduque : ce sont les faits. Il n'est plus possible, dans des sociétés développées où la pression des besoins vitaux s'atténue, de fonder la nécessité du socialisme sur une *négation* immédiate du système en vigueur, sur un refus. Parce que l'intolérabilité de ce système n'est plus *absolue*, mais *relative*, des « médiations » supplémentaires sont nécessaires pour que cette intolérabilité devienne consciente. Et ces médiations ne peuvent être que *positives* : elles doivent révéler aux individus l'urgence des besoins qualitatifs que l'idéologie néo-capitaliste ignore ou réprime; elles doivent rendre ces besoins conscients d'eux-mêmes en projetant la possibilité et les conditions positives de leur satisfaction.

Il ne suffit plus de raisonner en fonction de la nécessité du socialisme comme d'une chose allant de soi; cette nécessité ne sera désormais reconnue que si le mouvement socialiste précise *ce que* le socialisme peut apporter, à quels problèmes il est seul capable de répondre, et *comment*. Plus que jamais, il est nécessaire de définir tout à la fois une alternative globale positive et des « objectifs intermédiaires » (des médiations) qui en préfigurent dès à présent le sens.

La faiblesse du mouvement ouvrier et socialiste, dans tous les

pays capitalistes et particulièrement en France, a été jusqu'ici son incapacité plus ou moins prononcée à relier la lutte pour le socialisme aux luttes revendicatives de tous les jours. Cette incapacité a des raisons surtout historiques. Pendant trente ans au moins, le mouvement communiste a propagé un catastrophisme prophétique au sujet de l'effondrement inévitable du capitalisme. Sa politique a été, dans les pays capitalistes, celle de « l'attentisme révolutionnaire ». Les contradictions internes étaient censées aller en s'aiguissant, la condition des masses laborieuses en empirant. Leur sursaut révolutionnaire passait pour inévitable à terme.

Cette période a laissé des marques encore profondes. Des dirigeants ouvriers continuent de craindre que des succès revendicatifs trop substantiels ne fassent disparaître — ou n'émoussent pour longtemps — le mécontentement des travailleurs et leur esprit révolutionnaire. Ils craignent qu'une amélioration sensible de la condition ouvrière ou des victoires partielles dans le cadre du capitalisme ne renforcent celui-ci en le rendant supportable.

Ces craintes, toutefois, reflètent seulement une pensée sclérosée, une absence d'élaboration stratégique et de recherche théorique. Sous prétexte que des victoires partielles emportées à l'intérieur du capitalisme seraient inévitablement résorbées par lui, une muraille de Chine a été érigée entre les luttes présentes et les solutions socialistes à venir. La voie est coupée entre celles-là et celles-ci. Tout se passe comme si la solution des problèmes devait attendre la prise du pouvoir par la classe ouvrière et qu'en attendant il ne restait qu'à entretenir le mécontentement et la flamme révolutionnaire.

Or, ce genre d'attitude mène à l'impasse, la flamme révolutionnaire commence de vaciller faute de perspectives et de réalisations positives. Certes, le capitalisme est incapable de résoudre *au fond* des problèmes essentiels que son développement fait surgir. Mais il les résout *à sa manière*, par des concessions et des replâtrages qui visent à le rendre socialement tolérable. Du coup, le mouvement ouvrier et socialiste se trouve acculé à la défensive : faute d'avoir lutté pour imposer ses solutions propres, il a perdu l'initiative. Faute d'avoir *anticipé* les problèmes prévisibles et devancé le capitalisme dans la définition des solutions à viser, les classes laborieuses cessent de s'affirmer comme *classes potentiellement dirigeantes*. Au contraire, c'est le capitalisme lui-même qui *octroie* alors aux travailleurs des quasi-solutions. Et par chacune de ces concessions octroyées, le capitalisme — laissé libre de définir lui-même la nature et l'étendue de ses mesures — affirme son avance et consolide son pouvoir.

Il en va ainsi des problèmes nés du Marché commun, des désé-

quilibres et des disparités entre régions, des questions de reconversion, de développement, d'aménagement du territoire, de création d'emplois, de formation et d'adaptation professionnelle en fonction de l'évolution technique... Pour aucun de ces problèmes, le capitalisme ne possède de solution satisfaisante ou même de solution tout court. Mais le mouvement ouvrier européen (à l'exception, parfois, de l'italien) n'a pas encore su définir concrètement les siennes et engager pour elles la bataille. C'est pourquoi il n'avance guère vers la prise du pouvoir et n'augmente pas sa puissance. C'est pourquoi aussi il ne convainc pas tous ceux qui ne sont pas d'avance persuadés qu'une fois au pouvoir, il saura résoudre au fond tous les problèmes. Somme toute, il postule la question du pouvoir résolue : « Quand nous y serons... » Mais toute la question est précisément d'y être, de forger les moyens et la volonté d'y arriver.

Est-il possible, *de l'intérieur* du capitalisme — c'est-à-dire sans l'avoir préalablement abattu — d'imposer des solutions anti-capitalistes qui ne soient aussitôt incorporées et subordonnées au système ? C'est la vieille question sur « réforme et révolution ». Elle était (ou est) primordiale quand le mouvement avait (ou a) le choix entre la lutte pour des réformes et l'insurrection armée. Tel n'est plus le cas en Europe occidentale. C'est pourquoi la question n'a plus la forme d'une alternative : elle porte seulement sur la possibilité de « réformes révolutionnaires », c'est-à-dire de réformes allant dans le sens d'une transformation radicale de la société. Est-ce possible ?

Il faut écarter d'emblée l'hypothèque nominaliste : toute lutte pour des réformes n'est pas nécessairement réformiste. La ligne de partage (qui n'est pas toujours très nette) entre réformes réformistes et non-réformistes peut être définie comme suit :

Est réformiste une réforme qui subordonne ses objectifs aux critères de rationalité et de possibilité d'un système et d'une politique donnés. Le réformisme écarte d'emblée les objectifs et les revendications — si profondément enracinés soient-ils dans les besoins — incompatibles avec la conservation du système.

N'est pas nécessairement réformiste, en revanche, une réforme revendiquée non pas en fonction de ce qui est possible dans le cadre d'un système et d'une gestion donnés, mais de *ce qui doit être rendu possible* en fonction des besoins et des exigences humaines.

Autrement dit, le propre d'une lutte pour des réformes non-réformistes — pour des réformes anti-capitalistes — est qu'elle ne fait pas dépendre la validité et le droit de cité des besoins, de critères

de rationalité capitalistes¹. Elle se détermine non en fonction de ce qui *peut* être, mais de ce qui *doit* être. Et du coup, elle fait dépendre la possibilité d'atteindre son objectif de transformations et de moyens politiques et économiques à mettre en œuvre. Ces transformations peuvent être brusques, comme elles peuvent être progressives. Mais en tout état de cause, elles supposent une modification du rapport des forces; elles supposent que les travailleurs conquièrent *des pouvoirs* ou affirment *une puissance* (c'est-à-dire un pouvoir non-institutionnalisé) suffisants pour ouvrir, pour maintenir ouvertes et pour élargir au sein du système des orientations qui sont autant de brèches ébranlant le capitalisme dans ses charnières. Elles supposent des réformes de structure².

Toutefois, des pouvoirs ouvriers conquis dans le cadre du sys-

1. Le « contre-plan », préconisé en France par des socialistes marxistes ou non, est une notion ambiguë. Les communistes français lui reprochent son réformisme. Or, il est impossible de décider a priori si ce reproche est fondé ou non.

Tel du moins qu'il a été exposé dans *Pour un front des travailleurs* (Julliard, 1963), le projet de contre-plan vise à définir des objectifs en fonction des besoins, puis à déterminer à quelles conditions et à quelle échéance ces objectifs peuvent être atteints.

Est-il réformiste de revendiquer, par exemple, la construction des 500 000 logements par an et une réelle démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur ? Il est impossible de l'affirmer. Il faudrait décider d'abord si l'on entend exproprier les détenteurs de terrains à bâtir et faire de la construction un service public socialisé, détruisant ainsi un important centre d'accumulation du capital privé. Ou si, au contraire, on entend faire subventionner l'entreprise privée pour lui garantir ses profits avec l'argent des contribuables.

Il faudrait décider aussi si l'on entend continuer à construire n'importe comment, n'importe où, au moindre prix, des logements ouvriers, ou si l'on entend implanter tant les logements que les nouvelles entreprises en fonction des critères d'optimum humain et social.

Selon les cas, l'objectif des 500 000 logements sera néo-capitaliste ou anti-capitaliste.

2. Chaque fois que j'emploierai le terme de réforme de structure, il doit être entendu qu'il ne s'agit *pas* d'une réforme qui rationalise le système existant tout en laissant subsister la répartition existante des pouvoirs; qu'il ne s'agit *pas* de déléguer à l'État (capitaliste) le soin d'amender le système.

La réforme de structure est, par définition, une réforme *appliquée ou contrôlée par ceux qui la réclament*. Qu'elle soit agraire, universitaire, foncière, régionale, administrative, économique, etc., la réforme de structure comporte *toujours* la naissance de nouveaux centres de pouvoir démocratiques.

Que ce soit au niveau des entreprises, des écoles, des municipalités, des régions, du Plan, etc., la réforme de structure comporte toujours une *décentralisation* et une démultiplication du pouvoir de décision, une *restriction des pouvoirs de l'État ou du Capital*, une *extension du pouvoir populaire*, c'est-à-dire une victoire de la démocratie sur la dictature du profit. Aucune nationalisation n'est *en elle-même* une réforme de structure.

tème capitaliste ne sont-ils pas inévitablement résorbés par lui et subordonnés à son fonctionnement ? La question est essentielle pour le mouvement marxiste ; et la seule réponse possible¹ est la suivante : le risque de subordination existe, mais la subordination *n'est pas inévitable*. Le risque doit être couru, car il n'y a pas d'autre chemin. La prise du pouvoir insurrectionnelle est hors de question, l'attentisme mène le mouvement ouvrier à la désagrégation. La seule ligne possible, pour lui, est de conquérir dès à présent des pouvoirs qui le préparent à la direction de la société et lui permettent, entre temps, d'en contrôler et d'en orienter l'évolution, de mettre en place des mécanismes antagonistiques restreignant ou disloquant le pouvoir du capital.

Ce n'est donc pas l'opportunité de « contre-pouvoirs » qui est en question, mais leur *nature* et leur mode d'articulation avec le pouvoir de l'État capitaliste. L'alternative n'est pas entre la conquête, l'exercice, l'élargissement constant des pouvoirs par les travailleurs, d'une part, et la volonté (nécessairement abstraite) de prendre *le pouvoir*, d'autre part. L'alternative est entre des pouvoirs *subalternes* et des pouvoirs *autonomes*.

Par pouvoirs *subalternes* il faut entendre l'association ou la participation des travailleurs à une politique et à une gestion économiques dont on les incite à partager la responsabilité *au niveau des résultats et de l'exécution*, tout en leur interdisant de se mêler *des décisions et des critères en vertu desquels cette politique et cette gestion ont été arrêtées*. Le syndicat, par exemple, est invité à « s'insérer » dans une politique prédéterminée en dehors de lui, au niveau de l'entreprise², et à « participer » à la mise en œuvre de cette politique. Il lui est permis de « contester » la mise en œuvre, ou même *les effets* de la gestion capitaliste. Mais on espère bien, en même temps, qu'il ne pourra contester les *effets*, puisqu'on l'a rendu complice au départ des prémisses dont ils découlent. Et par précaution supplémentaire, on prévoit un « arbitre » qui veille à ce que la contestation des effets ne mette pas ces prémisses en question.

Par pouvoir *autonome*, en revanche, il faut entendre le pouvoir des travailleurs de remettre en cause, à travers les effets et les modalités d'exécution, les prémisses elles-mêmes d'une politique de gestion ; de les mettre en cause même par anticipation, grâce au pou-

1. Que l'on trouve chez la grande majorité des marxistes italiens, qu'ils soient communistes ou, comme Lelio Basso et Vittorio Foa, socialistes de gauche.

2. Cf. F. Bloch-Lainé, *Pour une réforme de l'entreprise* (Seuil, 1963).

voir de contrôle sur toutes les données en vertu desquelles la politique de gestion est élaborée ¹. Pareil pouvoir autonome est un premier pas vers la subordination des exigences de la production aux exigences humaines, avec, pour perspective ultime, la conquête du pouvoir d'auto-gestion.

L'exercice de ce genre de pouvoir autonome ne peut se borner à la contestation purement négative. Mais il est évident aussi qu'il ne sera jamais octroyé, ni même accordé sans combat par le patronat ². Il doit être imposé de haute lutte. Et même une fois imposé (comme dans le cas des métallos italiens, après neuf mois de lutte), il ne peut être exercé qu'au prix d'une mobilisation constante. Il tendra inévitablement, d'ailleurs, à déborder le cadre de la grande entreprise, tant il est vrai que la politique de gestion d'un monopole ou oligopole est dans un rapport étroit de conditionnement réciproque avec la politique économique de l'État, la vie de la ville, de la commune, de la région ³.

Loin donc de préparer l'intégration et la subordination du mouvement ouvrier à l'État, le pouvoir autonome des travailleurs — dans les grandes entreprises, mais aussi dans les municipalités, les communes, les services publics, les organismes régionaux, les coopératives, etc. — peut assurer la progression dialectique de la lutte à un niveau de plus en plus élevé. Il est à la fois la source et le relais indispensable pour l'élaboration et pour la poursuite des objectifs synthétiques d'une politique de rechange anticapitaliste.

Il est, en outre, un moment indispensable de la formation et de l'éducation des masses, auxquelles il permet de saisir le socialisme non comme un au-delà transcendant et comme un avenir indéterminé, mais comme l'horizon d'une praxis déjà à l'œuvre, horizon qu'elles ne sont pas invitées à vouloir abstraitement, mais à viser à travers des objectifs partiels qui le signifient.

Il s'agit bien là d'une stratégie *progressive* de la conquête du pou-

1. Nous y reviendrons assez longuement.

2. « Le pouvoir contractuel du syndicat dans l'entreprise n'est accepté par le patronat que lorsqu'il est *apparent* — c'est-à-dire lorsqu'il s'insère dans une politique prédéterminée et centralisée — mais non lorsqu'il se veut *réel*, c'est-à-dire lorsqu'il exprime les exigences réelles des travailleurs au sujet des conditions réelles de leur travail. » Vittorio Foa, *Rassegna sindacale*, 28 septembre 1963.

3. La C.G.I.L. en Italie et (en partie, au moins) la C.F.D.T. en France considèrent le pouvoir syndical de contrôler et de conditionner la gestion des grandes entreprises comme la condition première d'une planification antimonopolistique ou démocratique.

voir par les travailleurs, qui n'exclut pas, d'ailleurs, la possibilité, ou même la nécessité, d'une prise du pouvoir révolutionnaire pour une étape ultérieure.

Pareille stratégie est-elle un pas en arrière parce qu'elle renonce à prendre le pouvoir tout de suite et à instaurer d'un coup le socialisme ? Il en serait ainsi si la prise du pouvoir révolutionnaire était possible, ou si son projet entretenait les masses dans un état de mobilisation. Mais tel n'est pas le cas. Il est impossible — surtout pour des marxistes — de prétendre expliquer le présent état de démobilisation des masses par l'absence de ferveur révolutionnaire chez les dirigeants. En vérité, l'état de démobilisation tient aujourd'hui au fait que ni la *possibilité*, ni la *forme*, ni le *contenu* de ce que serait présentement un pouvoir politique des travailleurs n'a encore été défini.

Tant que la condition des travailleurs était immédiatement et absolument insupportable, la conquête du pouvoir était immédiatement et en elle-même une fin. Présentement, en revanche, la conquête du pouvoir ne sera un objectif mobilisateur que s'il est précisé de quelles réalisations, impossibles en régime capitaliste, le pouvoir des travailleurs doit être *le moyen*. Pourquoi faire le socialisme ? Comment et de quelle manière ?

La réponse à ces questions est aujourd'hui *un préalable*. La mobilisation en vue de la conquête du pouvoir et du socialisme — termes abstraits qui ne sont plus mobilisateurs en eux-mêmes — doit passer par la « médiation » d'objectifs mobilisateurs intermédiaires : la lutte pour des objectifs partiels, embrayés sur des besoins profonds et mettant en cause les structures capitalistes ; la lutte pour des pouvoirs partiels autonomes et *leur exercice* doivent donner à vivre aux masses le socialisme comme une réalité *déjà* à l'œuvre, travaillant le capitalisme du dedans et exigeant de s'épanouir librement. Au lieu d'opposer de façon dichotomique le présent à l'avenir comme le Mal au Bien, l'impuissance présente au pouvoir futur, il s'agit de rendre l'avenir présent et le pouvoir déjà sensible à travers des actions reflétant aux travailleurs leur force positive : leur capacité de se mesurer avec le pouvoir du capital et de lui imposer leur volonté.

Certes, le socialisme ne peut être que l'hégémonie de la classe ouvrière, que la propriété collective des moyens de production. Mais pour en arriver là, il faut d'abord viser des objectifs intermédiaires à l'horizon desquels le socialisme se donne comme possible, reçoive une signification concrète, apparaisse comme à-vouloir. Pour surgir dans le prolongement des luttes et des exigences pré-

sentes, il ne peut être posé d'emblée comme un système, comme une solution préexistante à tous les problèmes. Il doit se présenter au contraire comme le sens global de réponses concrètes à des problèmes spécifiques. Sous ce rapport, les nationalisations, pas plus que le pouvoir, ne sont plus aujourd'hui, comme au temps de Pécqueur, des fins en elles-mêmes : pour les arracher, il faut se battre, mais pour se battre pour elles, il faut d'abord savoir à quoi elles serviront, de quoi elles doivent être le moyen ¹.

Politiquement, le socialisme ne peut être que le pouvoir de classe de travailleurs; économiquement, il ne peut être que la propriété collective des moyens de production, c'est-à-dire la fin de l'exploitation. Mais il n'est pas que cela : il est aussi un nouveau type de relation des hommes entre eux, un nouvel ordre des priorités, un nouveau modèle de vie et de culture. S'il n'est pas tout cela aussi, il perd son sens. Ce sens, pour le définir en une phrase, c'est : la subordination de la production aux besoins, tant pour *ce qui* est produit que pour *la manière* de le produire. Étant entendu que les besoins, dans une société développée, ne sont pas seulement quantitatifs (besoins des biens consommables) mais aussi qualitatifs : besoins d'un développement libre et multilatéral des facultés humaines; besoins d'information, de communication, de fraternité; besoin d'être libéré non seulement de l'exploitation, mais aussi de l'oppression et de l'aliénation dans le travail et dans les loisirs.

Si dans les deux premiers chapitres qui suivent, il est question de stratégie syndicale beaucoup plus que de stratégie politique, c'est que le syndicat, beaucoup plus que le parti, est le catalyseur et le lieu d'élaboration de la conscience de classe dans la société néo-capitaliste. En effet, dans tous ses aspects, la civilisation néo-capi-

1. La nationalisation de la sidérurgie, par exemple, qui a été prise comme un point de programme, est aujourd'hui la moins intéressante des nationalisations envisageables. Car cette vieille industrie est en perte de vitesse, son taux de rentabilité est bas, elle est déjà virtuellement contrôlée par l'État. Sa nationalisation, au lieu de déplacer le rapport des forces et d'ouvrir une brèche dans le système capitaliste, peut aussi le renforcer : un gouvernement néo-capitaliste, en rachetant la sidérurgie, pourrait rendre service à ses propriétaires présents en leur permettant d'investir leurs capitaux dans des industries de croissance beaucoup plus rentables.

C'est la nationalisation de celles-ci, au contraire, qui sont les principaux centres d'accumulation du capital, qu'il faut viser : de la chimie, du pétrole, de l'électronique, des constructions mécaniques et électriques. Car les travailleurs de ces industries — y compris les travailleurs scientifiques — font les frais de leur gestion anarchique.

taliste tend à être une civilisation de masse. Sa propagande, qui est d'abord commerciale, soumet aux impératifs commerciaux les moyens qu'ont les individus pour s'informer et pour être en rapport les uns avec les autres. Pour vendre des journaux, des ondes radio-phoniques ou des produits de consommation de masse, elle vise les individus dans leurs caractéristiques communes et moyennes, cherchant à effacer et à masquer les conflits qui les opposent, les barrières qui les séparent : la grande marque, la grande firme, la grande presse, etc. doivent gagner la faveur d'un public hétérogène et divers, elles chercheront donc à ignorer ce qui divise et différencie ce public, à escamoter les problèmes brûlants et à s'adresser aux « consommateurs » par-dessus les frontières de classe. La négation des classes est une idéologie fondée dans le mercantilisme.

Il est normal que cette idéologie, porteuse de « culture de masse » envahisse le domaine politique et que des partis (ou plutôt des hommes) politiques, à la recherche d'une clientèle, reprennent à leur compte l'idéologie de masse et ses méthodes de séduction commerciales. La chose est d'autant plus normale que le capitalisme monopoliste d'État exige la concentration et la continuité du pouvoir¹ et que, le régime présidentiel une fois en place, les partis politiques sont obligés de se regrouper en deux camps dans leur compétition pour le pouvoir suprême.

A la « culture de masse » tend alors à succéder la « démocratie de masse », c'est-à-dire la compétition de toutes les formations pour les faveurs du « centre », des « masses » les moins politisées. En période électorale ou préélectorale, les deux camps chercheront donc à leur tour à arrondir les angles, à atténuer les conflits, les divisions, les différenciations.

L'autonomie syndicale revêt alors une importance primordiale. Car le syndicat devient la seule organisation de masse qui échappe aux impératifs de la démocratie de masse, et qui, loin de s'affaiblir, se renforce lorsqu'il pose les problèmes dans leur spécificité réelle. Dans les entreprises, les communes, les régions, le syndicat devient le lieu privilégié où s'élabore la conscience de classe, la conscience des besoins, des exigences, des fins à poursuivre — le lieu privilégié, aussi, où le conflit entre travail et capital continue d'être vécu dans toute son acuité. La lutte syndicale revêt inévitablement un contenu politique, tant est évident le lien entre la condition des travailleurs sur les lieux de travail et l'organisation de la société,

1. La question de savoir dans quelle mesure cette exigence est inhérente à toute société industriellement évoluée sera discutée plus loin.

entre les exigences spécifiques des travailleurs et les conditions économiques, politiques, sociales pour les satisfaire.

C'est pourquoi il faut rejeter avec intransigeance toute tentative pour subordonner le syndicat aux partis, pour limiter ou discipliner son autonomie revendicative, pour soumettre son action à des critères objectifs comme la conjoncture économique, l'évolution de la productivité, de la production ou des profits... Et cette défense intransigente de l'autonomie revendicative doit être inconditionnelle et permanente, quelle que soit la couleur politique du gouvernement, quels que soient le type et les objectifs de la planification économique.

Il y a trois raisons fondamentales à cela :

1^o La première est d'ordre économique. Bien qu'elle conserve de nombreux partisans en Europe occidentale, une politique des salaires autoritaires, liant l'évolution des salaires à celle de la productivité, s'est révélée impraticable partout où elle a été tentée, y compris dans les pays socialistes. Dans ceux-ci, de même que les planificateurs en sont venus à reconnaître l'importance du marché en tant que *révéléateur* de la demande individuelle — et donc, dans une mesure limitée, en tant que *régulateur* de la production conformément aux besoins — de même, ils en sont venus à reconnaître l'importance d'un « marché du travail », c'est-à-dire d'une autonomie revendicative du syndicat.

Il est impossible, en effet, d'évaluer la valeur de la force de travail selon des critères purement objectifs, économiques.

Pareille évaluation ne pourrait tenir compte de la qualité attrayante ou répugnante de travaux également productifs et également qualifiés.

Elle ne permettrait pas d'attirer — ou de maintenir — les travailleurs dans les emplois et dans les régions où ils sont socialement nécessaires, mais où leur productivité augmente plus lentement.

Elle risquerait soit de tarir le recrutement pour ces emplois, soit de rendre nécessaire un recrutement autoritaire, assorti de contraintes (y compris la contrainte que constitue le chômage).

Elle découragerait le progrès technique dans les branches et les services à *productivité faible*, car le progrès technique n'y sera recherché résolument que si la cherté croissante de la main-d'œuvre l'impose pour des raisons économiques.

Si l'on tente de tourner ces inconvénients d'une politique des salaires différenciée selon la productivité des branches et des régions, par une politique des salaires indifférenciée, liée non plus

à l'évolution des productivités locales mais à l'évolution de la productivité globale (nationale), le résultat ne sera pas meilleur. Pareille politique, en effet, découragerait la recherche du progrès technique dans les branches à *productivité élevée*, qui sont également les branches les plus concentrées et les plus aptes à promouvoir la recherche technologique. Les oligopoles ou monopoles de ces branches, soustraits à la pression revendicative du syndicat, ne seraient plus incités à vouloir économiser le travail humain. Ils régleraient la productivité et donc le niveau de vie des travailleurs à leur guise. Le plus puissant stimulant au progrès technique viendrait à disparaître si disparaît la *tension permanente entre salaires et productivité*, tension que seule l'autonomie revendicative du syndicat permet de maintenir¹.

2^o La seconde raison pour laquelle on rejettera catégoriquement tout empiètement sur l'autonomie revendicative du syndicat, c'est que celui-ci a pour fonction permanente *d'exprimer les besoins qui naissent de la production* et, plus largement, de la vie sociale. Son rôle est de contester les exigences inertes du processus de production par les exigences vivantes des travailleurs, en vue de soumettre celui-là à celles-ci. « Le salaire est le prix historique de la force de travail..., prix lié à l'évolution des besoins sociaux... » Il a pour fonction non seulement de provoquer des changements d'orientation dans le développement économique, mais aussi « d'enregistrer le niveau moyen des besoins auquel ces changements ont donné naissance² ».

Toute subordination de l'autonomie revendicative — c'est-à-dire de la possibilité qu'ont les besoins de s'exprimer — à une situation économique donnée doit donc être condamnée en temps normaux comme foncièrement anti-démocratique.

3^o Sur le plan politique (ou politico-économique) enfin, les actions revendicatives de masse sont le principal moyen dont dispose le mouvement ouvrier pour mettre le capitalisme en crise; pour révéler son incapacité, même dans des pays hautement développés, à satisfaire prioritairement les besoins fondamentaux; pour faire toucher du doigt et pour imposer des réformes de structure nécessaires, notamment l'orientation publique des investissements, la planification publique de l'économie selon les besoins. Ces mesures ne deviennent politiquement possibles, que si, par la pres-

1. Voir à ce sujet l'excellente étude de Paolo Santi, *Sindacati e Politiche di controllo dei salari*, *Quaderni di Sindacato Moderno*, n° 1, From, Rome, 1964.

2. Id., *ibid.*

sion des masses, le système est mis dans l'impossibilité de fonctionner selon sa logique propre.

Même dans les milieux socialisants, on objecte souvent que pour imposer une nouvelle orientation de l'économie — une planification démocratique ou socialisante — le syndicat doit accepter, en échange, une limitation et une auto-discipline revendicative. En réalité, il n'en est rien ¹.

Le rôle permanent du syndicat est d'exprimer les besoins réels et de peser en faveur de leur satisfaction; le rôle du Plan, à l'élaboration duquel le syndicat a tout intérêt à participer, est d'organiser *les moyens* de cette satisfaction. La tension entre les besoins et les moyens de les satisfaire est le moteur même de la planification, voire de la démocratie. La tension entre le syndicat et le Plan doit être acceptée comme une donnée permanente.

Lorsque la vigueur de la pression syndicale met en danger les objectifs d'un Plan, c'est à celui-ci qu'il appartient de se défendre; il en a les moyens. Et dans la mesure où le syndicat a approuvé les objectifs — qu'il a d'ailleurs, dans une large mesure, *imposés* aux planificateurs — il acceptera les moyens de défense que le Plan met en œuvre. Ces moyens sont essentiellement *fiscaux* : ils consisteront, en particulier, à épouger, par voie d'impôts directs et d'impôts sur la consommation différenciés, le pouvoir d'achat excédentaire qui pourrait apparaître à la suite de victoires revendicatives. Et il va de soi que les contre-mesures mises en œuvre par le Plan — la nature des impôts, l'orientation et les priorités qu'ils impriment à la consommation, les dépenses ou investissements qu'ils doivent couvrir — pourront à leur tour être contestées ou négociées par le syndicat ².

La politique nationale des salaires n'est donc nullement une nécessité de la planification. Elle exprime seulement la volonté politique du capitalisme organisé d'intégrer le syndicat au système, de subordonner la consommation à la production et la production à la maximisation du profit. Contre cette volonté politique, le syndicat

1. Cf. à ce sujet la position de la C.G.I.L., telle qu'elle s'est précisée notamment au 14^e Congrès de la FIOM.

Voir aussi Bruno Trentin, *Politica dei redditi e programmazione*, in *Critica Marxista*, 1-1964, notamment pp. 54-59.

2. En pratique, la pression revendicative dans une économie socialisante ou de transition aurait évidemment pour effet, par le jeu de pareilles redistributions publiques du revenu national, un renforcement constant de l'initiative publique au détriment de la privée.

ne peut se défendre que par une volonté politique inverse et autonome, indépendante à l'égard des partis et de l'État, et enracinée dans les exigences spécifiques des travailleurs.

Bastion des réalités de classe face aux idéologies de masse et à leurs fictions, le syndicat, dans la mesure où il joue son rôle, devient une force de propulsion pour la politique¹. C'est par lui que la contradiction fondamentale du capitalisme — celle qui est inhérente aux rapports de production — se manifeste continuellement dans sa réalité vivante et concrète. C'est en lui, au niveau du travail aliéné, que prennent corps des revendications révolutionnaires dans leur vérité et dans leur sens (sinon dans leur contenu immédiat) : la revendication de soumettre la production aux besoins, la manière de produire aux exigences humaines de ceux qui produisent, le capital à la société. C'est en lui seulement que peut se forger dès à présent l'homme socialiste : le « travailleur associé » aux autres travailleurs pour régler la production et les échanges; le producteur dominant le processus de la production au lieu de lui être soumis; l'homme de la praxis créatrice. Le socialisme sera peu de choses — ne sera peut-être même pas — s'il n'est d'abord ces hommes, s'il n'est un nouvel ordre de priorités, un nouveau modèle de consommation, de culture, de collaboration sociale.

Ce modèle reste à définir dans chaque société hautement industrialisée. Il n'existe encore nulle part. Jusqu'ici, les sociétés socialistes ont subordonné, elles aussi, la consommation à la production, les besoins, les exigences créatrices, la culture, l'éducation aux exigences du processus d'accumulation. Cette subordination y a même été, à certains égards, plus systématique et plus intransigeante que dans la phase *avancée* du capitalisme.

C'est que le socialisme n'a été jusqu'ici qu'un gigantesque et systématique effort d'accumulation publique, talonné par la rareté aiguë de tout et par les menaces extérieures. Cela est maintenant généralement admis. Mais du coup, la question se pose aussi de savoir comment ce socialisme de guerre ou ce socialisme de la rareté, qui n'a pas grand-chose à voir avec le socialisme tel que le concevait Marx, peut être reconquis sur ses aliénations et rendu à sa finalité originelle.

1. Son action, toutefois, ne peut déboucher si les contradictions de classe qu'elle révèle au grand jour ne sont pas relayées et ne reçoivent pas une unité — perspective par l'action politique des partis. Les partis ouvriers ne peuvent rien sans luttes ouvrières de masse, mais celles-ci ne peuvent durer indéfiniment sans ceux-là.

Car lorsqu'on commence par considérer les individus comme des moyens de production, la société comme un instrument pour l'accumulation, le travail comme un outil à forger des outils (ce que les États socialistes ont indéniablement fait jusqu'ici) on ne prépare point les hommes à s'émanciper et à construire une société qui prenne la production pour moyen et l'homme pour fin.

A force de subordonner les fins humaines aux exigences techniques, la victoire sur la rareté risque elle-même d'être viciée. Une société qui a trop longtemps été le moyen, au lieu d'être la raison de la production, sera inévitablement en proie à des rigidités et à des scléroses bureaucratiques qui, en empêchant la manifestation des besoins, empêchent la production de s'ajuster à eux quand cet ajustement devient théoriquement possible; la conception et jusqu'au fonctionnement du plan économique en seront faussés.

De fait, même là où la rareté aiguë a été vaincue, le socialisme n'existe encore que comme une infrastructure qui souvent fonctionne mal¹. Il existe une seule exception : la Yougoslavie où, malgré la rareté, des structures ont été mises en place sans attendre pour subordonner la production aux besoins, les moyens à la fin, c'est-à-dire à l'émancipation et au plein développement du travailleur, de l'homme. Des circonstances historiques particulières et dont la généralisation est impossible, ont permis cette exception. (L'erreur des Yougoslaves étant d'ailleurs de ne pas tenir compte suffisamment, dans leur politique *étrangère*, du caractère exceptionnel de leur expérience.)

Mais la question n'est pas là. Ce que j'entends souligner par cette parenthèse, c'est qu'il n'existe pas, qu'il ne peut pas exister actuellement de société socialiste sur laquelle le mouvement ouvrier des pays de capitalisme avancé puisse prendre modèle. Et que la perspective, les revendications du mouvement ouvrier d'Europe occidentale peuvent et *doivent* être plus avancées, en matière de construction du socialisme, que celles des sociétés socialistes existantes. Le problème de l'humanisation de la production et de sa subordination aux exigences et aux besoins des individus peut être abordé par nous en des termes plus avancés que partout ailleurs. C'est précisément cela, d'ailleurs, que l'avant-garde marxiste des pays socialistes attend des marxistes d'Europe occidentale.

1. En Tchécoslovaquie notamment, la planification n'a pas empêché la production d'immenses quantités : 520 millions de francs en 1963, de biens invendables parce qu'ils ne correspondaient pas aux besoins et aux goûts.

Il n'y a pas de crise du mouvement ouvrier, mais il y a une crise de la théorie du mouvement ouvrier. Cette crise (au sens de : réexamen, critique, élargissement de la pensée stratégique) tient au fait, principalement, que la revendication économique immédiate ne *suffit* plus à exprimer et à concrétiser l'antagonisme radical de la classe ouvrière face au capitalisme ; et que cette lutte, si dure soit-elle, ne suffit plus à mettre la société capitaliste en crise, ni à affirmer l'*autonomie* de la classe ouvrière face à la société dans laquelle elle s'insère.

Or, l'affirmation explicite et *positive* de l'autonomie de classe est une condition essentielle de la perspective révolutionnaire du mouvement ouvrier. Et par autonomie de classe il faut entendre avant tout que la classe ouvrière, dans sa pratique quotidienne comme dans son attitude face à la société, se pose comme la contestation permanente non seulement de l'ordre social et du système économique, mais également du *pouvoir* capitaliste et de la *civilisation* capitaliste (de ses priorités, de sa hiérarchie des valeurs, de sa culture) au nom d'un pouvoir et d'une civilisation différents dont elle se fait, en tant que classe dirigeante virtuelle, le promoteur et la préfiguration quotidiens.

I. DE LA MISÈRE A LA PAUVRETÉ.

Quand je dis que la lutte salariale ne suffit plus à rendre compte de l'antagonisme fondamental des classes, j'entends avant tout que les problèmes du niveau de vie, de la rémunération et de la reproduction simple de la force de travail n'ont plus, dans les sociétés capitalistes mûres, une urgence si grande que le renversement du système, la fin de l'exploitation puissent être appréhendés à partir d'eux comme une nécessité : l'intolérabilité du système capitaliste pour la classe ouvrière est devenue *relative*, et le renversement ou

la transformation de ce système ne s'imposent plus, comme il y a trente ou cinquante ans, avec l'évidence contraignante d'une nécessité vitale. Il en résulte que les luttes économiques immédiates, même très dures, n'ouvrent plus par elles-mêmes des perspectives de transformation révolutionnaire de la société et s'accroissent même de l'idéologie trade-unioniste et réformiste la plus plate.

Maintenir, dans ces conditions, la théorie de la paupérisation absolue, est sans nulle efficacité pratique. Non que cette théorie soit absolument fautive du point de vue économique : si l'on entend par paupérisation absolue non pas la baisse, sur une période donnée, du pouvoir d'achat ouvrier moyen¹, mais la disparité croissante entre le pouvoir d'achat d'une part et, d'autre part, le coût réel, dans des conditions de vie changeantes, de la reproduction sociale (et surtout de la reproduction élargie rendue nécessaire par l'évolution technologique et les qualifications nouvelles qu'elle exige) de la force de travail — avec tout ce que celle-ci exige d'investissements culturels notamment (formation professionnelle du travailleur et de ses enfants) — alors la théorie de la paupérisation absolue garde une validité². Pourtant, elle n'en a pas moins changé de sens.

Originellement, la théorie de la paupérisation signifiait qu'il y avait une contradiction immédiatement explosive entre les besoins vitaux des travailleurs et les lois d'airain d'un capitalisme condamnant ses ouvriers à la semaine de 7 jours et de 70 heures ou plus, à la sous-alimentation, à l'épuisement physique précoce, etc. Elle signifiait que le capitalisme comportait pour le prolétariat l'impossibilité de vivre et que, inversement, la seule affirmation du besoin de vivre était en elle-même déjà une négation révolutionnaire de la société. Dans la mesure où celle-ci déniait à l'ouvrier la possibilité de reproduire sa force de travail physique, il suffisait de revendiquer au nom du besoin de consommation le plus immédiat pour que cette revendication ait un contenu révolutionnaire immédiatement conscient : la nécessité de la révolution se confondait avec celle de vivre; sa base matérielle était immédiate et simple.

Or, il suffit d'examiner les dernières remises à jour de la théorie de la paupérisation pour constater que celle-ci, fondée maintenant sur le raisonnement économique, a perdu son évidence immédiate et

1. La C.G.T. soutenait récemment encore qu'il avait baissé de 30 % en vingt ans, dans la région parisienne.

2. Cf. ses interprétations chez Arzoumanian, André Barjonet et Roger Garaudy, qui ne concordent point avec la thèse que Marx pouvait poser dans les manuscrits de 1844, ni avec celle, citée plus haut, que continue de défendre la C.G.T.

aveuglante; si l'on peut, en y mettant du sien, prouver la non-satisfaction croissante de besoins liés à la reproduction de la force de travail, ces besoins (*historiques* et non plus élémentaires) n'ont plus un caractère absolument impérieux. Est-ce à dire que la révolution a cessé d'être nécessaire? C'est du moins ce que les théoriciens bourgeois de « l'opulence » affirment. Et c'est pour les démentir que des théoriciens du P.C.F. ou de la C.G.T., s'accrochant à la théorie de la paupérisation, démontrent inlassablement que les travailleurs n'ont jamais été plus pauvres, que l'ampleur des besoins insatisfaits n'a jamais été plus grande. Ce faisant, ils passent à côté du problème de fond.

En effet, ils ont raison et tort à la fois. Raison, parce que la notion de *paupreté* désigne, dans une société et à un niveau de développement donnés, l'ensemble des *possibilités* (notamment culturelles, sanitaires, médicales) et des *richesses* qui sont *déniées* à un individu tout en lui étant proposées comme la norme virtuellement valable pour tous; que la *paupreté* n'ait jamais été plus grande est donc une affirmation démontrable. Mais tort, parce qu'à cette plus grande paupreté ne correspond pas, bien au contraire une plus grande *misère*. L'ampleur des besoins insatisfaits n'est pas de *même nature* aujourd'hui qu'il y a cinquante ou cent ans : alors, il s'agissait de besoins élémentaires insatisfaits (misère), aujourd'hui, il s'agit de besoins historiques¹. Et ceux-ci n'ont pas la même urgence absolument impérieuse que ceux-là. Ils n'affirment plus l'exigence catégorique de *vivre*, mais celle, infiniment élastique, de *vivre mieux* ou de vivre « humainement ». Et si la révolution est une nécessité immédiate quand la possibilité de vivre est à ce prix, il n'en va pas de même quand ce qui est en jeu est la possibilité de vivre mieux, ou autrement.

Par là, je n'entends pas affirmer qu'on ne puisse faire la révolution pour vivre mieux ou autrement. J'entends seulement que l'urgence révolutionnaire n'est plus donnée, dans ce cas, dans la nature du besoin de consommation lui-même, et qu'il faut, pour que les insatisfactions existantes acquièrent pareille urgence, un niveau de conscience et d'élaboration théorique et pratique qui n'était pas nécessaire au même degré jusque-là. Et c'est de cette élévation nécessaire du niveau de conscience, du niveau de la lutte; c'est des nouvelles *médiations*, nécessaires pour faire déboucher l'insatisfaction immédiate sur la volonté de transformations radicales, que le recours à des formes modernisées de la théorie de la paupé-

1. Ou historico-fondamentaux. Nous y reviendrons au chapitre iv.

risation a cherché, à tort, à faire l'économie. Cette théorie est devenue un oreiller de paresse : de même que la théorie, soutenue à l'époque stalinienne, de l'inévitabilité des crises catastrophiques, elle mise sur le *mécontentement croissant des masses* comme sur une impasse absolue vers laquelle s'acheminerait le capitalisme. Persuadée que celui-ci ne peut conduire que du mal au pire, elle prévoit son intolérabilité absolue. Ce qui la dispense d'élaborer une stratégie de la conquête progressive du pouvoir et de l'insertion active dans les contradictions capitalistes.

L'impasse prédite au capitalisme devient du coup l'impasse de l'attentisme révolutionnaire. Car tandis que les sociétés capitalistes développées intègrent, bon gré mal gré, les poussées revendicatives des classes laborieuses comme un facteur parmi d'autres dans la recherche de l'équilibre économique, la stratégie ouvrière, elle, n'intègre qu'imparfaitement les tendances modernes du capitalisme mûr dans ses calculs. Habituee à puiser sa force dans l'intolérabilité immédiate du système, dans sa « négation négative », elle n'est pas toujours consciente que dans la société capitaliste mûre — dans laquelle les différences entre classes tendent à porter moins sur la quantité que sur la qualité des consommations, et dans laquelle un même « modèle opulent » est proposé, par des sources d'information et de formation communes, à tous les « consommateurs » — il importe de contrer le modèle capitaliste lui-même, par une « négation positive », essentiellement qualitative, opposant aux priorités de la « société opulente » des priorités différentes et plus vraies, aux besoins induits par la civilisation capitaliste, les besoins moins immédiats mais plus profonds, qu'aucune revendication de consommation ne peut satisfaire. Ce n'est plus, autrement dit, au niveau des seuls besoins de consommation que se situe la ligne de rupture révolutionnaire entre les classes ; je dirais même : tout au contraire.

En effet, c'est aux revendications générales de consommation et de loisirs que le capitalisme mûr, avec ses capacités de productions inemployées et ses liquidités à la recherche de placements, est à même d'opposer la ligne de défense la plus élastique. Il peut résorber *et* des augmentations nominales de salaires *et* des réductions d'horaires sans que les profits ni, surtout, le pouvoir des monopoles soient atteints, sans que la classe ouvrière augmente en rien, par ses victoires revendicatives, son pouvoir.

Au contraire, ces revendications immédiates, par le fait même qu'elles sont générales et indifférenciées, deviennent des facteurs objectifs de division de la classe ouvrière. La statistique a beau révéler que la rémunération horaire directe et réelle de l'ouvrier

métallurgiste dans la région parisienne est stagnante ou en recul; il est impossible de fonder une stratégie revendicative sur ce fait : car les ouvriers payés sur la base des minimum horaires sont une fraction déclinante de l'ensemble des ouvriers non-mensuels; et les non-mensuels sont une fraction déclinante de la classe ouvrière. Le patronat s'ingénie à diversifier les statuts, les classifications, les avantages non-acquis; à multiplier les primes d'assiduité, de productivité, les « gratifications » variables ou tout simplement les primes à la tête du client. L'évolution des salaires est divergente selon les régions, les branches, les entreprises d'une même branche, les professions et les catégories. Une revendication indifférenciée de 5 à 10 % d'augmentation du salaire de base, n'est donc plus mobilisatrice pour une masse importante d'ouvriers professionnels et de techniciens qui, dans de grandes entreprises pressées par la pénurie de main-d'œuvre, touchent une partie importante de leur salaire sous forme de primes¹.

2. L'IMPASSE.

La question, du coup, est moins de savoir s'il y a paupérisation ou non des travailleurs payés au tarif minimum horaire, que d'inventer une stratégie revendicative qui rende compte des besoins et des exigences de travailleurs aussi différents que le manoeuvre au S.M.I.G., l'O.S. payé à l'heure et au rendement, le P₃ payé à l'heure et à la tâche, le technicien ou employé payé au mois. Or, il est évident que pareille stratégie devra être fondée sur *les problèmes spécifiques de la condition ouvrière* dans les diverses entreprises beaucoup plus que sur des moyennes statistiques; sur une vision unifiante des *conflits de classe* — qui ont trait principalement aux rapports de production, aux rapports de travail, aux rapports de pouvoir — beaucoup plus que sur une paupérisation relative *moyenne*

1. Les syndicats revendiquent à juste titre la suppression des diverses primes variables et incontrôlables, et leur incorporation dans le salaire. Mais cette revendication ne peut résoudre la question : elle la suppose résolue. Elle suppose que le syndicat est capable de faire tomber dans le champ de la négociation et du contrôle ouvrier les éléments variables de la rémunération ouvrière, qui sont actuellement abandonnés à l'arbitraire patronal. Comment parvenir à ce résultat ? Il ne suffit pas d'affirmer qu'il est nécessaire. Il faut le placer au centre de la lutte. Il faut le traduire en objectifs mobilisateurs. Il faut donc déplacer l'accent des revendications quantitatives et indifférenciées vers les revendications de contrôle. Nous y reviendrons au chapitre suivant.

des travailleurs, moyenne qui masque des disparités croissantes. La nécessaire diversité des objectifs au niveau de l'action directe ne pourra être unifiée qu'au niveau de la vision stratégique.

Les revendications de salaire générales et indifférenciées ne peuvent plus fournir cette perspective unifiante à la classe ouvrière. Elles tendent au contraire à diviser les travailleurs relativement privilégiés des entreprises de pointe — auxquels le patronat tend à offrir des augmentations annuelles garanties et des primes indexées sur la productivité et les bénéfiques — d'avec les travailleurs, non-privilégiés, particulièrement ceux de l'État. Elles expriment de moins en moins *l'intérêt de classe des travailleurs* en tant que tels, et de plus en plus *l'intérêt d'une couche de consommateurs sous-privilégiés*¹. Elles n'offrent à l'ensemble des travailleurs salariés d'autre perspective que celle d'un développement de la *consommation individuelle*.

Elles placent, en d'autres termes, les travailleurs en tant que classe à la remorque de la « société de consommation » et de son idéologie; elles ne contestent pas le modèle de cette société, mais seulement la part de richesses qu'elle accorde au consommateur salarié. Elles ne mettent en question de manière consciente ni la *condition ouvrière* sur les lieux de travail, ni la subordination du travail au capital, ni la subordination de la consommation à la production, ni les rapports de production capitalistes, ni cet aspect de plus en plus important de l'exploitation qu'est — au-delà du prélèvement de la plus-value sur le salaire direct — la distraction ou confiscation des ressources productives et du travail des hommes à des fins frivoles et de gaspillage. Elles s'appliquent à la classe ouvrière en tant que *couche* populaire sous-privilégiée et abstraite parmi d'autres, non en tant que classe. Et elles sont de ce fait compatibles avec le trade-unionisme le plus conservateur : les luttes parfois très dures des syndicats anglo-saxons ou allemands, au cours des quinze dernières années, n'ont jamais fait surgir la moindre perspective révolutionnaire.

Il ne s'agit pas d'en conclure que les luttes salariales sont inutiles, mais que leur efficacité, en tant que facteur de mobilisation, d'unification et de formation de la classe ouvrière, est devenue très limitée. Et que ces luttes, par elles-mêmes, si elles réussissent parfois à mettre le capitalisme en crise, ne réussissent pas pour autant

1. L'adoption par des travailleurs en grève du slogan « Charlot, nos sous ! », qui pouvait convenir aux défilés de protestation des anciens combattants, rend parfaitement compte de cette évolution.

à lui interdire de surmonter ses difficultés à sa façon, ni ne préparent suffisamment la classe ouvrière à esquisser et à imposer ses propres solutions à la crise qu'elle a provoquée. Au contraire, celle-ci risque de déclencher une contre-offensive de la technocratie d'État, menée sur le terrain non seulement économique, mais également idéologique, social et politique, sans que la classe ouvrière, faute d'avoir engagé le combat sur ces plans-là également, soit en mesure de riposter avec la célérité et la cohésion nécessaires.

L'effet classique des poussées revendicatives réussies du mouvement ouvrier est de déclencher une poussée du côté des prix et de précipiter la crise inflationniste¹. Autrement dit, le patronat a tendance à sauvegarder, par la hausse des prix, les taux de profit menacés par la hausse des salaires et, l'effet d'entraînement psychologique de ces hausses jouant sur l'ensemble des composantes du coût de la vie (marges commerciales, prix des services, produits agricoles), la part du revenu des travailleurs dans le revenu national a tendance à stagner ou même à rétrograder. L'inflation apparaît ainsi comme un moyen efficace de défense — et même de défense anticipée — du taux de profit contre la pression ouvrière et, *sauf modification des structures*, une accentuation de celle-ci se traduit par une accélération de celle-là. La lutte pour le relèvement général des salaires revêt ainsi un caractère constamment *défensif* et se révèle incapable d'imposer une répartition sensiblement différente du revenu national.

La démonstration est ainsi faite, quoique de manière indirecte et implicite, que des réformes de structure, comportant la socialisation de la fonction d'investissement et donc une nouvelle *structure du pouvoir*, sont une condition essentielle pour l'amélioration réelle et durable du niveau de vie des travailleurs. Autrement dit, on espère avoir convaincu ceux-ci, à partir de l'inefficacité relative (encore soulignée par la théorie de la paupérisation absolue) des luttes salariales, que la condition de leur victoire est *politique*. Mais quelle conclusion en tirera-t-on ? Que l'action syndicale, l'action de masse doit demeurer stérile, qu'elle peut seulement manifester le mécontentement des masses laborieuses et leur en donner conscience, en attendant que la victoire politique des partis ouvriers permette d'y remédier ? Telle semble être parfois, en France, l'attitude de dirigeants du mouvement ouvrier. Des actions de masse se

1. A moins que les victoires revendicatives des syndicats, comme ce fut le cas en R.F.A. durant la période 1959-61, n'évitent précisément au capitalisme une crise classique de surproduction, en substituant la consommation individuelle à l'équipement et à l'exportation en tant que soutien conjoncturel de l'activité économique.

bornent à la protestation pure; des mots d'ordre politiques, généraux et abstraits, sont plaqués mécaniquement sur des revendications immédiates ou des mouvements de mécontentement. Souvent, tout se passe comme si les problèmes spécifiques des classes laborieuses — au niveau des entreprises, des branches, des secteurs, des régions — devaient attendre le renversement du capitalisme et empirer en attendant.

La conséquence de cette ligne de conduite, c'est que la classe ouvrière est invitée à tout espérer de victoires politiques et parlementaires; entre temps, elle est vouée à l'attentisme, aux revendications immédiates et à l'agitation sans perspectives. Une phraséologie révolutionnaire (à savoir que la solution des problèmes doit attendre la victoire politique des partis ouvriers) va de pair avec une action syndicale au jour le jour de style purement trade-unioniste et, sur le plan politique, avec des objectifs de réformes structurelles pour un avenir indéterminé.

Le hiatus est ainsi complet entre l'action présente et les objectifs structurels à long terme, entre les revendications syndicales au jour le jour et le débouché possible des actions ouvrières sur une transformation globale de la société. Il arrive alors qu'en raison de ce qu'il faut bien appeler une absence de stratégie, *la lutte revendicative elle-même s'ensable, faute de contenus l'alimentant*, ou, ce qui revient à peu près au même, qu'elle se disperse en revendications et surenchères catégorielles et corporatives.

3. UNE BATAILLE POLITIQUE.

Pour avoir tout misé sur le mécontentement et le sentiment de frustration des masses salariées, le mouvement ouvrier s'expose au risque de voir s'assoupir la conscience de classe elle-même, et de réduire la lutte des classes (à la manière du trade-unionisme, précisément) à une lutte purement économique pour le niveau de vie, contre les disparités de revenus et la répartition « injuste » du revenu national et des fruits de l'expansion. Quelle stratégie opposera-t-il alors aux suggestions néo-capitalistes de politique des revenus, concertée entre toutes les « catégories sociales » ? Il ne pourra se borner aux deux objections traditionnelles :

1^o Les imperfections de l'outillage statistique rendent matériellement impossible la comparaison des revenus salariaux et non-salariaux.

2^o La politique des revenus porterait atteinte à l'autonomie des

syndicats, substituerait (comme en Suède et aux Pays-Bas) des négociations de sommet aux luttes revendicatives et tendrait à enfermer le mouvement ouvrier dans les exigences de la logique capitaliste.

Car ces objections, pour justes qu'elles soient, ne vont pas au fond du problème. Tant que le mouvement ouvrier assigne à l'action syndicale, comme contenu à peu près unique, les revendications salariales, tout en affirmant d'autre part que l'augmentation du coût de la vie et des profits est plus rapide que celle des salaires, au nom de quoi peut-il persister dans le refus de la politique des revenus ? Pour la grande industrie comme pour l'État capitaliste vivant avec elle dans une symbiose étroite, c'est une nécessité de plus en plus impérieuse de planifier à moyen terme les investissements, amortissements, profits et charges salariales. Pour parvenir à leur fin, pour rendre le poste des charges salariales aussi prévisible que celui des charges fixes, le patronat et l'État n'hésiteront pas à perfectionner l'appareil statistique et à ajouter aux pressions et aux menaces, des séductions à l'intention de la classe ouvrière. A la promesse de 4 à 5 % d'augmentation du salaire réel dans le cadre du « concertisme », qu'opposera un mouvement ouvrier centré sur les luttes salariales et la théorie de la paupérisation ?

S'il n'a pas dénoncé au départ la mutilation qu'inflige aux travailleurs, même hautement rémunérés, l'organisation despotique du travail industriel ; s'il n'a pas pris position contre le gigantesque gaspillage de ressources sociales dans le cadre de la concurrence monopolistique ; s'il n'a pas montré inlassablement et concrètement que ces investissements privés qu'on lui demande de faciliter en ménageant, par la discipline des salaires, le profit capitaliste, ne sont pas scandaleux seulement en raison de l'appropriation privée du produit social, mais en raison de leur orientation *qualitative* et *géographique* ; s'il n'a pas opposé au départ une échelle des priorités différentes, une différente structure des consommations et des investissements, bref un Plan différent à celui du capitalisme monopoliste d'État, sur quelles bases se battra-t-il pour l'autonomie de la classe ouvrière, contre la politique des revenus, contre la prétendue nécessité de respecter le fameux équilibre consommation-investissement ? Se bornera-t-il à une surenchère économique, en affirmant que 4 ou 5 % d'augmentation annuelle sont une proposition dérisoire, que c'est 8 ou 9 % qu'il s'agit d'obtenir, mais qu'on n'y parviendra qu'après une victoire politique (électorale) sur le pouvoir des monopoles ?

Mais comment ne pas voir que la bataille contre la politique des

revenus a d'emblée un caractère essentiellement *politique*, que son enjeu n'est plus une question économique et quantitative, mais la question fondamentale de la démocratie, à savoir la possibilité pour le mouvement ouvrier de lutter à travers ses actions quotidiennes contre l'organisation capitaliste de la production et de la société, et en vue de sa transformation socialiste ? Et comment croire encore que c'est seulement ou surtout avec des arguments quantitatifs, pour une différence de 4 ou 5 % par an, que la classe ouvrière pourra être mobilisée le plus efficacement dans une bataille qui met en jeu sa vocation de classe dirigeante, et qui ne peut être gagnée que par une mobilisation sur une longue période de toutes ses ressources morales, que par un rappel constant au niveau le plus élevé de la conscience de classe ?

Dans un système dont l'intolérabilité n'est plus absolue, mais relative, pas plus qu'on ne fait la révolution pour un peu plus de bien-être, pas plus on ne peut engager *et gagner* la bataille politique pour l'autonomie de la classe ouvrière avec des arguments quantitatifs, de niveau des salaires. Aussi, plutôt que de la fixer sur les questions de pourcentage, pourquoi ne pas faire confiance à son refus radical de la société capitaliste au niveau (celui des rapports capitalistes de production) où ce refus est vécu en permanence ? Et pourquoi ne pas engager d'emblée la bataille sur le fond — c'est-à-dire sur la base de cette contradiction fondamentale et des besoins, qualitatifs bien plus que quantitatifs, que le capitalisme ne réussira jamais à satisfaire ? Car ces besoins, d'une urgence virtuellement révolutionnaire, existent. Si le développement capitaliste a rendu le niveau de vie ouvrier relativement plus tolérable sous l'angle de la consommation individuelle, il a rendu la condition ouvrière plus intolérable encore sous l'angle des rapports de production et de travail, c'est-à-dire de l'aliénation au sens le plus large, non seulement d'exploitation, mais aussi d'oppression, de déshumanisation. C'est de cette intolérabilité-là qu'il convient d'approfondir la conscience parce qu'elle implique la négation du travailleur non plus seulement comme consommateur et « homme générique », mais aussi comme *producteur*, comme *citoyen*, comme « homme humain » ; et qu'elle appelle donc le refus du capitalisme non seulement comme système d'exploitation, mais aussi comme société autoritaire aux rapports sociaux foncièrement anti-démocratiques, comme civilisation aux priorités inversées, comme système de gaspillage et de destruction. « *Faire de la politique, écrivait Vittorio Foa, c'est partir de l'aliénation du producteur dans le processus productif, pour la relâcher à l'aliénation du producteur dans la société.* »

4. L'USINE ET LA SOCIÉTÉ.

La possibilité d'embrasser dans une même perspective la condition ouvrière au sein du processus productif et au sein de la société; la possibilité de remonter dialectiquement des motifs immédiats de mécontentement aux raisons profondes, inhérentes aux rapports sociaux et au pouvoir économique et politique, cette possibilité est apparue de manière plus ou moins explicite au cours de toutes les grandes actions de masse du passé récent : la grève générale wallonne de décembre 59-janvier 60; la longue lutte des métallos italiens (mai 62-février 63); la grève des mineurs français du printemps de 1963; la grève Neyrpic, etc. Spontanées ou longuement préparées, toutes ces actions mettaient en cause, de manière explicite ou implicite, bien autre chose encore que le niveau des salaires. Et, chacune à leur façon, elles ont démontré que, limitée au seul aspect salarial, la lutte ouvrière est aussitôt résorbée par le repli tactique du patronat et de l'État; elle risque de s'enliser dans les revendications catégorielles et corporatives; même victorieuse sur ce plan-là, elle risque de se solder par une défaite stratégique.

Il y a défaite stratégique, en effet, chaque fois qu'une grande mobilisation de masse échoue à élever le niveau de conscience et le niveau de la lutte; chaque fois qu'elle se termine *sans avoir entamé*, ne serait-ce que momentanément ou en intention, *les positions du pouvoir étatique ou patronal*, dans la société ou sur les lieux du travail. Le revers, au point de vue stratégique, est particulièrement inquiétant quand (comme dans le cas des mineurs français) le pouvoir, après avoir réussi à maintenir la grève sur le plan corporatif, cède sur la question des salaires tout en jetant les bases, pour l'avenir, d'une procédure d'arbitrage concernant le bien-fondé des revendications.

Inversement, même quand l'action de masse échoue à atteindre tous ses objectifs, elle remporte une victoire stratégique quand (cas des travailleurs wallons, des métallos italiens et de Neyrpic) elle pose des objectifs dépassant le plan salarial, se poursuit malgré les concessions patronales sur la question des salaires, provoque une élévation du niveau de conscience et ne se termine qu'après avoir fait surgir des revendications avancées qui, non satisfaites, alimenteront et feront rebondir, à un niveau plus élevé, des actions ultérieures.

Dans tous les cas, la possibilité de relier, dans la stratégie reven-

dicative, la condition des travailleurs sur les lieux de travail à leur condition au sein de la société, de dépasser ainsi le plan de la lutte purement économique (trade-unioniste, et qui facilite à l'adversaire les manœuvres de division catégorielle et corporative, ainsi que les contre-offensives concertistes) vers le plan de la lutte de classe, cette possibilité est donnée par la connexion étroite qui existe, dans la vie de tout travailleur, entre les trois dimensions essentielles de sa force de travail :

1° *Les rapports de travail* : c'est-à-dire la formation, l'évaluation et l'utilisation de la force de travail dans l'entreprise;

2° *La finalité du travail* : c'est-à-dire les fins (ou productions) auxquelles la force de travail est utilisée dans la société;

3° *La reproduction de la force de travail* : c'est-à-dire le mode et le milieu de vie du travailleur, la manière dont il peut satisfaire ses besoins matériels, professionnels, humains.

Aucune concession sur les salaires, aucune « justice sociale » distributive ne peut réconcilier le travailleur avec la condition que lui impose le capital sous ces trois rapports. Au contraire, et c'est là l'une des leçons de la grève des métallos italiens : plus jeunes, mieux instruits, mieux rémunérés, disposant de loisirs plus étendus, libérés de la crainte du chômage, les travailleurs deviennent plus exigeants sur les aspects qualitatifs, non-salariaux de leur condition, à mesure que leurs besoins vitaux sont mieux satisfaits.

Encore leur exigence, profondément vécue, demande-t-elle à être explicitée et informée pour que sa force subjective devienne puissance objective. Les thèmes, nécessairement généraux, de la propagande politique (ou même de la revendication par branche) n'y sauraient suffire; ils ne peuvent être pris comme point de départ, mais seulement comme point d'arrivée, en partant de la condition concrète du travailleur dans son travail pour la relier à sa condition dans la société. La faiblesse des programmes de la gauche a souvent été que, même victorieuse, son action au niveau institutionnel et législatif n'a guère modifié la condition des travailleurs au sein du cycle productif et ne s'est traduite pour eux ni par une libération, même partielle, dans leur travail, ni par un pouvoir ouvrier qui, une fois qu'il aurait été conquis, devrait être élargi sous peine d'être vidé de toute substance, et ne pourrait être défendu que par des luttes constantes, aux objectifs toujours plus avancés.

Or, ce qui distingue précisément une réforme d'esprit réformiste d'une réforme d'esprit non-réformiste, c'est la question du pouvoir ouvrier. L'objection selon laquelle toute réforme, tant que l'hégémonie politique n'appartient pas à la classe ouvrière, aurait un

caractère réformiste, viserait seulement à aménager le système et à le rendre plus supportable, cette objection est d'un schématisme fallacieux en ce qui concerne le pouvoir ouvrier. Car s'il est vrai que toute réforme (par exemple les nationalisations ou la programmation économique) est résorbée par le système et finit par le consolider quand elle laisse intact le pouvoir de l'État capitaliste et est exécutée et administrée sous sa seule responsabilité, il est vrai inversement que toute conquête de pouvoirs *autonomes* par la classe ouvrière, qu'ils soient institutionnels *ou non*, doit non pas atténuer les antagonismes entre classes mais, au contraire, les accentuer, donner des prises nouvelles sur le système, le rendre non pas plus, mais moins tolérable, en accusant le conflit entre les exigences humaines des travailleurs et les exigences inertes du capital. Il faut être un bien piètre marxiste pour croire que, dans le cadre des rapports capitalistes de production, la contradiction fondamentale entre travail et capital puisse être atténuée au point de devenir acceptable quand la conquête de pouvoirs ouvriers donne aux travailleurs une conscience plus riche et plus concrète de leur pouvoir de classe.

En reprenant maintenant les trois dimensions essentielles de la force de travail, nous tenterons de préciser, dans les chapitres qui suivent, les contradictions inhérentes à la condition de travailleur, les besoins et les revendications qu'elle fait naître, dans l'entreprise et dans la société :

— Au niveau des rapports de travail, le besoin de maîtriser le travail et l'évolution technique, au lieu de leur être assujetti (refus de l'oppression);

— Au niveau de la finalité du travail, le besoin que le travail ait un sens, que la production serve les besoins (refus de l'aliénation du travail et du produit). Nous déboucherons ainsi sur la question des priorités économiques et sociales, de la société à construire;

— Au niveau de la reproduction de la force de travail, les besoins collectifs, non seulement de biens consommables, mais aussi de services et d'équipements sociaux, d'autonomie et de temps libre. Nous déboucherons ainsi sur la question de la civilisation et de l'homme à produire.

I. L'OPPRESSION.

Tant dans leur forme que dans leur contenu, les rapports de travail sont dominés par la subordination oppressive du travail au capital, et ce dès avant l'exploitation capitaliste de la force de travail proprement dite.

La formation des travailleurs, de quelque niveau qu'elle soit et sous quelque responsabilité qu'elle soit placée, tend en fait à produire des *hommes amputés* dans leurs connaissances et dans leurs responsabilités. Le rêve de la grande industrie mécanisée, c'est l'intégration du travailleur du berceau à la tombe (de la layette, par exemple, à la naissance, au cercueil à la mort, en passant par la formation professionnelle, le logement et les loisirs organisés), de manière à rétrécir son horizon à celui de l'entreprise. Il importe, pour commencer, de ne pas donner au travailleur (de ne pas lui permettre d'acquérir) une formation supérieure à celle qu'exige son travail spécialisé (« pour éviter les problèmes d'adaptation », expliquait récemment avec candeur, à une table ronde patronale, un grand industriel français), de ne pas lui permettre donc, ni de saisir le processus de production dans son ensemble, ni de saisir l'essence créatrice de l'acte de travail, comportant des possibilités d'initiative, de réflexion, de décision, comme par exemple la décision d'aller vendre sa force de travail ailleurs.

Qu'il s'agisse des mécanographes des banques et assurances ou des soudeuses de l'électronique, l'industrie exige pour ses tâches répétitives une main-d'œuvre passive et ignorante, recrutée au sortir de l'école (en milieu rural, de préférence) et formée soit sur le tas, soit dans des écoles d'entreprise où elle acquiert non pas un métier lui conférant une autonomie (et une dignité) professionnelle et humaine, mais une qualification-maison tout juste bonne pour l'entreprise qui l'emploie. Celle-ci, de la sorte, n'affirme pas seule-

ment sur ses travailleurs une sorte de droit de propriété à vie, mais également le droit de fixer et d'évaluer à sa guise la qualification et le prix du travail, les horaires, les cadences, le salaire aux pièces, etc.

Là où une formation professionnelle plus poussée est requise, l'opacité du processus de production n'en subsiste pas moins. Et si, tout à l'heure, la contradiction dominante était entre l'essence active et potentiellement créatrice de tout travail, et le statut passif auquel l'O.S. est voué par les tâches répétitives et préfabriquées que lui impose la chaîne semi-automatique, le transformant en annexe harassé de la machine, lui interdisant toute initiative et même toute pensée autonome, la contradiction dominante, à mesure que la qualification s'élève, est entre l'essence active, l'initiative technique *du travail*, et le statut d'exécutant passif que la hiérarchie de l'entreprise n'en continue pas moins d'imposer *au travailleur*.

A l'exception de certaines industries de main-d'œuvre, qui cessent d'ailleurs rapidement d'être prédominantes, le niveau de la formation professionnelle requise tend à s'élever sans que corresponde, à la plus grande responsabilité technique du travailleur, une plus grande maîtrise des conditions auxquelles il est assujéti et qui déterminent son intervention (ni, bien sûr, une plus grande maîtrise du produit). Responsable de son travail, il n'est pas maître des conditions de son exécution. L'entreprise lui demande à la fois de l'invention dans l'exécution de sa tâche et une soumission passive, disciplinée aux ordres et aux normes édictées par la direction.

En marge de la société civile, formellement libre, se perpétue ainsi dans les entreprises une société despotique, autoritaire, à la discipline et à la hiérarchie militaires, qui exige des travailleurs à la fois l'obéissance inconditionnelle et la participation active à leur propre oppression. Et il n'est que normal que cette société militarisée se pose, aux occasions propices, comme la vérité de la société capitaliste elle-même, qu'elle tende à déborder de l'enceinte des entreprises et à envahir tous les domaines de la vie civile, en préconisant partout l'instauration du principe d'autorité, la suppression du droit de libre examen, de critique, de discussion, d'assemblée, et qu'elle considère l'homme actif, mais borné et soumis, aux compétences étendues, mais limitées dans leur emploi au seul domaine technique, comme le modèle social idéal¹.

C'est contre cette *oppression* du travailleur, contre la mutilation systématique de sa personne, contre l'amputation de ses facultés professionnelles et humaines, contre la subordination de la nature

1. Nous y reviendrons au chapitre iv.

et du contenu de sa vie de travail à une évolution technologique soustraite délibérément à son pouvoir d'initiative, de contrôle et même de prévision, que s'insurgent *en fait* la plupart des revendications salariales. Elles sont motivées beaucoup plus souvent par une *révolte contre la condition ouvrière* elle-même que par une révolte contre le *taux d'exploitation* économique de la force de travail. Elles traduisent la volonté de *se faire payer le plus cher possible le temps qu'on perd, la vie qu'on gâche, la liberté qu'on aliène* en travaillant dans ces conditions-là; de se les faire payer le plus cher possible *non pas parce qu'on place le salaire* (l'argent et ce qu'il peut acheter) *au-dessus de tout le reste*, mais parce que, *dans l'état actuel de l'action syndicale*, on peut disputer au patron le *prix* de la force de travail, mais non la maîtrise des conditions et de la nature du travail.

Bref, le travailleur, même hautement rémunéré, cherche à vendre sa peau le plus cher possible *faute de pouvoir éviter* d'avoir à vendre sa peau. Et inversement, à quelque prix qu'il parvienne à vendre sa liberté, ce prix ne sera jamais assez élevé en regard de la perte sèche, qualitative et humaine, qu'il essuie : quoi qu'il parvienne à extorquer au patron, cela ne lui rendra jamais la maîtrise de sa vie professionnelle, la liberté d'auto-déterminer sa condition.

La revendication salariale pure doit ainsi apparaître comme une déviation et une mystification d'une revendication plus profonde, bien pis : comme une *impasse* dans laquelle s'enfoncé le mouvement ouvrier. Car elle va dans le sens même que souhaite le patronat : elle abandonne à celui-ci le pouvoir d'organiser à sa guise le processus de production, le contenu quantitatif et qualitatif de l'heure de travail, les rapports de travail, quitte à compenser par des primes le surcroît de mutilations qu'il peut faire subir à sa main-d'œuvre. Elle accepte le critère fondamental de l'économie de profit, à savoir que toute chose a un prix, que l'argent est la valeur suprême, qu'on peut faire tout et n'importe quoi avec des hommes, pourvu qu'on paie. Elle va dans le sens de l'américanisation souhaitée par le patronat européen, à savoir : que les travailleurs abandonnent toute prétention à contrôler et à transformer les rapports de production, l'organisation du processus productif et la gestion capitaliste de l'entreprise; qu'ils laissent celle-ci libre de rechercher le profit maximum et de régner sans partage sur la société, en échange des grosses miettes que le capital laisse tomber de ses tables directoriales. Elle permet à l'industrie de fabriquer sa nouvelle masse de prolétaires lobotomisés chez lesquels huit heures d'abrutissement quotidien et de travail contre la montre ne laissent subsister qu'un désir las d'évasion, que les marchands et les manipulateurs de loi-

sirs et de culture iront leur vendre à crédit jusque dans leurs foyers, en leur persuadant en passant qu'ils vivent dans le meilleur des mondes.

En vérité, si la classe ouvrière doit conserver sa vocation de classe dirigeante, c'est à la *condition ouvrière* sur les lieux de travail qu'elle doit s'attaquer *d'abord*, parce que c'est là, à travers les aliénations les plus directes du travailleur, en tant que producteur et citoyen, que la société capitaliste est immédiatement contestée; mais aussi parce que c'est seulement par le refus conscient des rapports de travail oppressifs, par une action consciente pour les soumettre au contrôle des travailleurs associés, par une volonté ininterrompue d'auto-détermination autonome des conditions de travail, que la classe ouvrière peut conserver ou affirmer en permanence l'autonomie de sa conscience de classe, l'émancipation humaine du travailleur comme fin suprême.

La reconquête de l'autonomie du travailleur au sein du processus productif « est le point le plus important de la perspective syndicale, écrit V. Foa, celui qui met en jeu la démocratie dans une société industrielle. Dans la société capitaliste avancée, l'organisation du travail tend à dissocier de plus en plus le moment de la décision de celui de l'exécution, à faire du travailleur un pur instrument docile, sans participation au processus de la production dans son ensemble et dans ses connexions externes; elle tend, en d'autres termes, à subordonner le travailleur de manière rigide aux décisions prises par le patronat en vue de majorer le profit. Même la volonté d'une meilleure distribution du revenu produit est mise en œuvre de manière à transformer le travailleur, avec sa complicité, en un consommateur d'un certain type, en vue d'augmenter par la consommation de masse les profits du système. Si grand que soit l'enrichissement des institutions sur le plan politique, la loi de la production associée tend de plus en plus à être indépendante de la démocratie politique, de la reconnaissance des droits publics de pensée, de presse, d'association, etc. L'expérience démontre que cette fondamentale absence de liberté dans les rapports de travail modernes est une menace permanente aux libertés publiques elles-mêmes.

« Certains pensent que cette subordination des travailleurs est une conséquence inévitable de l'organisation moderne de la production, inévitable en régime capitaliste comme en régime socialiste, qu'elle porte en elle la condamnation de la société industrielle et qu'elle ne pourra peut-être être surmontée que dans la société post-industrielle, quand le remplacement du travail humain par les

machines sera arrivé à son terme. Nous ne croyons pas à cette fatalité; nous croyons au rôle de la volonté collective dans la conquête de la démocratie. D'autres pensent que l'oppression découle exclusivement de l'appropriation privée des moyens de production, et qu'une fois réalisée l'expropriation publique du capital, la liberté ouvrière sera automatiquement assurée. Cela non plus ne nous semble pas exact : le pouvoir socialiste peut exproprier le capitaliste privé et créer de la sorte les prémices de la liberté ouvrière; mais si l'organisation de la production dans l'entreprise et dans l'ensemble de l'économie restent bureaucratisées par un schéma rigide de décisions centralisées, les travailleurs subiront la production sociale comme un processus étranger et se trouveront dans une subordination à certains égards semblable à celle des pays capitalistes.

« Le problème de la société industrielle, avec son organisation avancée de la production et du travail, est le problème d'une construction démocratique spécifique de la condition ouvrière : de la conquête de l'auto-détermination par les travailleurs de leur avenir et de leur présent, de leur condition dans le travail, du contenu quantitatif et qualitatif de leur prestation, et donc aussi de la reproduction sociale de leur force de travail. Au stade du monopole, il n'est plus possible d'opposer le pouvoir de l'État à celui du monopole privé : les illusions à ce sujet se sont maintenant dissipées chez les masses. Au stade du monopole, la construction de la démocratie doit trouver aussi des formes d'expression qui naissent de la condition ouvrière, l'embrassent dans son entier et embrassent en conséquence toute la condition humaine.

« Le problème de la démocratie dans la société industrielle ne peut donc attendre ni la société post-industrielle, ni le socialisme. Il doit être posé dès à présent. Et c'est précisément ce que fait le syndicat, sous la forme la plus élevée de sa lutte dans les usines et les branches ¹. »

2. LES CONTRE-POUVOIRS.

Mais quelle est cette forme la plus élevée ? Comment engager la lutte de masse pour la reconquête des travailleurs sur l'oppression qu'ils subissent dans leur travail et dans leur vie au sein de l'entre-

1. *I socialisti e il sindacato et Considerazioni sulla vertenza dei metallurgici*, in *Problemi del Socialismo*, mars et juin 1963.

prise ? De bonnes âmes généreuses, en France, croient avoir trouvé la réponse : il faut se battre pour la reconnaissance, sur les lieux de travail, des libertés formelles du citoyen (liberté d'assemblée, de parole, d'affichage, d'association), bref, pour la reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise. C'est là tout simplement poser le problème à l'envers et le supposer résolu : si les syndicats étaient l'incarnation *concrète* de la liberté (ou de la promesse de libération) des travailleurs ; s'ils étaient capables d'élaborer des *objectifs mobilisateurs* en vue de l'auto-détermination par les travailleurs de la condition ouvrière, eh bien, dans ce cas les problèmes de recrutement et de combativité syndicale, le problème de l'implantation du syndicat dans les entreprises ne se poseraient pas, ils seraient résolus : les travailleurs seraient déjà en train de se battre pour la maîtrise des conditions et de l'organisation du travail, ils imposeraient de force la reconnaissance (légale ou pas) de la section syndicale.

Mais précisément, le syndicalisme français n'a pas réussi jusqu'ici à traduire la lutte contre l'oppression et pour le pouvoir ouvrier en objectifs mobilisateurs. Que la chose soit difficile, c'est entendu. Que le combat ait été mal engagé, quand il l'a été, c'est évident aussi : la lutte pour l'émancipation du travailleur dans son travail est restée à l'état d'idée générale et abstraite.

Selon un vieux travers jacobin, on a abordé la question sous l'angle juridique et institutionnel. Chez Renault, par exemple, on a *ajouté* à la revendication de la quatrième semaine de congés payés, au début 1963, la revendication de pouvoirs accrus pour la section syndicale d'entreprise. La belle affaire : Dreyfus a accordé la quatrième semaine pour laquelle les travailleurs étaient prêts à se battre, il a refusé l'extension du pouvoir syndical : personne ne s'est battu pour celle-ci. Et avec raison : on se battra pour le syndicat quand il dira ce qu'il veut faire, concrètement, au sujet des problèmes immédiats et spécifiques de la condition ouvrière, mais on ne se battra pas pour lui tant qu'il demandera à être renforcé d'abord, pour pouvoir agir ensuite. On se battra pour les libertés publiques dans les usines (et au dehors), quand on saura à quelle fin ces libertés sont revendiquées et quel contenu elles doivent recevoir ; non avant. Car l'expérience montre¹ que la garantie de ces libertés publiques sur les lieux de travail n'apporte *en elle-même* pas la moindre parcelle de pouvoir ou de contrôle ouvrier ; et que ces libertés, *tant qu'elles sont abstraites et formelles*, peuvent favoriser

1. Aux États-Unis, notamment.

aussi bien les tentatives d'intégration du syndicat dans le système, leur bureaucratisation et la coopération des syndicats bureaucratisés avec le paternalisme patronal (comme aux U.S.A., en Suède, partiellement en Allemagne fédérale).

La reconnaissance de la section syndicale d'entreprise et des libertés publiques au sein de celle-ci demeure une revendication *abstraite*, incapable de mobiliser les travailleurs, tant qu'elle n'est pas liée organiquement à la revendication de pouvoirs ouvriers concrets concernant les rapports de travail. La reconnaissance de la section syndicale et des libertés publiques dans l'entreprise n'est pas une fin en elle-même, elle ne vaut que par les contenus (pouvoirs ouvriers) qu'elle permet de poursuivre.

Et ces contenus, nous venons de l'esquisser, sont un contrôle syndical sur tous les aspects du rapport de travail, de manière

1° A subordonner et adapter les exigences du processus de production aux besoins des travailleurs;

2° A rétrécir le domaine laissé à l'arbitraire patronal;

3° A instaurer en fin de compte un véritable *contre-pouvoir* ouvrier, capable de contester et de contrer positivement le système de décision de la gestion capitaliste, dans l'entreprise (et par extension dans la société).

Ces trois aspects liés de la revendication de contrôle ouvrier sur les rapports de travail sont en fait plus concrets, en tant que thème de mobilisation et d'action, que la simple revendication salariale (qu'ils impliquent nécessairement). L'opacité du processus de production dans son ensemble, l'ignorance dans laquelle sont les travailleurs des décisions économiques et techniques qui déterminent les conditions de leur activité, font que le contenu du rapport de travail est, en pratique, entièrement laissé à l'arbitraire patronal : dans la plupart des cas, le syndicat ne négocie actuellement que le prix minimum de la force de travail, laissant l'employeur libre d'exploiter la force de travail de la manière et dans les conditions qui lui conviennent, d'ajouter au minimum contractuel des primes et des boni dont il demeure souvent seul maître et qui, par définition, ne tombent pas dans le champ de l'accord de branche.

Une augmentation du salaire de base peut ainsi rester sans effet pratique, ou encore être compensée par une intensité accrue du travail (c'est-à-dire par l'extorsion d'un surtravail supplémentaire), par une accélération des cadences, une diminution des primes diverses; par l'introduction de nouvelles machines rendant la tâche plus complexe sans qu'une qualification et un salaire supérieurs soient consentis; par la déqualification des travailleurs affectés à une

fabrication, déqualification qui s'accompagne ou non d'une baisse de salaire, mais qui entraîne en tout cas une dévalorisation professionnelle pour les travailleurs concernés, l'arrêt du développement de leurs capacités, la perte d'autonomie dans le travail.

La revendication qui porte sur l'augmentation générale des salaires est incapable, face à cette situation, de remédier à la détérioration de la condition ouvrière; elle est incapable d'obtenir une compression du taux d'exploitation ou de profit; et elle est incapable même de mesurer l'incidence sur le taux d'exploitation ou de profit des relèvements de salaires demandés. Mais surtout, la revendication salariale est incapable d'embrasser, dans la grande industrie, des situations aussi diverses que celles du manœuvre de la zone d'abattement maximum à 350 F par mois, de l'OS 1 qui, selon qu'il est homme ou femme, qu'il travaille à Nogent-le-Rotrou ou chez Renault, gagne 350 F ou 550 F, du P3 qui, selon sa région et son entreprise, gagne 500 ou 1 500 F, du technicien dont le salaire varie également du simple au triple selon sa ville et sa « boîte ».

La différenciation extrême des conditions de travail et des niveaux de rémunération, au sein de la même branche et pour un même type de travail, ne permet plus de mobiliser la classe ouvrière pour des revendications générales et indifférenciées concernant les minima et les taux horaires. Et de fait, les seuls grands mouvements d'ensemble que la France ait connus depuis 1954 concernaient ou bien des objectifs *politiques* (défense des « libertés républicaines » ou des droits syndicaux menacés) et alors ils étaient nécessairement des mouvements *défensifs* et de *protestation* de courte durée, faute tant de débouché politique que de contenu positif et offensif; ou bien étaient limités aux secteurs publics et nationalisés où les dénivellations du niveau des rémunérations n'existent pas, en raison du monopole d'emploi de l'État.

La preuve est ainsi faite de l'insuffisance des mots d'ordre généraux et indifférenciés, de leur incapacité à unir et à mobiliser une classe ouvrière qui, elle, est différenciée à l'extrême, de leur incapacité aussi à déclencher un combat offensif contre le pouvoir discrétionnaire du patronat en matière de gestion économique et technique, contre l'évolution divergente de la productivité, des salaires et des profits.

C'est pourquoi la première tâche du mouvement ouvrier est actuellement d'élaborer une stratégie et des objectifs nouveaux qui unissent indissolublement la revendication salariale, la revendication de gestion et la revendication d'auto-détermination par les travailleurs des conditions et des rapports de travail. La seule manière d'unir et de

mobiliser une classe ouvrière différenciée est actuellement d'*attaquer le pouvoir de classe* du patronat et de l'État; et la seule manière d'attaquer le pouvoir de classe du patronat et de l'État est d'*arracher une parcelle-charnière de son pouvoir* de décision et de gestion à *chaque patron* (l'État y compris).

Concrètement, il s'agit de donner pour objectif à cette attaque non pas des modifications et des aménagements de la condition ouvrière dans le cadre d'une politique de gestion et d'un stade technique donné de l'entreprise; car une victoire des travailleurs à cet égard, outre qu'elle porterait sur des objectifs d'entreprise non-généralisables, pourrait leur être enlevée rapidement au gré du progrès des techniques et de l'organisation du travail. Il s'agit au contraire pour le mouvement ouvrier de revendiquer le *pouvoir permanent* de déterminer contractuellement tous les aspects du rapport de travail et les critères de rémunération, de manière à ce que toute modification dans le processus productif doive être négociée avec lui, et qu'il puisse alors peser sur la politique de gestion de l'entreprise et l'orienter dans un sens voulu¹. Par exemple :

— Le syndicat doit pouvoir contrôler les *écoles d'apprentissage* et s'assurer qu'elles forment non pas des robots, non pas des individus mutilés dont l'horizon est borné, la vie barrée par les *ignorances* qu'ils reçoivent pour bagage; mais des travailleurs professionnellement autonomes en raison de la multilatéralité virtuelle de leur formation, capables de progresser dans leur profession au moins aussi vite que la technique.

— Le syndicat doit pouvoir contrôler *l'organisation du travail* et mode d'attribution des postes. Et cela pour s'assurer que les changements de poste et les changements dans l'organisation se fassent dans le sens du développement des facultés et de l'autonomie professionnelle du travailleur, et non de leur rétrécissement, de sa déqualification. Les jeunes travailleurs en particulier, ne doivent pas être confinés dans une tâche parcellisée et abrutissante.

— Le syndicat doit ainsi exercer son pouvoir sur la *division du travail*, au niveau de l'entreprise et de la branche, en fonction des techniques de production données *et de leur évolution prévisible*. Il doit pouvoir imposer au patronat, dans chaque entreprise, un niveau d'emploi et une ventilation catégorielle qui l'obligent à adopter les techniques de production, la division et l'organisation

1. Pour tout ce qui suit, voir notamment Bruno Trentin, *Les syndicats italiens et le progrès technique*, in *Sociologie du Travail*, 2, 1962.

du travail optimum du point de vue ouvrier, assurant la coïncidence du progrès technique et du progrès humain.

— Le syndicat doit pouvoir négocier les cadences ou rythmes de travail, les salaires aux pièces, la qualification par poste, les horaires, ce qui signifie une connaissance et une négociation ininterrompues des transformations techniques et de leur répercussion sur la condition ouvrière, ainsi que le pouvoir d'influer sur elles¹.

— Enfin, le syndicat doit revendiquer une *prime de rendement collective*, c'est-à-dire une prime qui n'est fonction ni de la productivité individuelle, ni des profits, mais de la production assurée dans un même nombre d'heures de travail. Cette prime, qui doit s'ajouter à un salaire de base dont le relèvement général est à revendiquer simultanément, constitue un premier pas vers la détermination par les travailleurs de la ventilation du revenu de l'entreprise entre rémunération du travail, investissements et amortissements — c'est-à-dire un premier pas vers l'auto-gestion.

Le but de cette prime de production est triple :

1° Il s'agit d'abord d'arracher à la sphère de l'arbitraire patronal les primes annuelles qui, présentement, sont distribuées à la manière de cadeaux ou de « récompenses anti-grèves », à la guise de la direction et souvent « à la tête du client ». Ces primes doivent pouvoir tomber dans le champ de négociation syndical et être fondées sur des critères objectifs.

2° Il s'agit de lier la prime annuelle à l'évolution réelle du rendement du travail collectif, c'est-à-dire à l'évolution de la production pour un même nombre d'heures travaillées. Le droit de négocier la prime comporte nécessairement pour le syndicat l'accès à toutes les informations concernant l'évolution de la productivité dans l'entreprise, l'évolution réelle *ou potentielle* du profit et, par conséquent, la politique de gestion patronale.

3° Sur la base de ces informations, le syndicat doit pouvoir s'opposer efficacement à toute aggravation du taux d'exploitation, et à tout élargissement du champ d'initiative patronal. Il pourra veiller, en particulier, à ce que *le coût de la main-d'œuvre représente une*

1. « Quand la F.I.O.T. (fédération des employés et ouvriers du textile) face au nombre des machines que les industriels assignent aux ouvrières, lutte pour inclure dans le champ de la négociation les conditions, la quantité et la qualité de la prestation de travail, et demande à discuter le type des machines et leur vitesse, la dénomination et la qualité du produit, sa valeur, le nombre des opérations demandées aux ouvrières, on tient là l'exemple d'un syndicat qui ne refuse pas le progrès technique, mais refuse de se soumettre avec fatalisme aux formes qu'il prend. » (Luciano Lama, in *Critica Marxista*, mars 1963.)

proportion au moins constante du coût de production, quelle que soit l'évolution de la productivité et de l'emploi. Il pourra empêcher de la sorte que les « compressions » de personnel soient une opération lucrative, le suréquipement une opération avantageuse. Il pourra empêcher qu'une politique commerciale erronée (surproduction, notamment) ou de dumping soit menée aux dépens des travailleurs. Il pourra ajuster ses revendications de manière à occuper d'emblée tout l'espace rendu disponible pour le patronat par l'augmentation de la productivité. En fin de compte, il devra pouvoir négocier toute la ventilation du programme de l'entreprise entre les divers postes : investissements, réserves, salaires directs et indirects, temps libre, dépenses sociales et exercer ainsi un pouvoir de contrôle et de veto sur toute la politique de gestion ¹.

3. LA GESTION MISE EN CAUSE.

C'est dans le cadre de ce combat, dont les objectifs généraux sont différenciables et adaptables à chaque situation particulière et locale; qui embrasse les revendications et les problèmes spécifiques les plus divers dans une seule et même perspective de classe, que trouve place tout naturellement le combat pour la reconnaissance et l'autonomie de la section syndicale d'entreprise : elle est non pas une

1. Cf. Bruno Trentin : « Le capitalisme industriel avancé a tendance à prédéterminer, en fonction d'un certain programme d'investissements et d'une politique de ventes, non seulement l'organisation du travail, les temps de production et les cadences, mais encore par déduction le niveau même des salaires à l'échelon de l'entreprise (ceux-ci devenant partie intégrante du « plan » de production). L'action syndicale ne peut donc conserver une autonomie réelle que si elle coïncide avec la capacité croissante du syndicat à faire porter tout le poids de son action revendicative non pas sur les effets de la gestion sur la condition ouvrière et sur les résultats économiques de cette gestion mais sur ses décisions mêmes au moment où elles se déterminent. C'est à ce moment-là que le syndicat pourra espérer conquérir non seulement une rétribution ouvrière correspondant aux modifications prévisibles des conditions de travail, mais aussi une négociation de ces modifications elles-mêmes, en fonction des intérêts ouvriers (de leur niveau d'emploi, de leur besoin de repos, de leur santé, de leurs intérêts professionnels). Le syndicat doit donc retrouver sa pleine autonomie d'action, au premier chef par la négociation d'une partie du salaire, non pas en rapport avec les résultats de la gestion de l'entreprise (dont le rendement ouvrier est toujours une expression) mais en rapport avec les décisions qui précèdent et déterminent la gestion même... »

« Ce qui vaut la peine d'être souligné, c'est le lien qu'une politique des salaires de cette nature tend à rétablir entre l'action revendicative et l'action pour affirmer certaines formes de contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises. Dans les développements possibles de cette politique des salaires, on

fin dernière, elle est l'instrument indispensable du pouvoir de contestation, de contrôle, d'auto-détermination et de décision des travailleurs là où leur condition, où le pouvoir du capital, où leur conflit avec la société sont vécus directement; là où ils doivent avoir prise sur une réalité qui les écrase si la transformation de la société et le pouvoir politique de la classe ouvrière doivent avoir un sens pour eux : c'est-à-dire sur les lieux de travail.

Bien sûr, ce combat n'abolira pas d'emblée le profit; il ne donnera pas *le pouvoir* à la classe ouvrière; il n'aboutira pas, après sa conclusion victorieuse, à l'abolition du capitalisme. Il débouchera seulement sur de nouvelles batailles, sur la possibilité de nouvelles victoires partielles. Et à chacune de ses étapes, surtout dans sa première phase, il devra se conclure par un compromis. Il s'engagera sur une voie semée d'embûches. Il obligera le syndicat à des accords avec les patrons. Il empêchera le syndicat de refuser en bloc le pouvoir patronal, de contester en bloc la gestion capitaliste. Le syndicat devra « se salir les mains ». A chaque compromis, à chaque accord signé à l'issue d'une bataille, il avalisera, en signant, le pouvoir patronal.

Il ne faut pas cacher ou minimiser ces faits. Les dangers de la ligne d'action que je viens d'esquisser sont réels. Pourquoi alors la préférer à la tactique présente ? Eh bien, regardons de plus près.

Il s'agit de ne pas accepter un système de gestion basé sur le profit ? de porter la classe ouvrière au pouvoir ? de ne pas avaliser le pouvoir patronal ? C'est entendu. Mais les travailleurs avalisent le pouvoir patronal chaque jour, en pointant à l'heure, en se soumettant à une organisation du travail sur laquelle ils sont sans prise, en touchant leur salaire. Ils acceptent le système du profit du même coup; le pouvoir de la classe ouvrière reste pour eux un

peut en effet entrevoir une tendance du syndicat à participer en tant que force autonome à la prédétermination de la répartition du revenu de l'entreprise... par le « conditionnement » de la politique des investissements et de ses répercussions sociales à l'échelon de l'entreprise.

« L'alternative n'est plus entre un syndicalisme « pur », qui limite son action à la défense des intérêts économiques et professionnels des travailleurs, et un syndicalisme « politique » qui s'oriente d'une façon plus ou moins volontariste vers les problèmes de gestion. Il s'agit plutôt d'une alternative entre un syndicalisme qui s'intègre dans un système donné de gestion et qui accepte comme mesure de son action revendicative *non pas les problèmes réels de la classe ouvrière, mais les possibilités offertes par une politique de gestion donnée* — et d'autre part un syndicalisme qui, pour être réellement autonome, prend conscience que son pouvoir de négociation, *s'il veut subsister*, doit empiéter sur la zone d'autorité, le pouvoir et l'autonomie de la gestion capitaliste » (*art. cit.*).

songe. Au moins, ils ne se salissent pas les mains, en la personne du syndicat qui les incarne, et restent libres de tout contester en bloc ? C'est bien vrai. Seulement, leur contestation, leur refus du capitalisme reste au niveau des intentions générales et des discours : il est abstrait ; sa pureté est stérile. Les moyens lui manquent pour mordre sur le réel. Il laisse le pouvoir du patronat et du capital intact. Il est sans positivité. Il finit par tomber dans tous les pièges qu'il prétend éviter.

Pour mieux refuser, par exemple, la collaboration de classe, le syndicat tend à se désintéresser des accords d'entreprise et de branche. Des conventions collectives sont tacitement reconduites ou tombent en désuétude parce que le syndicat, à leur expiration, n'a rien fait pour les renouveler. Des accords d'entreprise ne sont pas signés à l'issue d'actions revendicatives parce que le syndicat entend ne pas reconnaître le pouvoir du patron : pour ne pas se compromettre avec lui, les responsables syndicaux de l'entreprise n'ont pas présenté de cahier de revendications ; ils ont organisé des actions tournantes, exprimant un mécontentement et une protestation diffus. Puis ils ont attendu que la direction fasse des offres. Pas de négociation avec l'ennemi : un procès-verbal tient lieu d'accord. Le syndicat garde les mains pures.

Qu'y gagne-t-il ? La bonne conscience de son indépendance ; c'est-à-dire, en fait de victoire pratique sur la politique de gestion capitaliste, rien. Et que perd le patron ? Rien, précisément : il conserve son indépendance, lui aussi, pour gérer l'entreprise à sa guise, c'est-à-dire pour amortir et investir selon *son* programme, pour installer les machines qu'*il* veut, pour imposer les cadences, l'organisation du travail, le système de classification qui lui semblent les plus avantageux ; et même pour payer sa main-d'œuvre *selon le budget prévu*. Car il ne faut pas se faire d'illusions : dans les coffres-forts des grandes entreprises modernes, il n'y a pas des liasses de billets que les revendications ouvrières viendraient disputer à l'avidité patronale ; dans les coffres, il y a seulement des programmes. Et ces programmes ont leur marge de sécurité : ils sont calculés de manière à ce que les revendications de salaires *prévisibles* ne compromettent pas le plan d'amortissement ou d'investissement (avec ses variantes prévues en fonction des évolutions possibles de la conjoncture), ni le plan de production.

La tendance dominante de la grande industrie moderne n'est plus l'exploitation maximum, par tous les moyens, de ses travailleurs poussés à coups de primes individuelles et de trique ; la tendance dominante (à laquelle de nombreuses exceptions existent, qui repré-

sentent le passé, non l'avenir) c'est « l'intégration des travailleurs ». Le patron moderne sait que le salaire aux pièces ne « rend » plus : il le sait d'autant mieux que, dans la grande entreprise, où le capital fixe pèse plus lourd que le capital circulant, c'est la régularité qui importe plus que tout. Pour obtenir la régularité, il ne faut pas trop stimuler le rendement individuel : ses pointes seront suivies de creux; 5 % d'ouvriers faisant 200 ou 300 % de la norme sont moins intéressants que tout un atelier faisant *en permanence* et *en moyenne* 100 % de la norme — cette moyenne représentant d'ailleurs la somme de trois niveaux d'efforts distincts : un tiers des travailleurs faisant 80 %, un tiers 100 %, un tiers 120 %, par exemple, du rendement moyen.

Pour obtenir cette régularité, le patron prévoit l'imprévu : notamment les revendications de salaire. La tactique du « syndicat aux mains pures » ne le gêne donc guère : elle laisse au patronat le pouvoir qui lui importe le plus : le pouvoir de décision et de gestion; le pouvoir de déterminer lui-même les augmentations qu'il sera contraint de consentir, de les maintenir à l'intérieur des marges qu'il s'était fixé, de soustraire ces marges à toute contestation effective.

« L'intégration » du syndicat a donc lieu jusque dans les revendications qu'il avance et les concessions qu'il arrache : prévues par le programme de l'entreprise, elles sont intégrées d'avance dans le plan de gestion et n'empiètent pratiquement pas sur lui. Pas plus que le syndicat ne réussit à contester effectivement un plan de licenciement par les mouvements de protestation qui suivent son annonce : le coût des grèves de protestation est prévu dans le coût de l'opération; les licenciements auront lieu, comme prévu, après avoir été « contestés ». De sorte que l'action syndicale reste sans prise sur les décisions et les données de la politique patronale, précisément parce qu'elle les refuse en bloc : ce refus lui-même est une donnée de la politique de gestion. Et celle-ci reste, en pratique, souveraine. Le patronat conserve l'initiative : c'est lui qui place constamment le syndicat devant des situations nouvelles d'ordre économique, structurel, technique, organisationnel, situations qui conditionnent la structure professionnelle, les carrières, la vie des travailleurs, leurs rapports, les font évoluer dans le sens souhaité par la stratégie patronale, et ne laissent au syndicat que le choix de dire oui ou non¹, sans que son non tire à conséquence, sans que

1. Ou sans même qu'il puisse dire non à des offres patronales tendant à lier les mains du syndicat, à détruire son autonomie, à acheter son intégration et « la paix du travail » en échange de quelques avantages matériels.

des progrès soient visibles dans la succession des batailles que mènent les travailleurs. C'est toujours le même type de bataille qui se répète, les travailleurs reviennent toujours au point de départ.

Ainsi, la contestation reste abstraite, elle ne s'incarne et ne progresse pas, il n'y a pas entre ses objectifs (réduction et suppression de l'exploitation, négociation de tous les éléments du salaire, garantie de l'emploi et des carrières, élévation du niveau de vie selon les besoins, abolition de la dictature du profit) et ses actions quotidiennes de lien synthétique : il y a les objectifs d'une part et les actions de l'autre, et guère de progrès de celles-ci vers ceux-là.

Qu'en revanche le syndicat s'empare des données à partir desquelles la politique de gestion s'élabore, qu'il anticipe sur les décisions patronales, qu'il pose à chaque pas sa propre solution alternative, et qu'il engage la bataille sur elle, il contestera alors la gestion capitaliste plus efficacement que tous les discours-contestation. Il sera en mesure d'exercer sur l'évolution (technique, produc-

Cette incapacité à dire non aux pires offres paternalistes est illustrée par l'accord signé avec les « Plastiques de Roubaix », en janvier 1964, par la C.G.T., la C.F.T.C., F.O. et la C.G.C. Les principaux points de l'accord sont :

— Prime de productivité (et non de production) : les bénéfices de la productivité sont répartis à parts égales entre le personnel et l'entreprise, celle-ci restant maîtresse du mode de répartition (augmentation de salaires ou réduction d'horaires);

— Participation aux bénéfices : 20 % des bénéfices nets sont distribués au personnel. Mais la direction reste seule maîtresse du taux d'amortissement et d'investissement (et donc du montant du bénéfice net). La politique de gestion est ainsi entièrement soustraite à la prise, et même à la contestation syndicale (ce que la prime de production, telle que nous l'avons définie, aurait empêché);

— Salaire mensuel garanti, avec éventuelle récupération des heures chômées et indemnisées *dans les douze mois*.

— « Chaque membre du personnel, conscient que son intérêt est lié à la bonne marche de l'entreprise, assure le travail qui lui est confié dans les conditions fixées. » Donc, pas de négociation des rapports et de l'organisation du travail, mais subordination de la prestation de travail à la logique du profit.

— Des clauses anti-grève prévoient un préavis de quatre jours, suivi d'une réunion paritaire, suivie, en cas d'échec des pourparlers, d'un nouveau préavis de quatre jours.

De plus, les contestations concernant les « charges de travail » doivent donner lieu, « dans des conditions à déterminer chaque fois que ces difficultés s'élèvent », à des « expertises » de la part « d'experts ouvriers ». Les délégués ouvriers sont ainsi appelés à garantir contre d'éventuelles protestations ouvrières les rapports de travail à la détermination desquels la direction les a « associés » préalablement.

La reconnaissance implicite de la section syndicale d'entreprise équivaut, dans ces conditions, à une complète perte d'autonomie pour le syndicat.

tive, professionnelle, etc.) son contrôle, de la pousser dans le sens de l'optimum social, économique, humain. Cela suppose, par exemple, qu'au lieu de se battre *contre* les licenciements et les plans de réorganisation de la branche, il se batte *pour* un plan de réorganisation, de reclassement, de emploi, soumis dans tous ses aspects au contrôle syndical permanent; qu'au lieu de se battre contre de nouvelles machines et l'organisation nouvelle du travail qu'elles imposent, il se batte sur le type des machines, le mode de leur mise en place, l'organisation du travail à prévoir, les classifications à définir *avant* que la réorganisation ait eu lieu; qu'au lieu de se battre contre l'aggravation de l'exploitation, il se batte pour soumettre le programme d'amortissement et d'investissement à son contrôle et pour imposer que les travailleurs en bénéficient.

Le syndicat, en procédant ainsi, accepte la gestion de type capitaliste ? En un sens, sans doute; mais j'ai déjà dit qu'il l'accepte aussi bien en prétendant la refuser et en la subissant. Mais il importe précisément de ne pas la subir : il faut l'accepter pour *la changer*; pour en modifier les données, pour la contrer point par point et à chaque pas, pour l'obliger à aller où les travailleurs veulent qu'elle aille, bref pour la mettre en crise et pour contraindre l'adversaire à changer de terrain de combat. Et à chaque victoire partielle, à chaque reconversion, reclassement, réorganisation, investissement, licenciement empêché ou imposé par le syndicat, c'est le pouvoir ouvrier qui s'affirme, c'est le niveau de conscience ouvrière qui s'élève, c'est la liberté patronale, la sphère de souveraineté du capital qui s'amenuise, c'est la faiblesse essentielle du système qui se manifeste : la contradiction entre la logique du profit et les besoins et exigences des hommes.

Est-ce de la collaboration de classe ? C'en serait, incontestablement, si le syndicat acceptait des responsabilités de gestion, la « cogestion »; s'il perdait de vue que son but n'est pas un peu de mieux-être à tout prix, mais l'émancipation des travailleurs et l'auto-détermination de leur condition; s'il acceptait *de participer* à l'élaboration des décisions et de garantir leur application. Mais c'est cette participation, précisément, souhaitée par les concertistes, qu'il s'agit de refuser avec intransigeance. Il ne s'agit pas d'élaborer *avec* la direction une politique de gestion néo-paternaliste; il s'agit *d'opposer* une politique syndicale à la patronale, de se battre pour un plan d'entreprise, de branche, de région, etc., plan bien élaboré et cohérent, et qui illustre concrètement l'opposition entre le désirable et le possible, d'une part, le réel, déterminé par les critères de rentabilité financière à court terme, d'autre part.

La bataille, évidemment, devra être conclue par une transaction, un compromis. Cela ne pourrait choquer que des maximalistes, contre lesquels Lénine déjà ferrailait, en soulignant qu'il est de bons et de mauvais compromis. En l'occurrence, le compromis serait mauvais si le syndicat *renonçait* à son plan et à ses perspectives, pour se contenter d'une solution intermédiaire. Mais pourquoi renoncerait-il ? La transaction concluant la bataille signifie simplement que tout n'a pu être obtenu : le syndicat a transigé sur l'adoption par le patronat d'une partie substantielle de son plan ; il exerce son contrôle sur l'exécution de ce plan. La bataille se termine donc sur une victoire partielle, arrachée de haute lutte, et sur une victoire « morale » qui, elle, est totale : car dans le courant de la lutte, le niveau de conscience des travailleurs s'est élevé, ils savent parfaitement que toutes leurs exigences ne sont pas satisfaites, ils restent disponibles pour de nouvelles batailles, ils font l'expérience de leur pouvoir : les mesures qu'ils ont *imposé* à la direction *vont dans le sens* de ce qu'ils demandaient (bien qu'ils n'obtiennent pas tout), ils ne renoncent pas à leur but en transigeant, au contraire ils s'en rapprochent. Le syndicat n'aliène pas son autonomie dans la transaction (pas plus que quand il accepte 8 % d'augmentation après en avoir demandé 12), il ne garantit pas un plan patronal, au contraire il oblige le patron à garantir (sous contrôle syndical) l'exécution de l'essentiel du plan syndical.

Telle est la stratégie que met en œuvre la revendication du pouvoir syndical de négocier tous les aspects du rapport de travail, et de mordre par ce biais sur l'autonomie de gestion du patron, et par extension sur le pouvoir de classe du patronat et de l'État. Il ne s'agit pas d'un pouvoir syndical institutionnel : il s'agit d'un pouvoir de contestation positive et antagonistique, qui laisse l'autonomie syndicale intacte. Ce pouvoir, une fois arraché dans des batailles nécessairement longues et dures¹, rendra permanente et *ininterrompue* la contestation des décisions patronales ; il permettra au syndicat d'anticiper sur ces décisions, pour les conditionner avant qu'elles soient prises ; il placera les travailleurs en posture offensive, et non plus défensive ; il élèvera leur niveau de conscience et de compétence ; il approfondira leur connaissance du processus pro-

1. La lutte du million de métallos italiens qui poursuivaient ces objectifs a duré neuf mois, avec un total équivalent à 42 jours de grève. Pendant cinq de ces neuf mois, l'objectif était d'imposer les revendications de gestion et de contrôle ouvriers, que le patronat cherchait à dissocier des revendications *générales* de salaire, sur lesquelles il était prêt à céder.

ductif; il les obligera à préciser les objectifs, échelonnés selon une vision stratégique et programmatique, qu'ils entendent opposer aux plans capitalistes au niveau de l'entreprise, de la branche, de la région et de l'économie nationale elle-même; il fera déboucher (ce qui n'est pas le cas présentement) les revendications partielles et locales sur une perspective de réponse (« d'alternative ») globale et cohérente au capitalisme monopolistique, perspective qui conditionnera et éclairera réciproquement les options locales; et il provoquera ainsi le rebondissement continu de la lutte avec des objectifs de plus en plus avancés, à un niveau de plus en plus élevé.

Ainsi, loin que la revendication des pouvoirs ouvriers dans les entreprises doive signifier le développement du particularisme ou « patriotisme » d'entreprise¹, elle n'a de contenu offensif et mobilisateur, elle n'a de sens et de chances que comme option locale sur une réponse globale au modèle de développement capitaliste. Elle exige cette vision globale comme son relais nécessaire sur le plan politique (sur le plan des grandes options en matière de développement national et de politique économique), de même que l'action politique exige l'existence des masses mobilisées et combattives, non seulement pour se faire porter en avant, mais aussi et surtout comme un *contre-pouvoir* populaire capable de répondre de manière décentralisée, avec des initiatives spécifiques et non-bureaucratiques, au pouvoir d'obstruction des centres de décision privés et publics.

C'est tout naturellement, donc, que la revendication et l'exercice de pouvoirs ouvriers d'auto-détermination et de gestion débouchent sur la mise en question des priorités et des finalités du modèle capitaliste.

1. Particularisme qui se développe, en revanche, présentement, en raison même de l'absence d'une perspective qui unisse étroitement la revendication locale et l'action de classe.

A propos du contenu du rapport de travail déjà, la question de la destination que reçoit la force de travail de la part de l'entreprise capitaliste n'a cessé de se poser, fût-ce de manière implicite. Et le thème qui se dessinait à ce propos était celui du *sens* du travail ou, plus explicitement, celui de ses finalités. La contradiction *formelle* entre l'essence active et potentiellement créatrice du travail, et le statut passif de marchandise que lui confère le patron en disposant de manière arbitraire et despotique, à travers les rapports, les conditions et l'organisation du travail, de la vie professionnelle du travailleur, cette contradiction formelle, vécue comme oppression, va de pair avec une contradiction substantielle : celle qui se révèle entre la finalité *interne* du travail du point de vue du travailleur — à savoir : produire à travers sa prise sur la matière, des richesses ayant une valeur pour les hommes (et produire l'homme en tant que producteur universel par la même occasion) — et sa finalité *externe* du point de vue du capital — à savoir : produire de la plus-value à l'occasion de la production de n'importe quoi (la valeur d'usage du produit étant secondaire au regard du taux de profit) et, par la même occasion, produire des producteurs soumis à l'exploitation de leur force de travail comme à une quantité étrangère et ennemie, c'est-à-dire des hommes aliénés. Bref, pour le travailleur, le travail n'a de sens *qu'en tant que production d'un monde humain* ; pour le capital, *le travail n'a de sens qu'en tant que production de profits*, quelle que soit d'ailleurs l'utilité humaine des produits moyennant lesquels le profit se réalise.

La condition ouvrière n'est donc pas inacceptable seulement en raison de l'oppression directe du travail dans la vie productive, mais tout aussi bien en raison de la négation, par la finalité que l'exploitation capitaliste assigne au travail, du sens de la vie productive : par son aliénation. Tout travailleur vit plus ou moins consciemment cette aliénation comme la contradiction entre la

fierté et l'amour du travail bien fait, d'une part, et la honte, la rage ou le désespoir de devoir accomplir ce travail à des fins (l'accumulation capitaliste) et pour des produits qui, souvent, n'en valent pas la peine et ne sont conformes ni aux besoins réels ou prioritaires, ni aux intérêts de la collectivité.

I. ALTERNATIVES CONCRÈTES.

La lutte contre l'exploitation ne prend son plein sens que lorsqu'elle se saisit comme lutte contre les conséquences sociales de l'exploitation, c'est-à-dire : comme lutte contre les fausses priorités, les gaspillages et les pénuries que le capitalisme des monopoles, dans sa phase mûre, impose à la société comme prétendu modèle de la « consommation opulente ». Lutter contre l'exploitation du travail c'est, nécessairement, *lutter aussi contre les fins en vue desquelles le travail est exploité.*

La disjonction de ces deux aspects est moins possible que jamais si le mouvement ouvrier veut conserver son autonomie. Une organisation ouvrière, en effet, qui, sous prétexte qu'elle n'a pas à faire de politique, voudrait cantonner l'action des travailleurs sur le seul plan de la revendication de consommation et, implicitement, de la lutte contre l'exploitation, serait logiquement conduite à accepter avec faveur — ou, du moins, sans hostilité de principe — les propositions faites par l'État capitaliste en vue d'intégrer les syndicats dans le système et de discuter avec eux d'éventuelles limitations du taux de profit, d'éventuelles indexations du niveau des salaires sur l'expansion du revenu national, sans mettre en cause ni le taux global de l'accumulation capitaliste, ni le rôle moteur du profit, ni le pouvoir politico-économique des monopoles, ni les orientations et les priorités que la recherche du profit maximum imprime à l'activité économique dans son ensemble.

De plus, lutter contre l'exploitation et pour les revendications de consommation, sans mettre en question les finalités de l'exploitation (c'est-à-dire l'accumulation) et le modèle et la hiérarchie des consommations dans la société capitaliste avancée, c'est placer la classe ouvrière en position subalterne par rapport aux choix fondamentaux, aux valeurs, à l'idéologie de cette société, et renforcer celle-ci jusque par les succès de détail que les syndicats peuvent obtenir. Les succès, en effet — augmentation de salaires, de la durée des congés, de la masse de consommations individuelles — seront aussitôt repris à leur compte par ceux (gouvernement et mono-

poles) qui les ont concédés, selon le slogan classique du « bien-être pour tous » ; ils deviendront rapidement une source de profits supplémentaires (avec ou sans hausse des prix) pour les industries de biens de consommation. Tant qu'elle est quantitative seulement, et non pas qualitative également, la revendication économique demeure sans prise profonde sur le système et ne contribue guère à forger et à élever la conscience de classe ¹.

Avant d'indiquer comment les questions de finalité (de structure, d'orientation de la consommation et de la production) deviennent concrètement sensibles aux travailleurs, comment elles peuvent fournir le contenu à des revendications qualitatives, on saisira l'insuffisance des revendications quantitatives à travers des exemples comme celui-ci : les pressions exercées par des organisations ouvrières américaines (de concert, d'ailleurs, avec les patrons) pour maintenir en activité des industries d'armement (aéronautique, fabrication d'obus et de chars) périmées et destinées à la fermeture, et ce à grand renfort d'arguments patriotiques et militaristes. Ce qui n'empêche pas, d'ailleurs, cette conception étroite de la défense *collective* du travail et de l'emploi d'aller de pair avec une révolte *individuelle* et impuissante des ouvriers contre l'absurdité de leur travail. Aux chaînes de montage de l'industrie automobile américaine, cette révolte va jusqu'aux actes de sabotage clandestin d'un produit (la carrosserie) qui apparaît à l'ouvrier comme la matérialisation détestable de l'inutilité sociale et de l'absurdité individuelle de son « travail de con² ». On situera dans la même ligne l'exemple cependant moins extrême et plus complexe, des mineurs luttant avec une persévérance admirable pour le maintien en activité de bassins, au demeurant exploités dans des conditions humaines et économiques plus que médiocres — et qui, individuellement, ne font pas de difficulté pour reconnaître que, même si le charbon produit n'était pas aussi médiocre et cher, leur métier, dans les conditions locales, resterait abominable.

Il ressort clairement, du reste, de ce genre d'exemples d'actions purement défensives, que non seulement l'action ouvrière spontanée ne débouche pas, mais même qu'elle tourne court et s'épuise s'il ne lui est pas fourni, au niveau politique, une perspective qui

1. Cf. Foa : « Ce qui compte, ce n'est pas la comparaison globale entre niveau des consommations et niveau des investissements, mais la ventilation et la composition interne des consommations et des investissements. » (*Politica salariale e sviluppo economico*, in *Economia e Sindacato*, septembre 1961.)

2. Cf. Harvey Swados, cité in *La Morale de l'Histoire*, p. 273.

ramasse les revendications immédiates dans une vision stratégique et globale des rapports de classe, liant ainsi les objectifs immédiats à des objectifs, plus amples et à plus long terme, de transformation de la société. Ce sont précisément les cas de fermeture partielle ou totale, de transfert géographique, de reconversion et de nouvelle implantation d'entreprises — cas qui deviendront de plus en plus fréquents sous l'effet de la concurrence monopolistique dans le Marché Commun et de l'évolution des techniques — qui imposent à la classe ouvrière la lutte au nom d'une « alternative » à la politique des monopoles et à ses priorités, avec déplacement de l'accent revendicatif vers des solutions qualitativement différentes. A défaut, la lutte ouvrière pourrait difficilement dépasser, dans ce cas, le plan des combats défensifs d'arrière-garde, quasiment désespérés.

Les fermetures, reconversions, nouvelles implantations (ou l'absence d'industries nouvelles) offrent du reste au mouvement ouvrier une belle occasion d'affirmer son rôle dirigeant dans la société et pour montrer, à propos des difficultés souvent dramatiques que les décisions du capital monopoliste entraînent pour les travailleurs — mais aussi pour toute la population des zones ou régions frappées — que la solution optimum, du point de vue humain comme du point de vue de l'équilibre économique et du développement régional, exige des décisions contraires à la logique capitaliste; des « réformes de structure » modifiant le rapport des forces, la répartition des compétences et des pouvoirs; des centres de décisions démocratiques nouveaux, tous objectifs de lutte qui préfigurent une transformation socialiste de la société et vont dans son sens.

C'est encore le mouvement ouvrier italien, dans ses composantes syndicale et politique, qui offre des exemples frappants de ce genre de revendications qualitatives proposant une ligne alternative à la politique de développement monopoliste. Parmi les cas devenus célèbres : celui, à Reggio d'Emilie, d'une grande entreprise de construction mécanique, condamnée dans le cadre du plan Marshall, dont tout le personnel (ouvriers et cadres) a occupé l'usine, éjecté la direction, organisé de son propre chef, à partir de projets abandonnés, la mise en fabrication de tracteurs agricoles. Il a fallu plusieurs mois avant que les premiers exemplaires sortent des ateliers. Pendant tout ce temps, l'entreprise a pu tenir grâce aux collectes organisées auprès des paysans et des citadins de la région. Ébauche d'une « Commune », cette entreprise a finalement été renflouée par l'État, sous la pression des partis de la classe ouvrière. Elle a conti-

nué pendant un certain temps la construction de tracteurs, puis a été reconvertie et développée. Elle existe toujours.

Un autre exemple est celui des complexes sidérurgiques côtiers. Leur édification par l'État fut longtemps réclamée sur le plan local et régional par la C.G.I.L., avec grèves et manifestations de masse à l'appui. Ces actions qui mobilisèrent des populations entières, furent un facteur essentiel du développement économique de régions sous-développées ou déclinantes. Appuyées sur le plan national par les partis ouvriers, elles aboutirent à la création d'un organisme public, chargé de financer certains de ces complexes, d'abord décrétés anti-économiques par le gouvernement. Les batailles pour la sidérurgie côtière étaient fondées sur des prévisions et sur un plan fort élaborés. Les réalisations finalement décidées par l'État sont demeurées en retrait sur ce plan. Aucune de ces batailles ne s'est soldée par une victoire totale du mouvement ouvrier. Mais le seul fait d'avoir été engagées, avec des succès partiels souvent considérables, a permis de porter l'antagonisme des classes à un niveau plus élevé et plus dramatique. La lutte a permis de poser et de démontrer la possibilité d'une ligne alternative à celle de l'expansion monopoliste; elle a donné conscience aux masses laborieuses, engagées dans ces batailles, de leur pouvoir de classe, de l'insuffisance et de la vulnérabilité du système capitaliste, et de son dépassement comme d'une perspective nécessaire, surgissant du cœur même des luttes quotidiennes.

Le combat pour des réformes de structure (acquis permanents dans l'avance vers la démocratie socialiste) et pour des objectifs intermédiaires (c'est-à-dire qui explicitent la possibilité, les avantages et la nécessité d'une ligne alternative), posés dans le prolongement direct des revendications immédiates, est donc essentiel au développement d'actions s'insérant dans le mouvement et les contradictions internes du processus capitaliste *pour le mettre en crise*. Ce combat fait surgir de l'intérieur de ce processus des possibilités qui en préfigurent déjà le dépassement et qui rendent donc l'état de fait présent d'autant plus intolérable, ses contradictions et insuffisances plus évidentes. Il va de soi que cette lutte ne peut être cantonnée au niveau du Parlement et des partis, comme lutte politique et idéologique seulement. Car non seulement le Parlement tend à être vidé de pouvoirs réels et la représentation de la classe ouvrière à y être minorée par divers truquages; mais encore les batailles politiques et idéologiques n'ont d'efficacité que si leurs buts, au lieu d'apparaître comme des mirages de l'avenir plus ou moins lointain, sont embrayés sur des actions de masse possibles

ou en cours, dont ils amplifient les objectifs concrets ¹. En d'autres termes, c'est à tous les niveaux qu'une ligne alternative doit apparaître comme une possibilité concrète et positive, réalisable sous la pression des masses :

— Au niveau de l'atelier, par la conquête d'un pouvoir ouvrier sur l'organisation et les rapports de travail;

— Au niveau de l'entreprise, par la conquête d'un contre-pouvoir ouvrier concernant le taux de profit, le volume et l'orientation des investissements, l'évolution et le niveau technologiques;

— Au niveau de la branche et du secteur, par la lutte contre le surinvestissement gros de crises à venir, ou au contraire contre la carence du capital monopolistique à mettre en œuvre des développements socialement nécessaires, avec esquisse des réorientations souhaitables de la production, en quantité, qualité et nature ²;

— Au niveau de la ville, par la lutte contre la mainmise des monopoles sur toute la vie (culturelle, sociale, économique) de la cité, sur les transports en commun, les terrains et immeubles, l'administration communale ³, l'organisation des loisirs, etc.;

— Au niveau de la province, par la lutte pour de nouvelles implantations industrielles nécessaires à la survie et à l'équilibre de la région, à la résorption du chômage manifeste ou masqué, au emploi des travailleurs d'industries en crise ou en voie de disparition, cette lutte devant évidemment mobiliser paysans aussi bien qu'ouvriers, se fonder sur un programme alternatif de développement régional, être dirigée de concert par les syndicats et les partis ouvriers, et viser à la conquête de centres de décisions régionaux

1. La lutte contre la « force de frappe », par exemple, restera du domaine de l'agitation et de la propagande abstraite tant que le mouvement ouvrier n'aura pas élaboré, usine par usine, branche par branche et au niveau du Plan, un programme de reconversion et de réorientation des industries travaillant pour l'armement.

A défaut de ce programme, non seulement les travailleurs seront en droit de craindre pour leur emploi en cas de victoire de la gauche; mais encore celle-ci, une fois au pouvoir, sera soit incapable de supprimer le programme « force de frappe », pour ne pas mettre des milliers de travailleurs en chômage, soit déchirée entre la volonté *politique* d'abandonner ce programme, et la pression de la base syndicale des usines, pour laquelle le programme existant se confond avec la défense de leur emploi.

2. Sur ces deux points, voir par exemple la tentative intéressante de Gilbert Declercq concernant l'implantation en Loire-Atlantique d'une industrie publique sidérurgique et de machines-outils, pour résoudre le problème créé par la crise de chantiers navals et briser le monopole d'emploi de ceux-ci.

3. Voir à ce sujet, notamment, P. Belleville, *Une nouvelle classe ouvrière*, surtout les chapitres sur la Lorraine et le Nord.

autonomes tant par rapport au capital monopoliste que par rapport aux tendances centralisatrices de l'État;

— Au niveau du Plan, c'est-à-dire de la société, enfin, par l'élaboration des grandes lignes d'un Plan de rechange modifiant l'orientation donnée à l'économie par le capitalisme monopoliste d'État, rétablissant des priorités-réelles, conformément aux besoins sociaux, et contestant les finalités de l'accumulation privée et de la « société de consommation » par celles de la mise en valeur des richesses humaines (éducation, recherche, santé, équipements collectifs, urbanisme) et matérielles (aménagement du territoire, développement régional) de la nation.

2. LA MISÈRE DANS L'OPULENCE.

A ce sujet, on ne soulignera jamais assez que le sous-développement social, culturel et régional, d'une part, et le développement rapide des industries de biens de consommation individuels « opulents », d'autre part, sont les deux faces d'une même réalité. Si les équipements collectifs, les services sociaux et publics (les transports en commun urbains, entre autres), l'enseignement, le développement régional et rural sont généralement d'une déficience scandaleuse, cependant que les oligopoles produisant des biens de consommation individuels jouissent d'une prospérité spectaculaire, ce n'est pas parce que les premiers sont publics et les seconds privés. Mais au contraire, parce que le capitalisme monopoliste d'État assure aux seconds le rôle moteur du développement économique; parce que l'accumulation privée détourne vers des investissements rentables à court terme le gros de la plus-value et que la part de celle-ci pouvant être affectée aux investissements sociaux, à la couverture des besoins prioritaires, devient du coup insuffisante.

De plus, l'État capitaliste subordonne ses propres investissements, déjà insuffisants en volume, aux intérêts des monopoles : en pré-finançant leur expansion, en créant l'infrastructure de celle-ci, en aidant les monopoles (par sa politique des prix, financière, fiscale, militaire) à trouver un marché pour leurs productions anarchiques. L'État s'essouffle à couvrir sur fonds publics *les coûts sociaux de l'accumulation privée* (congestion urbaine, transports, formation professionnelle, infrastructure, hygiène, etc. ¹) et, n'y parvenant pas, il ampute ceux des investissements publics (culturels,

1. Voir plus loin, II^e partie.

sociaux et industriels) qui, relativement autonomes, pourraient précisément contrecarrer la ligne de développement monopoliste.

La solution des problèmes structurels, sociaux et culturels de la société ne pourra donc être trouvée par la création de nouveaux organismes publics, mais seulement, au contraire, par la prise sous contrôle public des principaux centres de décision et d'accumulation en vue de la socialisation de la fonction d'investissement et de l'accumulation elle-même. Aussi, quand ce même État demande aux travailleurs une discipline contractuelle des salaires, au nom du fameux équilibre consommation-investissements, la réponse à lui faire est claire :

1) Il n'existe aucune garantie, dans les conditions présentes, que ce qui serait consommé en moins serait investi en plus. Au contraire, la discipline des salaires peut avoir pour effet de souder le front patronal, de garantir des rentes de technicité et des surprofits aux monopoles, de décourager la recherche scientifique et technique.

2) À supposer que les profits accrus soient effectivement investis, rien ne garantit qu'ils seront investis de manière rationnelle et socialement utile, dans les *régions*, dans les *productions* et dans les *services* où ils sont socialement le plus nécessaire.

3) Il est possible d'augmenter *à la fois*, à terme, le niveau de consommation (individuelle *et collective*) des masses laborieuses et le niveau des investissements socialement utiles, à condition de modifier la structure interne, qualitative, des consommations et des investissements, de comprimer les consommations et les investissements somptuaires, de supprimer les revenus spéculatifs et parasitaires (dans les secteurs commerciaux et foncier, notamment) et, par la socialisation de la fonction d'investissement, de réduire le gaspillage sous toutes ses formes.

Tant que l'État ne s'est pas rendu maître des centres réellement moteurs de l'économie; tant que les travailleurs organisés n'en peuvent orienter le développement vers la satisfaction des besoins prioritaires; tant que, subordonnant son action à celle des monopoles et leur garantissant des profits sans risques, l'État laisse subsister et se développer le gaspillage du produit social à des fins somptuaires ou tout simplement antiéconomiques, les syndicats sont en droit, et même en devoir de refuser catégoriquement toute « discipline des salaires » et tout concertisme économique, dont le seul effet serait de perpétuer l'exploitation de la force de travail, l'appropriation et le mauvais usage des plus-values par les monopoles.

L'influence de ceux-ci s'exerce, en effet, plus ou moins ouverte-

ment sur toutes les sphères de la vie civile. Et cela non seulement par le fait que, maître, dans certaines limites, du prix des produits qu'il vend, comme d'ailleurs des produits et services qu'il achète, le secteur monopoliste s'approprie une part importante de la plus-value des autres secteurs (agricole et industriel de sous-traitance, notamment; de même que du secteur énergétique, minier et des transports); mais aussi par le fait qu'il est en mesure d'imposer un modèle de production et de consommation et d'orienter les goûts des « consommateurs » vers les produits permettant le taux de profit le plus élevé¹. Il en résulte les disparités et les distorsions communes à toutes les économies de capitalisme monopoliste d'État : la « misère publique dans l'opulence privée », pour reprendre l'expression de Galbraith : mégalopolis aux frais d'infrastructure et de fonctionnement gigantesques et déclin allant jusqu'à la désertification des régions dites excentriques; taudis plus télévision ou (et) moyen de transport individuel; analphabétisme (au propre ou au figuré) plus postes à transistor; sous-équipement rural plus autostrades; cités sans hygiène, ni aération, ni soleil, plus cathédrales commerciales, etc.

La dictature de fait du secteur monopoliste sur tous les domaines de l'activité économique et culturelle ne s'exerce pas, bien sûr, de manière directe : elle passe par un certain nombre de médiations, elle s'affirme essentiellement par les *priorités* qu'elle retient, par la subordination et le conditionnement de l'échelle des besoins vivants selon les exigences inertes du capital. Des idéologues bourgeois tentent parfois de nier ce rapport de subordination, en invoquant la sphère d'autonomie, d'ailleurs réelle, de l'État ou de corps constitués comme l'Université. Et il est vrai que parler d'une mainmise des monopoles sur l'État et sur l'enseignement par exemple, c'est simplifier les choses à l'excès : l'État joue plutôt un rôle de médiateur éclairé entre les intérêts directs des monopoles et ceux de la société, et cette fonction de médiation peut comporter des initiatives qui semblent aller à l'encontre des intérêts immédiats du capital monopoliste : dans l'immédiat, celui-ci a toujours intérêt à limiter au strict minimum toutes les activités du secteur public (enseignement, santé, hygiène, urbanisme, équipement culturel et sportif, etc.) dans la mesure où elles détournent vers des emplois sociaux, ne pouvant donner lieu à accumulation et à profit, des ressources prélevées sur les bénéfiques et le pouvoir d'achat individuel.

1. Par la vente forcée de services et de valeur ajoutée; nous y reviendrons au chapitre iv.

Les consommations sociales financées par l'État ne sont pas seulement une ponction ou un risque de ponction sur les plus-values; elles empêchent aussi une partie du pouvoir d'achat individuel de couler dans les caisses des entreprises privées. Elles créent, virtuellement, un circuit de l'argent soustrait aux lois du marché et de la rentabilité capitaliste, un secteur virtuellement antagonistique par rapport à l'économie de profit¹.

Un antagonisme permanent oppose donc l'État, même capitaliste, en tant qu'entrepreneur public dans des secteurs d'intérêt général improductifs et non-rentables, au capital privé. Mais ce qui distingue précisément le néo-capitalisme du capitalisme traditionnel, c'est que le premier reconnaît la nécessité de la fonction médiatrice de l'État, et que ses efforts tendent non plus à restreindre l'initiative publique, mais à l'orienter et même à la développer au service de l'accumulation monopoliste. Celle-ci a intérêt, de façon non immédiate ou à long terme, à ce que des redistributions de revenu rendent le système capitaliste socialement tolérable; à ce que la santé et l'hygiène publiques ralentissent l'usure de la force de travail; à ce que l'enseignement public couvre les besoins futurs en main-d'œuvre qualifiée; à ce que des transports urbains publics, financés par l'ensemble de la population, livrent la main-d'œuvre aux usines en bon état; à ce que la nationalisation des sources d'énergie et de matières premières mette à la charge de l'ensemble de la population la couverture, à bas prix, des besoins de l'industrie. Le développement de l'activité publique, en un mot, est bienvenu pourvu qu'il se borne au *préfinancement public des bases de l'expansion et de l'accumulation monopoliste*; pourvu donc qu'il demeure en position subordonnée par rapport à l'initiative privée et abandonne à celle-ci le soin de déterminer les orientations dominantes de l'économie.

Mais cela veut dire, précisément, que la couverture des besoins sociaux et culturels n'est jamais considérée comme une fin en elle-même, mais seulement de manière utilitaire; que le plein développement des facultés humaines (enseignement, recherche, information, culture) n'est pas retenu comme une priorité, ni l'aménagement de la cité et du territoire. Ces activités ne se développent que dans la mesure où elles sont complémentaires de l'initiative privée ou, au moins, où elles ne contredisent pas ses intérêts, où elles ne développent pas, chez les individus, la contestation du système. Bien sûr, l'Université est libre, Garaudy enseigne à Saint-Étienne et Hyppolite a été directeur de l'École normale supérieure. La

1. Nous y reviendrons. Voir aussi la II^e partie « L'Alternative ».

société néo-capitaliste aussi doit pouvoir s'orner de philosophes. Mais l'Information est dirigée par l'État ou (en pratique) par les dispensateurs de publicité, les équipements culturels appartiennent au patronat ou à l'Église, l'édition est soumise aux lois du marché et à la pré-censure publicitaire.

Le développement économique, culturel et social n'est pas orienté vers le développement prioritaire des hommes et vers la couverture prioritaire de leurs besoins sociaux, mais *d'abord* vers la création de ceux des objets qui peuvent être vendus avec le profit maximum, quelle que soit d'ailleurs leur utilité ou inutilité. Les activités créatrices sont limitées en vertu des critères de rentabilité financière ou de stabilité sociale¹, cependant que des millions d'heures de travail sont gaspillées pour apporter aux produits de consommation, dans le cadre de la concurrence monopolistique, des modifications souvent marginales mais toujours coûteuses² et qui n'ont pas pour but d'augmenter la valeur d'usage (ou esthétique) du produit.

Les répercussions sociales du processus de production, sociale en fait, sur tous les aspects de la vie — rapports de production, loisirs, enseignement, divertissements et consommations de masse, urbanisation, etc. — ne sont assumées par aucun projet social tendant à humaniser le processus social, à lui donner un sens, à faire surgir des fins sociales. Les processus sociaux, au lieu d'être dominés et gouvernés par la société des hommes, la dominant; ils se présentent comme les résultantes sociales « accidentelles » de décisions privées et prolifèrent anarchiquement : cités-dortoirs, congestion urbaine, migrations intérieures, pénuries et excédents divers. Au lieu que la production soit mise au service de la société, c'est la société qui est mise au service de la production capitaliste : celle-ci s'ingénie à offrir aux *individus* des moyens toujours nouveaux pour s'évader de cette réalité sociale insupportable; et la mise en œuvre sur une grande échelle *de ces moyens d'évasion individuelle* (automobilisme, maisons individuelles, camping, loisirs passifs) recrée aussitôt un nouveau *processus social* anarchique, des pénuries, des contre-finalités et des aliénations nouvelles.

1. Dans une large mesure, c'est seulement la crainte d'être dépassé par l'U.R.S.S. qui a précipité dans les pays capitalistes avancés la poussée vers l'automatisme, grosse de problèmes sociaux difficilement solubles pour le capitalisme.

2. L'industrie automobile américaine dépense annuellement 500 millions de dollars pour des modifications marginales de ses modèles, tout en limitant, par « usure incorporée » et sans qu'il en résulte une économie, leur vie à environ 60 000 km.

La société capitaliste mûre demeure ainsi profondément barbare en tant que *société*, dans la mesure où elle ne vise à aucune civilisation de l'existence sociale et des rapports sociaux, à aucune culture de l'individu social, mais seulement à une civilisation de la consommation individuelle. Mais simultanément, l'homogénéité et les stéréotypes de la consommation individuelle sollicitée par les oligopoles, produisent cet individu social particulier auquel sa socialité apparaît comme accidentelle et étrangère : l'individu de masse.

Par là, il ne faut pas entendre, à la manière des nostalgiques de l'âge artisanal, que c'est la production de masse elle-même qui induit la massification des individus sociaux : celle-ci n'est nullement une conséquence inéluctable de la production en grande série. Elle est, en revanche, la conséquence d'une production *sociale* dans sa *forme*, mais non dans ses *fins*. Une chose est, en effet, de produire en masse du matériel agricole, des crayons à bille pour les écoles, des vêtements de travail et des cartables à bas prix, destinés à la couverture de besoins sociaux saisis en tant que tels et qu'une production sociale est appelée à satisfaire. Autre chose est de travailler non pas pour la société, mais pour une firme privée, à la production d'objets qui ne couvriront pas un besoin social, mais seront proposés à l'envie d'acheteurs individuels comme des symboles de leur affranchissement des pressions sociales.

Car telle est finalement la mystification sur laquelle se fonde le capitalisme dit opulent : la production, sociale dans sa forme, son envergure et ses conséquences, ne se donne jamais pour telle ; elle nie le caractère social de la « demande » (solvable ou non), du travail, des besoins que les individus ont en commun et que la production sociale enrichit et développe. Ce qu'elle leur propose, ce sont des besoins de consommation préalablement coupés, de manière aussi artificielle que radicale, du travail et des conditions de production qui les ont fait naître ; et pour cause : en tant que consommateur, l'individu est sollicité de s'évader de sa condition de producteur social, de se reconstituer un microcosme *privé* dont il jouirait et sur lequel il régnerait en souverain solitaire.

L'idéologie qu'implique le modèle de consommation « opulent » est moins celle du confort que celle de la monade claquemurée dans son univers solitaire et suffisant : celle du logement qui a « tout le confort ménager » (c'est-à-dire qui est un univers clos indépendant des services extérieurs), dans lequel on s'offre le monde en spectacle (grâce à la T.V.), dont on sort au volant d'une voiture individuelle pour aller jouir de la « nature sans les hommes » — tout en rageant contre « l'État » qui ne construit pas assez d'autoroutes, etc.,

pour faciliter cette fuite, contre l'État, mais non contre l'économie de profit qui rend cette fuite quasi obligée. La négation de l'origine et du caractère social des besoins, et du mode nécessairement social de leur satisfaction; l'affirmation d'un possible affranchissement individuel, par l'acquisition de moyens d'évasion (dont la production sociale est soigneusement masquée) sont les mystifications fondamentales de la civilisation dite opulente.

C'est dans cette manière implicite de refuser la prise en charge individuelle de la socialité, rejetée vers les ténèbres extérieures, vers la sphère de « l'accidentel », que se trouve la raison profonde de la massification — c'est-à-dire de la solitude impuissante et anarchique des individus séparés, subissant leur être social comme une réalité statistique extérieure et manipulés dans leurs comportements individuels par les spécialistes de la « persuasion clandestine ».

3. CONSOMMATEURS SUR MESURE.

Sur cette aliénation de l'individu de masse en tant que consommateur passif, des choses parfois fort intelligentes ont été dites, dans l'extrême gauche catholique surtout¹, bien qu'elles n'aillent pas toujours à la racine du problème. Je les résumerai brièvement :

L'existence de besoins vitaux largement insatisfaits fournissait jusqu'ici au mode de production capitaliste une base naturelle et une finalité humaine, du moins *en apparence* et objectivement. Le gros de la demande solvable portait, *en fait*, sur des produits nécessaires à la reproduction de la vie, et quelle que fût sa logique interne propre, la production capitaliste s'appuyait objectivement sur des besoins vitaux qui conservaient leur autonomie. Cette base naturelle qu'une demande préexistante fournissait au système, pouvait faire croire, dans une certaine mesure, que l'économie était au service de la consommation et avait sa rationalité humaine en tant que science de l'utilisation de ressources rares en vue de leur accroissement². En fait, le fondement naturel de la demande *masquait* la finalité *interne* de la production capitaliste, qui est l'accumulation

1. Voir notamment Claudio Napoleoni et Franco Rodano, in *Rivista trimestrale* n° 1-4; et aussi Lucio Magri in *Les Temps modernes*, septembre-octobre 1962, p. 608-610.

2. A la suite de P. Sraffa, Claudio Napoleoni a pu montrer que la théorie économique ne peut rendre compte de manière cohérente du système capitaliste qu'en traitant le salaire comme une grandeur dépendante, prédéterminée

d'un surplus en tant qu'exigence spécifique et but en soi du système. Mais ce qui était masqué tant que la demande portait principalement sur des produits nécessaires à la vie, apparaît en pleine lumière à partir du moment où les besoins vitaux sont, en gros, satisfaits, où ils ne constituent plus, en tout cas, une demande en expansion, et où l'expansion de la production perd, de ce fait, son caractère de nécessité vitale et sa base naturelle.

A ce moment, les individus, affranchis de la nécessité naturelle, émergent, en théorie, à la possibilité de choisir la nature des richesses à produire; à la possibilité de produire à des fins humaines consciemment créatrices et non plus seulement à des fins humaines naturelles; à la possibilité de soumettre le mode et l'appareil de production, ainsi que la production elle-même, à l'exigence de produire un « homme humain »; à la possibilité de poser le moment de la création comme l'essentiel — tant au niveau de l'activité productive que de l'activité de consommation — alors qu'il était jusque-là un moment nécessairement subordonné.

Or, pour des raisons que nous citerons tout à l'heure, le capitalisme des monopoles a réussi à empêcher cette subordination de la production à l'activité créatrice, à étouffer toute activité créatrice et à perpétuer, comme au temps de la rareté générale, une subordination inverse, en particulier celle de la consommation aux exigences du processus de production. Conformément à la prévision de Marx, le capital monopoliste s'est trouvé devant le problème de façonner les sujets pour les objets à écouler, d'ajuster non plus l'offre à la demande, mais la demande à l'offre.

Il a résolu ce problème en conditionnant les individus en fonction de la production la plus rentable — et cela non seulement dans leurs besoins individuels, mais également dans leur perception du monde (conception de l'État, de la société, de la civilisation, de la coexistence avec d'autres sociétés et civilisations, etc.). Pour mettre la société au service de l'accumulation privée, tant au niveau des consommations individuelles que de la consommation publique (des dépenses de l'État), il s'est exercé à étendre sa dictature à tous les aspects et à toutes les sphères de la vie civile, à se rendre maître des individus dans leur travail, dans leurs loisirs, dans leurs foyers,

et fixe, et la consommation comme un facteur subordonné par rapport à l'accumulation (voir *Rivista trimestrale*, n° 1). Des démonstrations allant dans le même sens pourraient être faites à propos des tentatives néo-colonialistes de développement économique selon des critères capitalistes, notamment en Amérique latine.

dans les écoles, dans leur information, dans la manière dont ils reproduisent leur force de travail, dans leurs relations humaines... Par l'extension de sa dictature à la culture, à la sphère privée, aux institutions locales et nationales, le capital monopoliste est enfin apparu dans sa vérité : comme exigeant la production pour la production, c'est-à-dire l'accumulation pour l'accumulation; comme exigeant la mise de la société en état de consommation forcée. Et aussi, bien sûr, comme exigeant un type d'individus susceptibles d'être mis en condition de consommation forcée et passive : les individus de masse, auxquels il s'efforcera d'imposer des buts, des désirs, des envies qui seront encore autant d'outils entre ses mains.

Mais montrer cela, c'est rester à la surface du phénomène. Sa racine est dans les rapports capitalistes de production. En effet, *le « consommateur aliéné », « c'est l'individu qui respire dans ses besoins de consommation son aliénation comme agent de la production »*¹. C'est le travailleur (manuel, intellectuel ou « en col blanc ») atomisé, dispersé par les conditions d'habitat, passivisé, soumis à la discipline militaire de l'usine, coupé de son produit, appelé à vendre son temps, à exécuter docilement une tâche préfabriquée, sans s'inquiéter de la finalité de son travail. Le consommateur massifié et passif qu'exige la production capitaliste pour pouvoir se subordonner la consommation, elle ne le crée donc pas de toutes pièces, comme on l'affirme souvent, par la publicité, la mode et les « relations humaines »; au contraire, elle l'a déjà engendré au niveau des rapports de production et des rapports de travail, en coupant le producteur de son produit, bien mieux : en coupant le travailleur de son travail, en retournant contre lui ce travail comme une certaine quantité prédéterminée et étrangère de temps et de peine qui attend le travailleur à son poste et exige sa passivité active.

C'est parce que le travailleur n'est pas « chez lui » dans « son » travail, parce que ce travail, nié en tant qu'activité-créatrice, est une calamité, un pur *moyen* pour satisfaire les besoins, que l'individu est amputé de ses besoins créateurs et actifs et ne trouve plus sa souveraineté que dans le non-travail, c'est-à-dire dans la satisfaction de besoins passifs, dans la consommation et la vie domestique².

1. Bruno Trentin, in *Tendenze del Capitalismo italiano*, I (conclusions), Editori Riuniti, Rome, 1962.

2. Je paraphrase Marx (*Zur Kritik der Nationalökonomie*, 1^{er} manuscrit (1844) in *Kleine ökonomische Schriften*, Dietz, Berlin (1955) p. 101-2) : « En quoi consiste l'aliénation du travail ? D'abord dans le fait que *le travail est extérieur au travailleur*, c'est-à-dire ne lui appartient pas en propre, qu'il ne s'affirme donc pas mais se nie dans son travail, qu'il ne s'y sent pas bien mais y est malheureux, n'y

C'est sur la base de ce premier pré-conditionnement que le capitalisme monopoliste peut jouer sur les besoins de consommation passive et individuelle, leur proposer des modes de satisfaction toujours plus compliqués et sophistiqués, développer le besoin d'*évasion*, vendre les moyens d'oublier, de se divertir des pressions de l'organisation industrielle, des moyens de se *rêver* humain — car il n'est pas question de se *faire* tel — par l'appropriation de symboles d'humanité préfabriqués. Et plus il avance dans cette voie, plus il étourdit une humanité massifiée et mutilée par des satisfactions qui, tout en laissant intacte l'insatisfaction fondamentale, en distraient, plus il espère que ces hommes préoccupés par les moyens d'évasion et d'oubli, oublieront de mettre en question la base de tout le système : l'aliénation du travail. Il civilise la consommation et les loisirs pour n'avoir pas à civiliser les rapports sociaux, les rapports de production et de travail; il aliène les individus dans leur travail, ce qui lui permet de mieux les aliéner dans la consommation; et inversement, il les aliène dans la consommation pour mieux les aliéner dans leur travail.

Il est impossible de sortir de ce cercle infernal en maintenant la revendication au niveau quantitatif des revendications de consommation, et inversement il est impossible de contester le modèle de consommation néo-capitaliste (à moins d'invoquer très abstraitement je ne sais quelle échelle de valeurs spirituelles fleurant les nostalgies médiévales et primitivistes) sans s'attaquer à la racine de la « pauvreté spirituelle » : l'aliénation du travail.

Cette tâche n'est évidemment pas simple : la subordination de la consommation à la production, de tous les aspects de la vie à l'accumulation monopoliste, ne provoque pas de révolte spon-

développe pas une libre énergie physique et intellectuelle, mais y mortifie sa physis jusqu'à l'épuisement et y ruine son esprit. Le travailleur ne se sent donc *chez soi qu'en dehors du travail* et il se sent *bors de soi dans son travail*. Il est chez soi quand il ne travaille pas et quand il travaille il n'est pas chez soi. Son travail n'est donc pas librement consenti, mais contraint, est *travail forcé*. Il n'est donc pas la satisfaction d'un besoin, mais seulement un *moyen* pour satisfaire des besoins en dehors du travail...

« On en arrive donc à ce résultat que l'homme ne se sent plus libre de ses actes que dans ses fonctions animales, manger, boire, procréer, et au mieux encore loger, se parer, etc., et que dans ses fonctions humaines, il se sent seulement animal. Le côté animal devient humain et l'humain devient animal. Manger, boire, procréer, etc., sont sans doute aussi des fonctions authentiquement humaines. Mais dans l'abstraction qui les sépare des autres sphères de l'activité humaine et les transforme en uniques et ultimes fins dernières, elles sont animales. »

tanée. Il peut même sembler qu'il y ait cercle : les priorités du modèle de consommation néocapitaliste correspondent à des *besoins réels* dans le cadre des rapports de production et de travail présents, et il peut sembler impossible de mettre en question celles-là tant que ceux-ci n'auront pas été transformés.

Cette circularité est toutefois plus apparente que réelle. Car il ne s'agit pas, comme le soutiennent parfois les idéologues chrétiens, de commencer par réduire les satisfactions immédiates que la « société de consommation » promet aux travailleurs aliénés, en leur promettant pour demain des satisfactions plus réelles. La question de la finalité du travail, du modèle social et de consommation, n'a pas à être posée sous la forme d'une alternative entre « l'opulence frivole » et « l'austérité-vertueuse », mais, à l'occasion des revendications immédiates elles-mêmes, en termes d'options essentiellement *politiques*, pour l'avenir.

Un premier but des alternatives politiques à dégager sera de faire tomber le mur qui sépare le producteur de son produit et met en contradiction le travailleur, en tant que consommateur mystifié, avec lui-même en tant que producteur aliéné. Les revendications immédiates des travailleurs concernant les salaires, les horaires, les cadences, les qualifications offrent l'occasion aux syndicats, et surtout, aux sections d'entreprise des partis de la classe ouvrière, de poser le problème de l'utilité sociale et individuelle des productions auxquelles le travail est asservi, de la valeur (ou non-valeur) des innovations projetées, de la qualité réelle du produit, des orientations à donner à la production en fonction des besoins ressentis et des potentialités techniques et scientifiques existantes¹. Le but étant de parvenir à la constitution d'un pouvoir ouvrier au niveau des entreprises, des branches et, finalement de l'économie nationale elle-même, capable d'opposer aux mystifications publicitaires et à la mode une appréciation autonome de la valeur d'usage des produits; d'évaluer le prix de revient réel, les taux de profit, les ressources gaspillées au niveau de la branche et de l'industrie tout

1. L'affaire n'est pas aussi utopique qu'elle peut paraître. Au début des années cinquante, la Fiat a connu une grève générale contre la fabrication d'un nouveau modèle de voiture de prestige et pour la fabrication de tracteurs et de voitures utilitaires et populaires. Les mêmes remarques et la même méthode valent évidemment pour l'Université, c'est-à-dire pour les étudiants, avec des possibilités de réalisation plus rapides encore, attestées par la récente grève, avec occupation des Facultés, des étudiants italiens d'architecture qui exigeaient d'avoir voix au chapitre dans la détermination du programme et des matières enseignées. Ils ont eu gain de cause.

entière pour des recherches et réalisations parallèles, concurrentes ou sans valeur d'usage réelle; d'opposer au modèle de consommation (et de production) néo-capitaliste un ordre de priorités fondé sur les besoins ressentis, y compris évidemment, les besoins concernant les loisirs, les conditions de travail et le mode de vie.

C'est seulement en réunifiant, par l'action et la réflexion politico-syndicales, le producteur et le consommateur disjoints par le capitalisme, que la logique parasitaire du système sera mise à jour, et que se dessineront les grandes lignes d'un modèle social, d'un modèle de consommation et de vie¹ à la lumière duquel le modèle du capitalisme monopolistique se dénoncera dans son absurdité et appellera mieux que la révolte spontanée : la volonté informée de son remplacement.

La contestation positive de la société néo-capitaliste par un modèle socialiste indiquant positivement les possibilités humaines et matérielles que le développement capitaliste nie, opprime et exclut, est la seule contestation réellement révolutionnaire, et le seul moyen de faire prendre conscience aux travailleurs de leurs besoins asphyxiés, dans une phase du développement capitaliste où les besoins *immédiats* ne constituent plus automatiquement une critique révolutionnaire du système. A mesure que progresse le développement des forces productives, les besoins révolutionnaires ne disparaissent pas, mais sont réprimés par la propagande et le préconditionnement sociaux, privés des instruments de satisfaction et donc de prise de conscience d'eux-mêmes, et ne peuvent être libérés que par la médiation réflexive, par la projection d'un modèle qui, en affirmant la possibilité de leur satisfaction, révèle leur existence. Ce modèle, s'il doit être nécessairement une *réponse globale* au capitalisme, n'a pas pour autant à être posé comme une utopie ni comme une revendication maximaliste plaçant le socialisme *au delà* du capitalisme et élevant entre celui-ci et celui-là une muraille de Chine. Il doit se présenter au contraire comme le *sens* et l'horizon stratégique des luttes présentes et des revendications tactiques. Il ne peut exclure ni le compromis, ni les objectifs partiels, pourvu qu'ils aillent dans le bon sens et que ce sens soit clair. Nous y revenons.

1. Ce que Lucio Magri (*loc. cit.*) appelait la positivité prolétarienne.

IV. LA REPRODUCTION DE LA FORCE DE TRAVAIL : LE MODÈLE DE CONSOMMATION

La critique positive du modèle de développement capitaliste peut-elle être fondée sur les besoins qui naissent du développement lui-même des forces productives, et sur la manière dont la société capitaliste dite opulente incite ces besoins à se satisfaire ?

La question n'aurait guère de sens si les besoins fondamentaux étaient prédéterminés une fois pour toutes par la « nature humaine ». S'il en était ainsi, toute augmentation de la production de richesses signifierait une augmentation du taux de saturation des besoins. A la limite, la *satiété absolue* pourrait être atteinte.

Or, l'observation empirique montre, au contraire, que l'augmentation du niveau de vie peut aller de pair avec une exacerbation des besoins fondamentaux. En France, notamment, le degré d'insatisfaction de ceux-ci (la pauvreté comme réalité ressentie) n'a pas diminué de 1950 à 1960, cependant que la production a presque doublé. Le développement des besoins y a été aussi rapide (voire parfois plus rapide) que le développement du produit social; le sentiment de pauvreté n'a été atténué en rien par la multiplication des richesses¹.

Ce fait, à première vue paradoxal, est souvent interprété comme un « embourgeoisement » des masses laborieuses sous l'effet de la « civilisation du bien-être » et de sa propagande commerciale : une soif inextinguible de jouissance et de confort se développerait dans les masses, pressées d'atteindre le niveau d'« opulence » de la bourgeoisie et des couches moyennes.

Cette interprétation est pour le moins superficielle et tendancieuse. Elle oublie, en effet, que les besoins fondamentaux sont eux-mêmes historiques. Ils sont conditionnés par l'évolution des *moyens* offerts à leur satisfaction. Ils sont conditionnés par l'évolution des *techniques* de production, c'est-à-dire par l'évolution de la

1. Cf. L'enquête statistique publiée in *Population*, hiver 1962.

nature du *travail* et des conditions de travail. Ils sont conditionnés enfin par les modifications que l'évolution des techniques de production provoque dans *l'environnement* naturel, dans les rapports (écologiques) de l'homme à la nature : en raréfiant ou en détruisant des ressources naturelles (par exemple : l'air, l'espace, la lumière, le silence), en provoquant des migrations massives et des bouleversements profonds du milieu de vie, l'essor industriel révèle ou aiguise des besoins qui ne s'étaient pas manifestés jusque là.

Nous avons donc affaire à deux processus qui, dans l'économie capitaliste au moins, sont loin de converger automatiquement vers une meilleure satisfaction des besoins fondamentaux à mesure que la production s'élève :

1. Les objets proposés à la satisfaction des besoins évoluent en quantité, qualité et nature, modifiant ainsi la structure et la nature des besoins directs eux-mêmes.

2. Les conditions de production (nature du travail) et le milieu de vie (environnement) sont constamment bouleversés par l'évolution technique; de nouveaux *moyens* deviennent ainsi nécessaires pour satisfaire les besoins directs. Mais la production, en économie de marché, est loin de s'ajuster automatiquement à la demande de ces nouveaux moyens.

Pour la commodité de l'exposé, nous examinerons successivement ces deux processus.

I. LE SUPERFLU AVANT LE NÉCESSAIRE.

L'individu qui se nourrit de viande rouge et de pain blanc, se déplace à l'aide d'un moteur et s'habille de fibre synthétique, vit-il mieux que celui qui mange du pain noir et du fromage blanc, se déplace à bicyclette et s'habille de laine et de coton ? La question est à peu près dénuée de sens. Elle suppose que, dans une même société, le même individu ait le choix entre deux modes de vie différents. Pratiquement, il n'en est rien : un seul mode de vie, plus ou moins souple ou rigide, lui est offert, et ce mode de vie est déterminé par la structure de la production et par ses techniques : elles déterminent l'environnement par lequel les besoins sont conditionnés, les objets par lesquels les besoins peuvent se satisfaire, la manière de consommer ou d'utiliser ces objets¹.

1. « La production ne fournit pas seulement à la consommation son objet. Elle donne également à la consommation sa détermination, son caractère, son

Mais la question de fond est celle-ci : qu'est-ce qui garantit l'ajustement de la production aux besoins, tant du point de vue général¹ que pour chaque produit ? Les économistes libéraux ont longtemps soutenu que cet ajustement est garanti par la sanction du marché. Mais cette thèse n'a plus aujourd'hui que de très rares défenseurs. Sans doute, si l'on raisonne non pas globalement — en termes d'optimum économique et humain — mais pour chaque produit pris isolément, on peut encore soutenir qu'un produit totalement dénué de valeur d'usage ne trouverait pas preneur. Il est toutefois impossible d'en conclure que les produits de consommation de masse les plus répandus sont réellement ceux qui, à un stade donné de l'évolution technique, permettent de satisfaire le mieux et le plus rationnellement (au moindre coût et à la moindre dépense de temps et de peine) un besoin déterminé.

En effet, pour l'entreprise capitaliste, la recherche de l'optimum économique et humain et la recherche de la rentabilité maximum du capital investi ne peuvent coïncider que de manière accidentelle. La recherche du profit maximum est l'exigence première du capital, et l'augmentation de la valeur d'usage n'est qu'un sous-produit de cette recherche.

Prenons le cas, par exemple, de la généralisation des emballages perdus pour les produits laitiers. Du point de vue de la valeur d'usage, la supériorité du berlingot de lait ou du yoghourt en pot de cellulose peut être nulle (voire négative). Du point de vue de l'entreprise capitaliste, en revanche, cette substitution est nettement avantageuse. La bouteille ou le pot en verre représentaient un capital immobilisé et qui ne « tournait » pas : les emballages vides étaient récupérés et servaient indéfiniment, tout en donnant lieu à des frais de manutention (ramassage, stérilisation). Les emballages perdus, en revanche, permettent une économie substantielle sur la

finish... L'objet n'est pas un objet en général, mais un objet déterminé qui doit être consommé d'une manière déterminée que la production elle-même lui communique. La faim est faim, mais une faim qui se satisfait par de la viande cuisinée et mangée avec fourchette et couteau est une autre faim que celle qui engloutit de la viande crue à l'aide de la main, des ongles et des dents. Non seulement l'objet de la consommation mais la manière de consommer elle-même se trouvent donc produits par la production, non seulement objectivement, mais aussi subjectivement. La production produit non seulement un objet pour le sujet, mais aussi un sujet pour l'objet. » Marx, *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie*, Dietz, Berlin, 1953, p. 13-14.

1. Structure de la production, ordre des priorités entre, par exemple, l'automobilisme, le logement, les services et l'équipement collectifs. Nous y reviendrons.

manutention, en même temps que la vente *avec bénéfice*, en plus du produit laitier, de son emballage. Les trusts laitiers, pour augmenter leurs bénéfices, imposent donc l'achat forcé d'un nouveau produit, avec augmentation des prix pour une valeur d'usage constante (ou même moindre).

Dans d'autres cas, l'alternative entre profit maximum et valeur d'usage maximum est plus frappante encore. Le trust Philips, par exemple, a mis au point en 1938 l'éclairage par tubes fluorescents. La durée de vie de ses tubes était alors de 10 000 heures. Leur production aurait permis de couvrir les besoins à bon compte et en une période relativement courte; les amortissements, en revanche, auraient dû être étalés sur une longue période; la rotation du capital aurait été lente, la durée de travail nécessaire à la couverture des besoins serait allée en décroissant. Le trust a donc investi de nouveaux capitaux pour mettre au point des tubes qui brûlent 1 000 heures, afin d'accélérer ainsi la rotation du capital et de réaliser — au prix de *diséconomies* considérables — un taux d'accumulation et de profit beaucoup plus élevé.

Il en va de même pour les fibres synthétiques (dont la fragilité, pour les bas, notamment, est allée en augmentant) ou pour les véhicules à moteur, dotés *délibérément* d'organes à usure rapide (aussi coûteux que le seraient des organes à usure beaucoup plus lente)¹.

D'une manière générale, et quelles que soient d'ailleurs les possibilités objectives, scientifiques et techniques, l'évolution technique en fonction du critère du profit maximum est souvent divergente d'une évolution qui serait subordonnée au critère de l'utilité sociale et économique maximum. Même lorsque les besoins fondamentaux restent largement insatisfaits, le capital monopoliste organise objectivement des pénuries, gaspille les ressources naturelles et le travail humain, et oriente la production (et la consommation) vers les objets dont la diffusion est la plus rentable, quelle que soit, dans la hiérarchie des besoins, le besoin de semblables objets².

1. Voir Vance Packard, *L'art du Gaspillage*, qui contient de nombreux exemples de ce genre de pratiques.

2. En 1959, le gouvernement canadien s'est inquiété du fait que le coût de la vie avait augmenté substantiellement en l'espace de quelques années, cependant que le prix des produits agricoles et industriels était resté stable. Une commission d'enquête incrimina la généralisation des supermarchés : Après avoir éliminé le commerce indépendant, ceux-ci, souvent liés à des trusts de l'industrie alimentaire, pratiquaient des marges uniformément élevées. Surtout, pour augmenter le chiffre d'affaires au mètre carré, ils poussaient la vente de produits chers, emballés luxueusement, au détriment des produits moins coûteux ayant une valeur d'usage identique.

Globalement, le capitalisme monopoliste tend vers un modèle « opulent » qui nivelle la consommation « vers le haut » : les biens offerts tendent à s'uniformiser par l'incorporation d'un maximum de « valeur ajoutée », sans que celle-ci augmente sensiblement la valeur d'usage des produits. A la limite (limite atteinte pour une gamme impressionnante de produits), le bien d'usage devient le *prétexte* pour vendre des biens somptuaires qui en multiplient le prix : on vend avant tout de l'emballage et de la « marque » (c'est-à-dire de la publicité commerciale), on ne vend un bien d'usage que par dessus le marché. L'emballage et la marque, d'ailleurs, sont conçus expressément de manière à tromper sur la quantité, la qualité et la nature du produit : le dentifrice est doté de vertus érotiques, la lessive de vertus magiques, la voiture (aux États-Unis) est prônée comme un symbole de standing.

La diversité *apparente* des produits masque mal leur uniformité réelle : la différenciation des marques est *marginale*. Toutes les voitures américaines se ressemblent en raison de l'incorporation d'un maximum « d'emballage » et de faux luxe, au point qu'une intense propagande commerciale vise à « éduquer » les consommateurs, dès l'âge scolaire, à la perception des différences de détail et à la non-perception de la ressemblance substantielle¹. Cette dictature monopoliste sur les besoins et les goûts des individus n'a finalement pu être battue en brèche, aux États-Unis, que de l'extérieur : par les fabricants de voitures européennes. Le nivellement vers « le haut », c'est-à-dire vers l'incorporation d'un maximum de superflu, s'est fait en l'occurrence au détriment de la valeur d'usage du produit, sans que les usagers aient été à même de renverser, pendant des années, la tendance d'un oligopole à vendre de plus en plus cher des biens d'une valeur d'usage qui allait en diminuant.

La recherche du profit maximum, pour nous en tenir à cet exemple qui concerne l'une des industries pilotes du pays le plus développé, ne s'est même pas accompagnée d'une fécondité scientifique et technique. La tendance à préférer l'accessoire à l'essentiel, l'amélioration du taux de profit à l'amélioration de la valeur d'usage, a constitué un gaspillage *absolu*. L'industrie automobile américaine — qui change ses modèles tous les ans et met aux prises les deux plus grands groupes du monde — n'a été à l'origine d'aucune de quatre innovations techniques majeures de l'après-guerre². La

1. Voir David Riesman, *La Foule Solitaire*. Voir aussi Ernest Mandel, *Traité d'Économie marxiste*, t. II, ch. xvii, p. 354-59 (Juillard, 1962).

2. Frein à disque, injection directe, suspension hydro-pneumatique, piston rotatif.

concurrence commerciale a joué pour la recherche de la productivité maximum seulement, non pour la recherche de la valeur d'usage maximum. L'idée selon laquelle la concurrence serait un facteur d'accélération du progrès technique et scientifique est ainsi, dans une large mesure, un mythe : elle ne contribue au progrès technique que pour autant que celui-ci permet d'accroître le profit. Le progrès technique, autrement dit, se concentre essentiellement sur la productivité, et accessoirement seulement sur la recherche d'un optimum humain tant dans la *manière de produire* que dans la *manière de consommer*.

C'est pourquoi, dans toutes les sociétés capitalistes développées, des gaspillages gigantesques coexistent avec des besoins fondamentaux largement insatisfaits (besoins de logements, d'hôpitaux, d'écoles, d'hygiène, etc.). C'est pourquoi aussi l'affirmation selon laquelle le profit capitaliste (sous-entendu : le profit distribué ou consommé) ne pèserait pas bien lourd (5 % environ du revenu national français) dans l'économie est une mystification grossière¹.

Sans doute, il est vrai que la confiscation des plus-values consommées par les capitalistes ne permettrait pas d'améliorer sensiblement la condition des classes populaires ou seulement des salariés. Mais personne n'affirme plus que c'est au profit empoché par les capitalistes individuels, aux revenus des grandes familles et du patronat qu'il faut s'attaquer principalement pour transformer la société. Ce qui est en cause, c'est non pas les revenus individuels auxquels le profit capitaliste donne lieu; c'est l'orientation que *le système et la logique du profit*, c'est-à-dire de l'accumulation capitaliste, impriment à l'économie et à la société dans leur ensemble; c'est la politique de *gestion* capitaliste de l'appareil de production, et l'inversion des priorités réelles qu'elle provoque dans le modèle de consommation.

C'est cela, cette organisation du gaspillage de travail et de ressources d'une part, cette organisation de raretés (raretés de temps, d'air, d'équipements collectifs, de possibilités culturelles, etc.), d'autre part, qu'il importe de montrer et de dénoncer constamment. C'est ce couple gaspillage-rareté qui est l'absurdité majeure, au niveau du modèle de consommation, du système et de la *gestion* capitalistes. Ferrailer contre les grandes familles et le profit (exprimé en argent) est toujours moins efficace que contester la *politique de gestion* capitaliste des entreprises et de l'économie au nom d'une

1. On la trouve sous la plume de M. Fourastié (*Pourquoi nous travaillons*, collection « Que Sais-je ? »).

gestion différente, c'est-à-dire d'une orientation de la production en fonction des besoins et non en vue du profit maximum. Montrer la possibilité de cette gestion et les résultats différents auxquels elle aboutirait; esquisser un modèle de consommation différent, est d'une portée révolutionnaire autrement réelle que les discours abstraits sur les milliards des monopoles et leur éventuelle nationalisation. Celle-ci ne sera un objectif mobilisateur que reliée à un programme concret qui indique pourquoi il convient de nationaliser, quels résultats, présentement impossibles, la nationalisation permettrait d'atteindre, ce qu'elle pourrait et devrait changer.

2. LE COUT SOCIAL DE L'INITIATIVE PRIVÉE.

Les effets de la production capitaliste sur l'environnement et sur la société sont une seconde source de gaspillages et de distorsions.

En effet, ce qui a été dit pour la politique de gestion des entreprises vaut *a fortiori* pour l'orientation de l'économie en général. La production la plus rentable pour chaque entrepreneur n'est pas nécessairement la plus avantageuse pour les usagers; la recherche du profit maximum et la recherche de la valeur d'usage optimum ne coïncident pas, pour chaque produit considéré en lui-même. Mais si, au lieu de considérer le choix de chaque entrepreneur (en fait : de chaque oligopole), nous considérons la résultante globale de tous les choix et leurs répercussions sur la société, nous constatons une contradiction plus aiguë encore entre cette résultante et l'optimum économique et social.

Cette contradiction tient essentiellement aux limites que le critère de rentabilité impose à l'initiative capitaliste. Il est dans la logique de celle-ci de considérer comme prioritaire les activités les plus rentables; et il est dans la logique du capitalisme de négliger ou de laisser dépérir les activités dont le produit ou le résultat ne peut être mesuré selon les critères de rentabilité et de rendement. Ces activités non-rentables, dont « l'opportunité » ne peut même pas être saisie en termes capitalistes, concernent tous ceux des investissements qui ne peuvent donner lieu, dans les circonstances sociales et politiques, à une production marchande, c'est-à-dire à un échange commercial comprenant la vente avec profit de biens et services. Il s'agit en fait de tous ceux des investissements et des services qui sont requis par des besoins humains non-traductibles en termes de demande solvable, incapables de se manifester sur un marché : besoins d'éducation, d'urbanisme, d'équipements

culturels et récréatifs, d'œuvres d'art, de recherche, d'hygiène publique, de transports en commun — mais aussi d'aménagement du territoire, de reboisement, de lutte contre la pollution de l'eau, de l'air, contre le bruit, etc. — bref de tout ce qui appartient au « domaine public » et ne peut surgir ou survivre que sous forme de services publics, sans souci de rentabilité.

La revendication au nom de ces besoins incapables de se manifester sur le marché prend nécessairement des formes politiques et collectives; et la satisfaction de ces besoins collectifs, justement parce qu'elle ne peut être procurée que par des services publics appartenant à la collectivité, constitue une infraction permanente aux lois et à l'esprit du système capitaliste. Autrement dit, il est toute une sphère de besoins souvent fondamentaux et toujours prioritaires, qui constituent une contestation objective de la logique capitaliste, et dont seul le socialisme peut reconnaître le caractère prioritaire et assurer en priorité la satisfaction. Et cela signifie non pas qu'il faille attendre l'instauration du socialisme ou la réclamer par des campagnes seulement politiques; mais l'existence d'une sphère de besoins collectifs offre dès à présent aux forces socialistes l'occasion d'exiger et d'imposer, au nom du besoin, la création et le développement de services qui ne peuvent être que des conquêtes populaires et qui ne peuvent exister que dans un antagonisme permanent et comme permanente restriction au fonctionnement du système capitaliste. Nous y reviendrons.

L'acuité de cet antagonisme — et l'acuité de la contradiction entre l'initiative capitaliste et les besoins collectifs — croît nécessairement. Elle croît principalement en raison du fait que les besoins collectifs et le coût de leur satisfaction ne sont par principe pas inclus dans le coût des choix et des initiatives capitalistes. Il y a *disjonction* entre le coût direct, pour l'investisseur privé, de l'investissement productif, et le coût indirect, social, que cet investissement exigera pour couvrir les besoins collectifs qui en résultent (logements, voies de transport, alimentation en énergie et en eau, etc, bref : l'infrastructure). Et il y a disjonction également entre le calcul du coût de production direct pour l'investisseur privé, et le coût social que son investissement entraînera (par exemple : frais d'enseignement, de logement, de transport, de services divers, etc.). Bref, les critères de rentabilité à l'échelle de l'entreprise, qui mesurent l'opportunité de l'investissement, et les critères d'opportunité humaine et d'économicité à l'échelle de la collectivité, sont disjoints. Ce qui a pour conséquence que la couverture des besoins collectifs, engendrés par l'investissement capi-

taliste, demeurera aléatoire; elle tendra à être négligée ou subordonnée à des « priorités » plus « rentables » faute d'avoir été prévue et incluse d'avance dans le coût global du projet.

Ainsi, lorsque tel groupe capitaliste décide d'investir dans une production et dans une localité déterminée, il n'a à s'interroger ni sur le degré de priorité de cette production dans l'ordre des besoins, ni sur les frais sociaux qu'elle entraînera, ni sur les besoins sociaux qu'elle engendrera, ni sur les investissements publics à long terme qu'elle rendra nécessaires par la suite, ni sur les choix différents que la décision du groupe privé rendra impossible. Le choix du groupe capitaliste sera guidé plutôt par la demande solvable existante; par les équipements collectifs et les installations préexistantes; par la proximité du marché et des sources de matières premières, etc.

Il en résulte, tout d'abord, que la décision d'investissement d'un trust privé n'a, dans la plupart des cas, que des rapports accidentels avec les besoins réels mais non-solvables de la collectivité locale, régionale ou nationale : le modèle de développement que le capitalisme monopoliste impose aux régions insuffisamment développées est en règle générale un modèle colonial. Le développement équilibré de la Bretagne ou du Sud de l'Italie, par exemple, s'il devait répondre aux besoins réels, exigerait en premier lieu des investissements tendant à relever la productivité agricole, à assurer la transformation sur place des produits bruts, à occuper la population sous-employée dans des productions disposant d'un débouché local. La priorité devrait donc revenir aux équipements scolaires et culturels, aux industries alimentaires et agricoles, à la petite mécanique, à la chimie, à la pharmacie, aux voies de communication et transports, etc. Le choix de ces priorités permettrait aux communautés locales d'évoluer vers une diversification de leurs activités, vers une relative autonomie économique, culturelle et sociale, vers un développement des rapports sociaux et des échanges, et donc vers un développement des relations et des facultés humaines.

Or, l'initiative capitaliste ne s'exerce jamais qu'en fonction de la demande *solvable* existante. Celle-ci faisant défaut, dans les régions sous-développées, pour les produits susceptibles d'assurer un développement équilibré, l'initiative capitaliste consistera à implanter dans ces régions des *industries d'exportation*. Le type de développement (d'ailleurs très limité) qui en résulte, sera à l'inverse des priorités réelles : la main-d'œuvre locale sous-employée sera drainée (dans une mesure du reste insuffisante, en regard de

l'exigence de plein emploi) vers des ateliers de montage, vers des usines satellites ou de sous-traitance de trusts lointains, vers la production de matières brutes ou d'éléments isolés qui iront se faire transformer ou assembler ailleurs.

La société locale, au lieu d'être hissée vers un nouvel équilibre interne, plus riche, sera ainsi pratiquement détruite par la greffe d'un nouveau facteur de déséquilibre sur des structures périmées : l'agriculture, au lieu d'être assainie et enrichie, va être ruinée par l'exode, et les terres abandonnées; les activités locales, au lieu d'être diversifiées en fonction des besoins locaux, vont subir une spécialisation et un appauvrissement; l'autonomie locale ou régionale, au lieu d'être renforcée, va diminuer encore, les centres de décision de l'activité locale se trouvant à Paris ou à Milan, et les nouvelles industries locales étant exposées à subir les premières le contre-coup des fluctuations conjoncturelles; les rapports sociaux et les échanges, au lieu d'être développés, vont être appauvris : la main-d'œuvre locale sera vouée aux travaux les plus parcellisés et les plus frustes; les bourgs anciens deviendront des cités-dortoirs avec, à la place d'équipements culturels, des cafés neufs et des juke-boxes; la civilisation ancienne sera détruite et remplacée par rien; ceux des nouveaux ouvriers qui ne feront pas une à trois heures quotidiennes de car pour aller à leur travail et en revenir, seront parqués dans des cages de béton, si ce n'est dans des bidonvilles. Bref, c'est, dans les métropoles comme dans les colonies, la « clochardisation ». Les colonies, au moins, peuvent se libérer de la colonisation étrangère; les régions métropolitaines, en revanche, sont souvent colonisées et clochardisées de manière irréversible par le capitalisme monopoliste, quand elles ne sont pas tout simplement vidées de leur population et vouées à retourner au désert.

L'essaimage des industries vers les régions sous-développées, dans les conditions qui viennent d'être décrites, ne peut être assimilé, en effet, à une industrialisation de ces régions. Il tend plutôt à détruire toute possibilité d'équilibre entre la ville et la campagne, par la création de nouvelles agglomérations géantes qui videront l'arrière-pays, inciteront les petits paysans non pas à rationaliser leurs exploitations (il faudrait pour cela une politique de crédit et d'équipement favorable aux modes d'exploitation coopératifs ou collectifs), mais à les brader au profit d'agariens capitalistes, pour aller s'installer comme commerçants, cafetiers ou manœuvres dans la nouvelle grande ville ou dans la capitale. L'essaimage n'est donc nullement assimilable à la décentralisation.

Au contraire, il n'est qu'un phénomène marginal de la tendance à la concentration géographique : l'industrie est attirée par l'industrie, l'argent par l'argent. L'une et l'autre vont de préférence là où des marchés et des conditions de rentabilité préexistent; leur but n'est pas de les créer. D'où la tendance aux disparités régionales croissantes.

En fait, la principale raison de la tendance à la concentration géographique est le préfinancement public, au cours des décennies antérieures, des bases sociales de l'expansion industrielle dans les zones à forte densité : logements, transports, main-d'œuvre formée, infrastructure. Or, les économies que chaque entreprise réalise par la concentration géographique se traduisent par des diséconomies pour la collectivité : les frais de fonctionnement des grandes cités croissent vertigineusement au delà d'un certain seuil; les conditions de vie des citoyens empirent tout aussi vertigineusement (durée des trajets, pollution atmosphérique, bruit, manque d'espace, etc.); le surpeuplement des « pôles » urbains a pour revers le dépeuplement de zones non développées en deçà du seuil de viabilité économique et sociale¹, le désinvestissement économique et humain dans ces zones, l'oblitération de leur potentiel; le coût de la reproduction sociale de la force de travail est multiplié.

Ce double processus de congestion et de déclin a la même racine : la concentration du pouvoir économique dans un petit nombre de groupes monopolistes qui drainent une grosse partie des plus-values réalisées en amont et en aval, et qui les réinvestissent là où les conditions de rentabilité immédiate sont *déjà données*. Les ressources disponibles pour une politique régionale et sociale conforme aux besoins sont de ce fait toujours insuffisantes. D'autant plus insuffisantes que l'expansion monopolistique engendre de nouveaux besoins de consommation et de nouvelles charges pour la collectivité, incompatibles avec une politique compensatrice de l'État.

Les dépenses d'infrastructure (voies, transport, aménagement urbain, fourniture d'énergie et d'eau, etc.) que l'expansion monopolistique impose à la collectivité là où elle s'opère (dans les zones congestionnées), sont en pratique incompatibles avec les dépenses d'équipement dans les zones où le besoin en est le plus grand : les milliards engloutis par les grandes métropoles sont, en dernière analyse, distraits d'emplois économiquement et humainement plus avantageux.

1. Voir plus loin, 2^e partie.

D'autre part, les frais d'infrastructure qu'exige l'orientation donnée par le capitalisme monopoliste à la consommation, s'opposent à la couverture de besoins prioritaires. L'exemple le plus frappant à cet égard est celui de l'industrie automobile : elle a drainé vers un moyen d'évasion et de fuite les ressources productives, le travail et l'épargne qui, tout compte fait, ont été détournés d'emplois prioritaires comme le logement, l'enseignement, les transports en commun, la santé publique, l'urbanisme, l'équipement rural. Cette priorité donnée par le capitalisme monopoliste à l'automobile n'a fait que se renforcer par la suite : l'urbanisme doit être subordonné aux exigences de la motorisation, l'aménagement des voies de circulation se fait objectivement aux dépens de la construction (la chose est nette en Italie, par exemple), les transports en commun sont sacrifiés.

Du coup, la motorisation individuelle devient un besoin social : l'espace urbain étant organisé en fonction de la motorisation privée; les transports en commun prenant un retard croissant sur l'éloignement des banlieues ou des lieux de travail; le piéton ou le cycliste devenant un danger pour autrui et pour soi-même; les équipements sportifs et culturels étant expulsés de la cité, hors de portée du banlieusard non motorisé et même souvent des habitants du centre, etc., la disposition d'un moyen de transport individuel devient un besoin prioritaire en raison de l'organisation de l'univers en fonction de la motorisation individuelle. Ce processus n'est plus que difficilement réversible dans les pays capitalistes avancés : dans la mesure où la priorité à la motorisation individuelle a rendu la vie intenable dans de grandes agglomérations, surpeuplées, privées d'air, de lumière et d'espace, l'évasion motorisée continuera de faire partie, quoique dans une mesure décroissante, de la reproduction de la force de travail, même lorsque la priorité reviendra à l'urbanisme, aux équipements collectifs et aux transports en commun.

3. LES BESOINS COLLECTIFS.

L'expansion monopolistique ne crée donc pas seulement de nouveaux besoins en jetant sur le marché des produits de grande consommation symbolisant un prétendu confort qui devient besoin parce qu'il est possible; elle crée surtout de nouveaux besoins en modifiant les conditions dans lesquelles la force de travail est dépensée, en modifiant les conditions dans lesquelles la force de

travail peut se reproduire. De fait, le développement des besoins dans la civilisation capitaliste tient souvent moins à l'affinement et à l'enrichissement des facultés humaines, qu'à une adversité accrue du milieu matériel, à une détérioration des conditions de vie, à la nécessité d'instruments plus complexes et plus coûteux pour satisfaire des besoins fondamentaux, pour reproduire la force de travail¹.

La distinction marxiste entre besoins fondamentaux et besoins historiques devient donc aléatoire et risque de prêter à confusion dans tous les cas où, en raison de la destruction ou du bouleversement de la nature par l'homme, le besoin fondamental ne peut plus se satisfaire — et même s'appréhender — que de manière médiate : entre son origine naturelle et son objet naturel s'intercalent désormais des instruments qui non seulement sont des produits humains, mais qui sont essentiellement des produits sociaux. Par suite de la destruction de l'environnement naturel et de son remplacement par un environnement social, les besoins fondamentaux ne peuvent plus être satisfaits que de manière sociale, ils deviennent des besoins immédiatement sociaux (ou, plus exactement, des besoins fondamentaux médiatisés par le social).

Il en va ainsi, par exemple, du besoin d'air, qui s'appréhende immédiatement comme besoin de vacances, de jardins publics, d'urbanisme, d'évasion hors de la ville; du besoin de repos nocturne, de délassément et de récupération nerveuse, qui devient besoin de logements isolés contre le bruit, aménagés avec goût et confortables; du besoin de se nourrir qui, dans les grandes cités industrielles, devient besoin d'aliments immédiatement consommables après une journée de travail, c'est-à-dire besoin de cantines, de restaurants, de conserves et d'aliments à cuisson rapide; du besoin de propreté qui, en l'absence de soleil, de plages naturelles ou de rivières, devient besoin d'installations sanitaires, de blanchisseries ou, à défaut, de machines à laver, etc.

Dans tous ces exemples, la forme historique que prend le besoin fondamental ne peut être confondue avec un besoin historique proprement dit : le besoin en question n'est pas un besoin nouveau et *riche*, correspondant à un enrichissement de l'homme et à un développement de ses facultés; il s'agit seulement du besoin biologique de toujours qui réclame maintenant des moyens de satis-

1. Sur l'accroissement quantitatif et, surtout, qualitatif des forces dépensées et des moyens nécessaires pour les reproduire, cf. Pierrette Sartin, *La fatigue industrielle*, Ed. Sadot, Paris, 1960.

faction « riches » parce que l'environnement naturel s'est appauvri, parce qu'il y a eu *appauvrissement* du rapport de l'homme à la nature, raréfaction ou destruction de ressources qui (l'air, l'eau, la lumière, le silence, l'espace) passaient jusque-là pour naturelles.

Or, le propre de la société capitaliste, c'est qu'elle contraint les individus à racheter *individuellement*, en tant que consommateurs, les moyens de satisfaction dont elle les a spoliés *socialement*. Le trust capitaliste s'approprie gratuitement, ou à un prix de faveur, l'air, la lumière, l'espace, l'eau et (en produisant la saleté et le bruit) la propreté et le silence; des entrepreneurs, spéculateurs et des marchands viennent ensuite revendre tout cela au prix fort aux plus offrants. La destruction des ressources naturelles a été sociale; la reproduction de ces ressources nécessaires à la vie est sociale à son tour. Mais cependant que la satisfaction des besoins les plus élémentaires doit maintenant passer par la médiation de productions, de services, d'échanges *sociaux*, nulle *initiative sociale* n'assure ni ne prévoit le remplacement de ce qui a été détruit, la réparation sociale de la spoliation que les individus ont subie. Au contraire, après avoir aggravé, par ses répercussions sociales et ses contre-finalités, les conditions d'existence des individus sociaux, l'initiative privée tendra à exploiter, pour son plus grand profit, les besoins accrus de ces mêmes individus sociaux. C'est à eux, en tant que consommateurs *individuels*, que sera imputé à charge l'accroissement du coût *social* de la reproduction de leurs forces, coût qui dépasse souvent leurs moyens.

Les travailleurs saisissent de manière immédiate et confuse le scandale inhérent à cette situation : le trust capitaliste, après les avoir exploités et amputés *dans* leur travail, vient les exploiter et les amputer *hors* de leur travail. Il leur impose à charge, par exemple, les frais, la fatigue et les heures perdues des transports en commun; la recherche et le prix de logements, raréfiés par les besoins de main-d'œuvre du trust et renchéris par les spéculations auxquelles la rareté croissante donne lieu.

Il en va de même pour l'air, la lumière, la propreté, l'hygiène qui deviennent « hors de prix ». La grande concentration industrielle oblige, par exemple, les femmes à chercher un emploi salarié, car un seul salaire par famille ne suffit plus pour acheter les moyens nécessaires à la reproduction des forces de travail dans la grande ville. Du coup, à *défaut de services publics*, la mécanisation des travaux ménagers devient une nécessité : la machine à laver, le réfrigérateur, les aliments prêts à la consommation, la cuisinière semi-automatique, voire le restaurant répondent à un besoin. Mais

la couverture de ce besoin, bien qu'il ait son origine dans les conditions de la production *sociale* et de la vie sociale, est abandonnée à l'initiative privée qui en tire grand profit et mise à la charge des *individus* ; de sorte qu'une part très importante du salaire féminin, considéré au départ (et à tort) comme un « salaire d'appoint », sert à couvrir les frais supplémentaires qu'entraîne le travail de la femme ¹.

Au niveau des besoins collectifs, et à ce niveau seulement, la théorie de la paupérisation conserve donc une validité. Le coût *social* de la reproduction des forces de travail (reproduction simple, et surtout, nous y reviendrons, reproduction élargie) tend à s'élever aussi vite, ou même plus vite, que le pouvoir d'achat individuel ; le niveau de vie social des travailleurs tend à stagner, voire à empirer, même si leur niveau de vie individuel (exprimé en pouvoir d'achat monétaire) s'élève. Et c'est l'extrême difficulté, voire l'impossibilité qu'il y a pour les travailleurs urbains à obtenir, dans le cadre des structures capitalistes, une amélioration *qualitative* de leur niveau de vie grâce à l'augmentation de leur salaire direct, c'est cette quasi-impossibilité qui confère à la revendication au nom des besoins collectifs une portée révolutionnaire.

Le propre des besoins collectifs, en effet, c'est qu'ils ne peuvent, le plus souvent, être exprimés en termes de demande monétaire : ils portent sur un ensemble de ressources, de services et d'équipements collectifs qui échappent à la loi du marché, à l'initiative capitaliste, à tout critère de rentabilité. Ces besoins, insaisissables en termes économiques, sont, virtuellement au moins, en contradiction permanente avec le capitalisme et marquent la limite de son efficience : ce sont les besoins que le capitalisme tend à négliger ou à réprimer, dans la mesure où il connaît seulement *l'homo economicus* — défini par la consommation de *marchandises* et leur production — et non pas l'homme humain, consommateur, producteur et usager de biens qui ne peuvent être ni vendus, ni achetés, ni reproduits ; ce sont les besoins qui, quoique prenant leur source dans le biologique, ont tous une dimension nécessairement *culturelle* et au moins potentiellement créatrice, en raison de la destruction par l'industrie d'un milieu naturel auquel un milieu de vie, un milieu de civilisation a à être substitué par la praxis humaine.

Ces besoins concernent, par exemple, de manière non limitative :

1. Voir Geneviève Rocard, *Sur le travail des femmes mariées*, in *Temps modernes*, septembre-octobre 1962.

— Le logement et l'urbanisme, non seulement en termes quantitatifs, mais surtout en termes qualitatifs : il s'agit de recréer une esthétique et un paysage urbains, un milieu de vie qui sollicite le développement des facultés humaines au lieu de les avilir. Or, de toute évidence, il n'est pas rentable de prévoir 20 m² d'espace vert par habitant, d'aménager des parcs, des allées, des squares. L'application de la loi du marché conduit, au contraire, à réserver les bonnes conditions d'habitat aux privilégiés qui en ont le moins besoin, et à les dénier aux travailleurs qui, parce qu'ils accomplissent le travail le plus pénible et le moins bien rémunéré, en ont un besoin aigu¹. Elle conduit également à éloigner toujours plus les travailleurs de leur lieu de travail, et à leur imposer des dépenses et une fatigue supplémentaires.

— Les services collectifs, tels que transports en commun, blanchisseries-teintureries, crèches et écoles maternelles. Ils sont non-rentables par essence : car en termes de profit, il est nécessairement plus avantageux de faire consommer des véhicules individuels, des machines à laver individuelles et des lessives aux vertus magiques... Et comme de plus le besoin de ces services est le plus aigu chez ceux ou celles dont les revenus sont les moins élevés, leur multiplication sur une base commerciale ne présente guère d'intérêt pour le capital. Il ne peut s'agir que de services publics.

— Les équipements collectifs, culturels, sportifs et sanitaires : écoles, théâtres, bibliothèques, salles de musique, piscines, stades, hôpitaux..., bref tous équipements nécessaires au rétablissement de l'équilibre vital et intellectuel, au développement des facultés humaines. La non-rentabilité de ces équipements est évidente, de même que leur extrême rareté (et cherté, pour la plupart) dans la quasi-totalité des pays capitalistes.

— Le développement équilibré des régions, en fonction de critères d'optimum économique et humain que nous avons déjà opposés plus haut à la clochardisation néo-colonialiste.

1. La loi du marché présente, en l'occurrence, cette absurdité supplémentaire : elle fait augmenter vertigineusement le prix de ressources rares comme l'espace, l'air, la lumière, le silence qui, par nature, *ne peuvent être reproduites*. Le vendeur de ces ressources, si forte que soit la prime de rareté qu'il touche, n'est en effet pour rien dans leur existence, et est parfaitement incapable de les reproduire. La vente et l'achat de ces ressources est une pure et simple spoliation commise à l'égard de la collectivité. Leur socialisation, c'est-à-dire leur **gestion** et allocation sociale en fonction du seul critère des besoins, est une **revendication** fondamentale.

— L'information, la communication, les loisirs actifs de groupe. Ces besoins non seulement ne présentent aucun intérêt pour le capitalisme¹, il tend même à les réprimer. La dictature commerciale des monopoles ne peut s'exercer, en effet, que si elle trouve en face d'elle une masse de consommateurs passifs, dispersés par l'habitat et le mode de vie, incapables de se grouper et de communiquer directement, de définir en commun leurs besoins spécifiques (liés aux conditions de travail et de vie), leurs préoccupations, leur perspective sur la société et sur le monde, bref leur projet commun. La pseudo-culture de masse, productrice de divertissements, de diversions, de passe-temps passifs et abêtissants, ne vient pas combler un besoin né de la dispersion, de la solitude et de l'ennui; elle vient masquer le besoin de supprimer la dispersion, la solitude et l'ennui. Elle est moins une conséquence qu'une cause de la passivité et de l'impuissance de l'individu de masse. Elle est un moyen inventé par le capitalisme monopoliste pour assurer sa dictature sur une humanité mystifiée, docile, avilie, dont il s'agit de canaliser vers des violences imaginaires la velléité de violences réelles.

4. POUR UN MODÈLE DE RECHANGE.

Les besoins collectifs se trouvent donc objectivement en contradiction avec la logique du développement capitaliste. Celle-ci est par nature incapable de leur donner le degré de priorité qui leur revient². C'est pourquoi la revendication au nom des besoins collectifs comporte une contestation radicale du système capitaliste, sur les trois plans économique, politique et culturel.

Du point de vue économique (nous y avons déjà fait allusion), le mécanisme de l'accumulation capitaliste tend spontanément à donner un fort degré de priorité aux besoins individuels solvables, à dévier les besoins collectifs vers ceux-ci, considérés comme les principaux moteurs de l'expansion. La position subordonnée des besoins collectifs est d'autant plus nette que, même dans une

1. La totalité des organes d'information sont déficitaires et seule la publicité c'est-à-dire la vente « d'informations » commerciales qu'ils sont payés *pour vendre*, permet à certains d'équilibrer leur budget.

2. La Suède ne fait pas exception à cette règle, bien que le retard du collectif sur l'individuel et le privé y soit parfois moins dramatique qu'ailleurs. L'idéologie officielle de la social-démocratie suédoise laisse entendre, d'ailleurs, que l'aliénation du travail doit être acceptée, et le travailleur chercher sa liberté dans la consommation et la vie *privées*.

économie capitaliste hautement développée (l'américaine ou la britannique) un gigantesque appareil de propagande commerciale recourt à des trucs psychologiques de plus en plus perfectionnés pour susciter et développer des besoins individuels, cependant que les besoins collectifs ne disposent, pour s'exprimer, que de voix isolées ou d'appareils bureaucratiques. La tentative pour contrebalancer la dictature du capital monopolistique sur les moyens d'information et de formation des individus, a toujours été tenue en échec en raison de la disproportion des forces : il est pratiquement impossible à des organes d'information et de formation de battre la propagande commerciale, tant, du moins, qu'ils s'adressent au même public dispersé et atomisé que les premiers.

Cette impossibilité pratique tient évidemment au fait que les besoins collectifs ne peuvent être définis dans leur contenu que collectivement. Car il n'est à la portée d'aucun individu d'obtenir satisfaction pour des besoins qu'il éprouve (selon la distinction faite par Marx) en tant qu' « individu social », et non en tant qu' « individu accidentel ». Laisse à lui-même, il sera toujours porté à réclamer des biens individuels plutôt que des services ou équipements collectifs — à réclamer, en d'autres termes, une « économie de marché » et une « société de consommation » plutôt qu'une économie et une société fondées sur le *service*. Et cela pour la simple raison qu'il a quelque chance d'obtenir un jour une machine à laver, un véhicule individuel et l'augmentation de salaire nécessaire, mais qu'il n'a aucune chance en tant qu'individu « accidentel », d'obtenir le service public de blanchisserie, des moyens de transports rapides et confortables, des parcs et équipements sportifs à dix minutes de son domicile, ni même un logement convenable, au prix du marché.

Il n'y a donc pas préférence spontanée pour les priorités et les valeurs de la « société de consommation », pour l'idéologie du capitalisme mûr ; il y a seulement impuissance à définir et à préférer autre chose. D'où le primat donné spontanément aux revendications de consommation, dans lesquelles la bourgeoisie croit distinguer avec joie la revendication d'un mode de vie imité du sien : la classe ouvrière « s'embourgeoise », elle semble confirmer jusque dans ses exigences la haute valeur de la civilisation capitaliste ; elle semble confirmer que l'acquisition et la jouissance de biens privés est le but suprême de « l'homme » ; elle semble prise à la glu des marchands de pseudo-culture et de prétendue opulence ; elle semble démontrer que les besoins et les désirs peuvent

être façonnés par la production monopoliste en fonction de son plus grand profit.

Pour détruire ces mythes, seule peut être efficace l'esquisse d'un modèle social, d'un modèle de consommation, d'un mode de vie et de culture fondés sur le service social, sur la communication et le temps libres, sur la satisfaction des besoins culturels ou créateurs, sur le plein développement des facultés humaines. Et il ne suffit pas de dire que ce modèle (qui n'existe encore nulle part) ne peut être que socialiste, que le socialisme est la subordination de la production, dans ses finalités et dans la manière de produire, aux besoins et au développement humains. Il faut encore définir le contenu concret des besoins collectifs là où il se détermine, et donner à sentir qu'il n'est pas hors de portée. Cela ne peut être fait qu'en commun, dans les organisations et les *actions* de masse, politiques et syndicales : en rassemblant et en groupant les individus là où leurs besoins collectifs sont ressentis; en leur faisant prendre une conscience commune de leurs besoins communs, sur les lieux de travail ou d'habitation; en définissant avec eux les objectifs communs d'actions communes, de manifestations de masse et de grèves¹.

Encore ne s'agit-il là que d'un commencement. Le développement logique de l'action de masse ne saurait être, en effet, la campagne électorale sur le thème « le ciel au-dessus de la Ruhr doit redevenir bleu² ». Le développement logique, c'est la mise en question, au nom d'une société fondée sur le service public, du modèle et du mécanisme d'accumulation capitaliste : l'exigence que soit socialisée la fonction d'investissement; que soit démocratisée la planification, selon une échelle de priorités impératives, reflétant les besoins et non les projections de la croissance passée des monopoles. Plus concrètement, et à titre de premier pas, c'est la lutte pour mettre à la charge des trusts capitalistes, comme faisant partie intégrante du coût social de la production, la création prioritaire, sous le contrôle et sous la gestion des travailleurs, des services et des équipements collectifs que leur activité rend nécessaire.

1. Des grèves et défilés pour une politique du logement et de meilleurs services de transports ont été menés avec succès dans les grandes villes italiennes, de même que de vastes rassemblements à l'échelle de régions entières pour imposer, par des actions de masse relayées au niveau des assemblées représentatives, des programmes de développement régionaux.

2. Slogan électoral de Willy Brandt, leader du S.P.D., aux élections législatives ouest-allemandes de 1967.

Le modèle social de la phase de transition vers le socialisme, et la supériorité du socialisme sur le capitalisme, se dégageront le plus concrètement à l'horizon de ces luttes. Et les victoires partielles obtenues dans cette voie, si elles améliorent les conditions de vie, ne renforceront pas le capitalisme pour autant. Au contraire : la municipalisation des terrains à bâtir; la socialisation de la construction; la médecine gratuite; la nationalisation de la pharmacie; les services publics de blanchisserie et de transport; l'abondance des équipements collectifs; les plans régionaux de développement, élaborés et exécutés sous le contrôle d'assemblées locales et financés sur fonds publics, etc.; et la *gestion sociale* de tous ces secteurs, nécessairement soustraite au critère de rentabilité et de profit, sont autant de mécanismes antagonistiques par rapport au système capitaliste. Ils ne peuvent pas fonctionner comme services sociaux sans une attaque en profondeur contre le système capitaliste lui-même : sans un contrôle social sur l'ensemble du processus d'accumulation capitaliste; sans sa subordination à une échelle de priorités, reflétant celle des besoins, déterminée démocratiquement.

Toute extension du secteur socialisé, voire le fonctionnement satisfaisant des services sociaux déjà existants, ne peuvent être obtenus que par une restriction du secteur privé, par une limitation croissante de sa « liberté » de produire et d'investir. Sous peine de déperir, le secteur socialisé doit limiter la sphère d'autonomie du capital et contrecarrer sa logique, restreindre son champ d'action, soustraire à sa prise des centres d'accumulation possible. Et cela d'autant plus sûrement que le secteur socialisé doit s'étendre vers l'amont (vers les industries du bâtiment, la chimie, par exemple) ou être grignoté et exploité au service du secteur privé comme cela s'est produit en France.

La *défense* du secteur socialisé exige son *extension*; et le *fonctionnement* du secteur socialisé exige que lui soient subordonnés et placés *sous contrôle social* les centres d'accumulation du capital privé (monopoles industriels et bancaires)¹. C'est pourquoi, loin de stabiliser, d'« humaniser » ou de « socialiser » le capitalisme, le secteur socialisé est une contradiction permanente en son sein. La bourgeoisie le

1. L'exemple de la Sécurité Sociale française fournit une triste illustration de ce fait, puisque cette institution sert à faire financer par les salariés non seulement les prestations qu'ils reçoivent, mais aussi la plus grande partie des équipements hospitaliers et sanitaires, ainsi que la totalité des bénéfices d'une industrie pharmaceutique malthusienne, elle-même source de profits appréciable pour les trusts chimiques.

sait bien, mieux parfois que le mouvement ouvrier. Cette contradiction ne peut que s'aiguiser avec le temps, et aiguiser du même coup les conflits entre classes, jusqu'à ce que l'une ou l'autre — que l'un ou l'autre secteur — soit exposé à l'assaut final (qui peut, dans la meilleure des hypothèses être pacifique) à la suite de ses reculs successifs et partiels.

C'est sur cette progression dialectique que se fonde la stratégie dite des objectifs intermédiaires et de la voie pacifique vers le socialisme. Mais aucun des objectifs partiels, aucune socialisation partielle de l'économie, aucun pouvoir partiel de la classe ouvrière ne sera, en lui-même, la révolution, ni la somme des conquêtes partielles. Il ne s'agit pas de préconiser une tactique de « grignotage » et « d'investissement progressif » des centres de décision par guerre de position et d'usure. Au contraire, chaque conquête partielle et la somme de ces conquêtes *n'aboutiront pas* à un miraculeux « saut qualitatif » en vertu de leur logique propre, *ne feront pas* basculer automatiquement le capitalisme vers le socialisme à la manière de la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Si la stratégie des objectifs intermédiaires s'enlisait dans cette illusion, elle mériterait pleinement le qualificatif de réformiste et de social-démocrate que lui appliquent ses détracteurs.

Au contraire, les objectifs intermédiaires, les réformes de structures qu'ils exigent, ne constituent une stratégie, ne peuvent échapper à leur résorption par le capitalisme que s'ils se présentent d'emblée comme des approximations successives et des étapes vers une société socialiste qui est leur *sens* : sens qui doit se concrétiser et s'illustrer à chaque étape, sens à la lumière duquel chaque objectif intermédiaire doit apparaître comme à dépasser vers des conquêtes nouvelles, sous peine de voir se vider toutes les conquêtes passées.

La lutte pour l'extension du contrôle social et du secteur socialisé n'aiguïsera les contradictions et n'approfondira la crise du capitalisme que si ces objectifs sont visés non comme des buts, mais comme des moyens (qui sont d'ailleurs aussi des fins, mais provisoires) préfigurant ce que la société socialiste pourra et devra être. C'est à cette condition que chaque bataille en préparera et en annoncera de nouvelles, élèvera le niveau de conscience et de lutte, ancrera le projet socialiste dans la sensibilité des masses et les convaincra de défendre les conquêtes passées par des conquêtes à venir plus amples. Cela suppose, évidemment, chez les dirigeants, une perspective d'ensemble, l'élaboration d'une « alternative globale » au capitalisme, de laquelle chaque réforme

arrachée reçoit son sens. L'avance vers le socialisme se fera ainsi ou ne se fera pas.

Si la perspective d'ensemble manque, la somme des réformes, si avancées soient-elles, sera résorbée par le capitalisme dans une « économie mixte », de type scandinave, laissant subsister le pouvoir du capital et l'aliénation du travail, tout en donnant « le bien-être à tous ».

Mais si, en revanche, ce sont les médiations qui manquent entre le but et les actions quotidiennes, alors, faute d'objectifs intermédiaires capables de concrétiser le but et la voie vers lui, le socialisme restera une idée abstraite : une idée au nom de laquelle on rejettera comme réformistes toutes les réformes structurelles qui, en effet, ne sont pas le socialisme, tout en menant, à l'abri d'une phraséologie maximaliste, des actions d'arrière-garde sans portée ni perspective.

V. LA REPRODUCTION ÉLARGIE DE
LA FORCE DE TRAVAIL :
LE MODÈLE DE CIVILISATION

Nous avons raisonné jusqu'ici du seul point de vue des besoins fondamentaux. Nous les avons retrouvés dans des besoins que, souvent, l'on considère à tort comme « opulents ». Nous avons montré que ces besoins nouveaux, loin de traduire déjà la satiété et le passage à un niveau de civilisation supérieur, n'étaient souvent que la recherche des moyens de satisfaire un besoin fondamental, dans le contexte de la cité industrielle moderne ¹.

Mais il est impossible de s'en tenir là. Même lorsqu'ils demeurent la réalité des besoins historiques, les besoins fondamentaux ne sont plus les mêmes que ceux d'il y a cent ou seulement vingt-cinq ans. Dire qu'aucun besoin ne peut plus se satisfaire sans la médiation d'une production sociale, c'est dire aussi que le besoin s'est émancipé dans une mesure croissante de la sphère naturelle. Il n'est plus seulement besoin d'une ressource naturelle, à prendre ou à laisser, mais besoin d'un produit social qui suppose un certain type de collaboration des individus, et qui détermine leur rapport à la société et à la nature. Tout besoin est, de fait, socialement déterminé : il ne peut viser sa satisfaction que par la médiation de la société; il est d'emblée, dans sa visée, besoin d'une certaine organisation sociale.

Mais cela signifie aussi qu'il n'y a plus de besoins fondamentaux qui n'aient une dimension culturelle, tant au niveau de la consommation qu'au niveau de la production de leur objet. La faim est d'emblée faim de nourriture produite, acheminée, préparée par d'autres, cuisinée à l'aide d'instruments produits par d'autres, et consommée en leur compagnie : elle est besoin de nourriture en même temps que d'échanges et de relations avec autrui. De son côté, la force de travail dépensée dans la production sociale n'est pas

1. Voir chez Laura Conti le concept de besoin « historico-fondamental » (in *les Temps modernes*, octobre 1963).

simplement une quantité indifférenciée d'énergie organique demandant à être reconstituée par la consommation de biens et services; mais elle est d'emblée, elle aussi, une force socialement qualifiée, que l'individu ne tire pas immédiatement de ses échanges avec la nature et n'applique pas immédiatement à la nature : il la tire de (et l'applique à) la collaboration sociale avec d'autres, il la fournit comme un capital de capacités, de connaissances, d'expérience accumulée par un travail social de formation, d'étude, de recherche, de communication, etc. Et cette force ne vaut pour soi que pour autant qu'elle s'articule avec celle des autres, dans la reconnaissance, la collaboration, l'échange sociaux.

Il est fatal que cette reconnaissance et cet échange restent dominés par les catégories économiques tant que la rareté des biens de subsistance est aiguë. La collaboration sociale est alors réglée par la nécessité de rationner les ressources toujours rares, pour les faire produire en quantité plus grande. Quelque forme que prenne ce rationnement (distribution autoritaire ou rationnement par l'argent) la force de travail est rigoureusement assujettie à l'accumulation comme à un impératif socio-économique qui dépasse chaque individu, vient à lui comme la contrainte de tous sur chacun et lui demeure étrangère.

L'intérêt de la société et l'intérêt ou le besoin de l'individu sont par nécessité distincts aussi longtemps que la rareté est aiguë; l'individu est l'inessentiel et la production (ou l'accumulation) l'essentiel. Il n'est pas question de *se réaliser* dans le travail social, mais de s'y sacrifier et d'y *servir* à la production. La morale socialiste de la période d'accumulation reflète à sa manière cette situation et la nécessité de la société autoritaire : l'homme est un moyen de produire des machines, et avant d'être « le capital le plus précieux », il est de toutes les machines la moins précieuse, car la moins rare.

I. LE « CAPITAL HUMAIN ».

Toutefois, quand la production de la vie — c'est-à-dire de ce qui est nécessaire pour subsister — est un problème virtuellement résolu, le problème qui se pose est celui *du genre et du contenu de la vie* à produire : le cycle vivre pour travailler, travailler pour vivre n'est plus un cycle fermé. La subordination des individus à la société comme à un impératif étranger, cesse d'être absolument nécessaire; leur subordination à la production débouche même sur l'absurde : le gaspillage et la surproduction de « richesses » dont

la multiplication est encore exigée par la logique du système d'accumulation, bien qu'elle ne corresponde plus à des besoins humains¹.

Cette impasse a une signification claire : elle manifeste, au niveau de la production, une exigence qui ne naît plus de la nécessité économique elle-même : l'exigence humaine de subordonner la production aux besoins. Cette exigence surgit, chez les agents de la production, comme interrogation, perplexité, mécontentement diffus ou, dans le meilleur des cas, révolte au sujet du sens ou du non-sens de l'activité productive : Pourquoi vivre si c'est pour produire ? Pourquoi produire si les choses produites et la manière dont elles sont produites ne produisent pas des hommes et une vie qui soient leur propre fin ?

Cette exigence naît de la praxis elle-même dès qu'elle prend conscience de soi. Et elle prend conscience de soi dès que, cessant d'être harcelée par la rareté aiguë, elle cesse de ne s'appréhender que comme dépense d'énergie, comme *peine*, pour se saisir aussi comme activité libre et créatrice, comme échange réciproque et comme souveraineté possible ; en un mot quand la praxis se saisit comme étant elle-même sa propre fin.

C'est à partir de là qu'un conflit, le plus souvent latent, mais ouvert et aigu dans un nombre croissant de branches, oppose les travailleurs les plus qualifiés à la logique du capitalisme monopoliste. Quand Alsthom prend le contrôle et modifie la gestion de Neyrpic ; quand une politique incohérente voue telle région minière à la mort lente ; quand la S. N. E. C. M. A., Nord-Aviation ou Thomson-Houston voient leur activité fléchir et leurs programmes amputés ; quand Bull périclite et menace de passer sous le contrôle d'un trust américain ; quand Air France s'ampute délibérément de ses lignes rentables, etc., les techniciens et ingénieurs ont tendance à entrer dans la bagarre. Pour défendre leur carrière ? Ils peuvent la poursuivre ailleurs ; nombre d'entre eux pourraient être mieux rémunérés en changeant d'entreprise. Pour

1. Peu importe, d'ailleurs, que le système d'accumulation soit capitaliste ou socialiste. Dans les sociétés socialistes aussi bien, la subordination des individus à la production finit par conduire à la surproduction et au gaspillage. Celui-ci n'est pas dû *seulement* à l'exploitation du travail, c'est-à-dire à l'appropriation *privée* de la plus-value. En effet, l'exploitation est abolie dans la société socialiste, mais non pas l'accumulation comme fin en soi. C'est pourquoi le problème des excédents invendables, c'est-à-dire de l'ajustement de la production aux besoins, s'y pose, en Tchécoslovaquie, notamment. Et ce problème ne peut être résolu en termes économiques. La question de savoir *ce qu'il faut produire (et comment)* ne peut recevoir de réponse que de la part des individus eux-mêmes.

défendre l'ancienne direction dont (chez Neyrpic, par exemple) ils étaient souvent solidaires ? En apparence, parfois. Mais en réalité, la contradiction qui les pousse à la révolte n'est pas (ou pas seulement) celle qui oppose la gestion du patron indépendant à celle du trust télécommandé par une banque ou par un holding.

La contradiction de fond est celle qui oppose les exigences et les critères de rentabilité du capital monopoliste ou de la grande banque, aux exigences inhérentes à une activité autonome, créatrice, *portant en elle-même sa propre fin* : A une activité qui mesure les potentialités scientifiques et techniques de l'entreprise en termes scientifiques et techniques; et qui voit nier ce « capital technique », ce « capital humain » — la coopération d'équipes rodées; la possibilité de conquérir de nouveaux domaines à la connaissance, de nouvelles chances à la domination de l'homme sur la nature — par l'impératif barbare du profit financier. A l'exigence vivante d'une praxis créatrice vient s'opposer l'exigence inerte du capital; aux hommes qui ont donné — et qui demandent à donner — toutes leurs capacités créatrices à une tâche qui était leur vie et le sens de leur vie, et qui les insérait dans une poursuite universelle, le capital déclare soudain : « Arrêtez, ce que vous faites ne rapporte pas, donc ne vaut rien. C'est moi qui paie, c'est moi qui commande. Je ne vous dois rien, car je vous ai versé un salaire. Désormais, vous m'exécuterez en grande série des composants dont les spécifications sont déterminées au Minnesota. »

Alors techniciens, ingénieurs, étudiants, chercheurs découvrent qu'ils sont des salariés comme les autres, payés pour un travail qui est « bon » dans la mesure seulement où il est rentable à court terme. Ils découvrent que la recherche à long terme, le travail créateur de solutions originales, la passion du métier sont incompatibles avec les critères de rentabilité capitaliste — et cela non pas en raison de leur absence de rentabilité *économique* à long terme, mais parce qu'il y a moins de risque et plus de profit à fabriquer des casseroles. Ils se découvrent subordonnés à la loi du capital non seulement dans leur travail, mais dans toutes les sphères de leur vie : car ceux qui détiennent le pouvoir sur la grande entreprise le détiennent aussi sur l'État, sur la société, sur la région, sur la ville, sur l'Université, sur l'avenir des individus¹.

La contradiction éclate entre le pouvoir, la responsabilité et

1. Voir Pierre Belleville, *Une nouvelle classe ouvrière*, chap. V, (Juillard, 1963).

la maîtrise du travailleur dans la *praxis* productive, et son impuissance, sa servitude par rapport au capital. Il se découvre aliéné non seulement en tant que travailleur, dans son entreprise, mais aussi bien en tant que citoyen de Grenoble ou de Saint-Nazaire, en tant qu'électeur, en tant qu'individu auquel le capital impose, de loin et du dehors, un avenir contraire à ses projets, un destin préfabriqué qui gouvernera sa vie, celle de ses enfants, celle de ses concitoyens.

Il est immédiatement évident alors que lutter pour que la vie conserve un sens, c'est lutter contre le pouvoir du capital, et que cette lutte doit passer *sans solution de continuité du plan de l'entreprise sur le plan de la société*, du plan syndical sur le plan politique, du plan technique sur le plan culturel. C'est au mouvement socialiste alors qu'il appartient de prendre le relais et de placer le combat sur son véritable terrain : la lutte pour le pouvoir. Tout est désormais mis en jeu : les emplois, les salaires, les carrières, la ville, la région, la science, la culture, la possibilité de développer les capacités créatrices des individus au service du règne de l'humain. Tout cela ne peut être sauvegardé ou reconquis que si le pouvoir de décision passe des mains du capital dans celles des travailleurs. Et cela ne sera pas atteint grâce à la seule nationalisation¹ des centres d'accumulation du capital et du crédit : cela exige également la multiplication des centres de décision démocratiques et leur auto-gestion, c'est-à-dire un réseau complexe et articulé d'autonomies locales et régionales.

Cette revendication, loin d'être abstraite, a (ou peut avoir) elle aussi toute l'urgence impérieuse du besoin. Et cela non seulement parce que, à moins d'être satisfaite, des régions entières avec leurs richesses réelles ou potentielles vont crever et leurs habitants être voués à l'émigration, à la diaspora, à la perte de leur place dans le monde, de leur vie, de la maîtrise de leur destin. Mais aussi parce que, une fois atteint un certain niveau de culture, l'exigence d'autonomie, l'exigence de pouvoir développer librement ses facultés et donner un sens à sa vie, est vécue avec la même intensité que le besoin physiologique inassouvi.

L'impossibilité de vivre qui était, pour les prolétaires du siècle dernier, l'impossibilité de reproduire leur force de travail, devient pour les travailleurs des industries scientifiques ou culturelles l'impossibilité de mettre en œuvre leurs capacités créatrices. L'industrie du siècle dernier prenait dans les campagnes des

1. Qui risque d'être seulement une étatisation bureaucratique.

hommes qui étaient des muscles, des poumons, un estomac : ils continuaient de déployer autour d'eux un espace désormais absent, de pomper un air vicié, de digérer, à défaut de nourriture, leur propre chair; ils dépérissaient, et l'acuité de leur besoin était le fonctionnement à vide de leurs organes niés par le monde environnant¹. L'industrie de la seconde moitié du xx^e siècle tend à prendre, dans une mesure croissante, dans les Universités et les collèges, des hommes qui ont pu y acquérir la faculté d'un travail créateur ou autonome : ils continuent de déployer autour d'eux une curiosité, une capacité de synthèse, d'analyse, d'invention et d'assimilation qui tourne à vide et menace de dépérir faute de trouver à s'employer dans le travail.

Dans les cas extrêmes, moins rares qu'on pourrait croire, le besoin d'activité autonome, de création, de communication prend un caractère lancinant. C'est le cas, par exemple, de ces techniciens de l'industrie nucléaire, à Marcoule ou ailleurs, qui ont une connaissance synthétique du fonctionnement de l'usine, sont capables d'intervenir en n'importe quel point du système au premier accroc, mais passent des mois, huit heures par jour, assis devant des cadrans qui leur reflètent la bonne marche de l'ensemble, donc l'inutilité des hommes, de leur intelligence, de leur capacité d'intervention. L'ennui, chez eux, va jusqu'au désespoir et jusqu'à la névrose. Témoins impuissants d'un univers fabriqué par des hommes, mais qui rend les hommes superflus, ils en viennent à devoir se prouver à eux-mêmes qu'ils existent encore, qu'ils sont encore capables de *faire* quelque chose : rentrés chez eux, ils démontent puis rassemblent les appareils les plus complexes sur lesquels leur intelligence puisse encore s'exercer : poste de T. S. F., téléviseur. Au bout de quelques mois, de quelques années au plus, ils désertent leur « travail » pour fuir la déchéance ou la folie.

L'exemple est extrême, mais il est significatif et prémonitoire. Le bricolage, le jardinage, la pêche à la ligne pouvaient sauver du naufrage des OS et des manœuvres; mais le bricolage ou le jardinage ne combleront plus le vide que laisse dans la vie des travailleurs hautement qualifiés, mais compétents dans un domaine très limité seulement, le sous-emploi permanent de leurs compétences au sein d'un travail passif et monotone. L'exemple de Marcoule est significatif pour toute l'industrie automatisée des décennies à venir, dans laquelle selon la prévision de Marx, « le travail

1. Voir J. P. Sartre, *Critique de la Raison Dialectique*, p. 166 s.

humain est réduit à une pure abstraction¹, » à une activité vide, de surveillance.

Mais ce que révèle aussi cet exemple, c'est l'*extrême misère* humaine et culturelle à laquelle non seulement l'*industrie* du capitalisme avancé, mais surtout ses *institutions*, son *enseignement* et sa *culture* ont réduit le travailleur technique. Cet enseignement, dans le souci d'adapter le travailleur à sa tâche dans le minimum de temps nécessaire, lui a donné la capacité d'une activité autonome minimum. De crainte de former des hommes qui, en raison du développement « trop riche » de leurs facultés, refuseront la soumission disciplinée à une tâche trop étroite et à la hiérarchie industrielle, on a voulu les amputer au départ : on les a voulu compétents mais bornés, actifs mais dociles, intelligents mais ignorants de tout ce qui déborde leur fonction, incapables de lever le regard de leur tâche. Bref, on les a voulu *spécialistes*. On a éliminé de leur formation, et même de leur environnement, tout ce qui pouvait leur permettre de rechercher en dehors du travail l'accomplissement d'eux-mêmes qui, dans leur travail, leur est interdit. On a éliminé des institutions tous les organes de pouvoir et d'auto-gestion locaux qui permettraient aux travailleurs de modeler, à défaut de leur travail, leur vie civique et culturelle. Mais on n'a pas pour autant empêché la révolte de ces nouveaux prolétaires, même si elle prend, chez ces hommes rétrécis et volés, la forme encore silencieuse de la névrose d'impuissance et de la fuite. Leurs successeurs, leurs cadets tireront la leçon de ce désastre : ils refuseront l'amputation au départ.

C'est au niveau de l'enseignement, en effet, que le capitalisme industriel va provoquer les révoltes qu'il cherche à éviter dans ses usines. Sa manœuvre est trop claire : pour pouvoir tranquillement produire ses zombies, il lui faudrait pouvoir compter sur une masse d'individus dont l'horizon a été borné dès la première enfance. Il lui faudrait un enseignement dualiste, comme celui qui se maintient encore, d'extrême justesse, en Grande-Bretagne, comme survivance du pouvoir aristocratique : l'élite y a ses écoles et son enseignement « humaniste », le peuple en a d'autres où l'on distribue du savoir utilitaire. La sélection se fait par la naissance et la fortune, dès l'école primaire.

Ce système (d'ailleurs agonisant, car il est inacceptable dans une démocratie, serait-elle formelle, et l'économie britannique elle-

1. *Grundrisse*, p. 695-6.

même risque d'en crever) est-il exportable ? Le régime gaulliste s'y essaie : il s'agit de spécialiser plus tôt l'enseignement, « d'industrialiser l'Université¹ », de créer des « cycles courts ». Il s'agit en somme de répéter sur le plan de l'enseignement ce que, sur le plan des loisirs, on a appelé la « culture de masse » : la diffusion de connaissances prédigérées et parcellaires, d'une culture au rabais, par formation accélérée suivie de stages pratiques. Au lieu de faire comprendre la praxis créatrice qui se trouve à l'origine de ce qui est devenu un *savoir* ; au lieu de donner à l'élève les moyens de maîtriser synthétiquement un secteur de la connaissance, de le situer dans ses articulations et ses connexions avec les autres secteurs ; au lieu d'enseigner en poussant à l'auto-initiation et au travail autonome d'assimilation et de recherche, on fera mémoriser les résultats tout faits de la praxis passée, coupés de leur contexte ; on enseignera des recettes et des trucs à appliquer mécaniquement à des problèmes empiriques. On fera ingurgiter ainsi quelques pages choisies du savoir ; on laissera émerger des abîmes d'ignorance entretenue quelques îlots de connaissance ; on enseignera « la passivité et la soumission² » : l'élève en saura assez pour mesurer tout ce qu'il ignore et pour révéler la science et la culture d'élite.

Or, cette entreprise est tissée de contradictions explosives : car à vouloir enseigner l'ignorance en même temps que le savoir, la dépendance en même temps que l'autonomie intellectuelle, confinée dans d'étroites limites, on s'expose — faute de pouvoir réaliser une ségrégation rigoureuse — à voir les limites et l'ignorance contestées. « Pour être accepté, écrivait Simone Weil, l'esclavage doit durer chaque jour un temps suffisant pour briser quelque chose dans l'homme. » La remarque vaut pour les nouveaux prolétaires de la culture. Faute de pouvoir les mutiler et les spécialiser dès l'enfance, on ne peut éviter qu'ils ressentent comme une spoliation inacceptable la spécialisation et l'ignorance qu'on leur impose, les chances d'autonomie et de culture qu'on leur refuse. D'où la possibilité et la nécessité d'une bataille culturelle menée sur tous les fronts par les forces socialistes : contre la subordination de l'enseignement aux exigences industrielles éphémères, et pour son auto-gestion par les enseignants *et les enseignés* ; contre l'académisme mandarin et la culture de masse utilitaire, et pour

1. L'expression est du ministre Fouchet. Cf. Marc Kravetz, *Naissance d'un syndicalisme étudiant*, les Temps modernes, février 1964.

2. Marc Kravetz, *loc. cit.*

une formation polyvalente et synthétique, permettant aux individus de mesurer toute la richesse du possible, de s'orienter selon leurs exigences propres et d'orienter la société selon elles.

Cette bataille, loin d'aller à l'encontre de l'évolution technique, va dans son sens. Car il n'est pas vrai que la technologie présente et à venir exige des spécialistes; il est vrai seulement que le patronat réclame des spécialistes, et cela pour deux raisons : parce que l'enseignement, dépense dite improductive et qui ne laisse pas de profit, a pris un retard qualitatif et, surtout, quantitatif sur les exigences de l'appareil de production; la société capitaliste cherche à combler ce retard au moindre coût, par la formation au rabais. Et d'autre part parce que la main-d'œuvre techniquement spécialisée doit être plus docile et plus adaptable à l'intensité accrue du travail industriel.

Ces deux raisons, politico-économiques, vont en fait à contre-courant de la technique elle-même. Celle-ci, en perpétuel bouleversement, rend périmées plusieurs fois par génération les spécialisations trop étroites. Elle exigerait plutôt au départ la polyvalence et une formation théorique solide, afin de faciliter les reconversions, les « recyclages », l'assimilation continue, au cours de la vie productive, des apports scientifiques et techniques nouveaux. Autrement dit, du seul point de vue professionnel, la reproduction simple de la force de travail dans ses composantes culturelles, ne suffit plus. L'enseignement d'une quantité constante de connaissances dont le développement, au cours de la vie productive, n'est pas prévu, stérilise la force de travail au départ : la capacité de création, d'adaptation et de développement du travailleur est trop rigide limitée par l'insuffisance de son bagage théorique. Les rigidités qu'on a installées en lui, ou bien font obstacle à une évolution plus rapide qui, autrement, serait possible; ou bien cette évolution a lieu quand même, mais lui passe par-dessus la tête et se traduit par la déqualification, la dépréciation prématurée de son capital-formation et, à la limite, par le chômage.

La reproduction élargie de la force de travail est donc une nécessité objective : la capacité professionnelle ne peut actuellement *se maintenir* qu'à la condition de *s'accroître*, c'est-à-dire qu'au prix d'une accumulation continue de capacités nouvelles. Les « goulots de main-d'œuvre » dont se plaignent la presque totalité des économies capitalistes, reflètent en fait seulement la répugnance du capitalisme à couvrir le coût social de cette reproduction élargie, à le faire figurer dans le coût de la force de travail lui-même. Et cette répugnance est logique : considérer comme faisant partie

intégrante du travail le renouvellement et l'extension des compétences du travailleur, ce serait reconnaître que le travailleur travaille même lorsqu'il n'est pas en train de produire des marchandises; qu'il est en train de produire des richesses même lorsqu'il ne produit rien qui, pour son employeur, soit vendable : rien que ces ressources morales et intellectuelles qui sont le travailleur lui-même, tel qu'il *se fait* à son travail, c'est-à-dire lorsqu'il n'est pas défait par le travail que lui imposent les autres.

Admettre la reproduction élargie de la force de travail, ce serait donc admettre le temps libre, non pas en tant que temps chômé et vide, mais en tant que temps socialement productif où l'individu se renouvelle lui-même. Mais du coup, ce serait aussi admettre que cette force de travail, produite et élargie par le travail autonome du travailleur lui-même, n'a d'autre propriétaire que ce même travailleur qui l'a produite. Ce serait finalement admettre que la force de travail est non plus une marchandise, que l'on peut employer à sa guise une fois qu'on l'a payée à son prix de marché, mais qu'elle est le travailleur lui-même, qu'elle lui appartient de droit, et *qu'il est en droit d'en assurer la gestion sociale*.

Et en assurer la gestion, cela veut dire : que les travailleurs associés sont en droit de prendre sous leur contrôle toutes les modifications possibles et prévisibles touchant les conditions de prestation de leur travail. Qu'ils sont en droit d'exercer ce contrôle non seulement pour subordonner ces modifications à leur épanouissement humain; non seulement pour s'assurer qu'on ne leur extorque pas une quantité ou une qualité de travail supplémentaire; mais aussi pour s'assurer que les moyens et le temps leur seront donnés pour élargir leur capacité professionnelle, dans des conditions dont ils auront le contrôle, en fonction de l'évolution technique à prévoir.

La reproduction élargie de la force de travail est elle-même un travail social productif. Condition et conséquence de l'élargissement de la production sociale, l'acquisition de nouvelles compétences n'a pas à être mise à la charge des individus. Tout ce qui touche à la formation professionnelle des travailleurs a à être placé sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes. Tout le temps nécessaire à leur formation a à être considéré comme temps socialement productif, comme travail social, et rémunéré en conséquence. Et cela vaut aussi, évidemment, pour la formation de base. Les individus n'ont pas seulement droit aux équipements collectifs scolaires. Ils ont droit aussi à l'élévation générale et constante de leur niveau de connaissance à mesure que la praxis sociale se diversifie et s'en-

richit. Ils ont droit à un temps de formation plus long et à la cogestion du programme de formation lui-même, conformément à leurs besoins. Et puisque ce temps de formation est socialement nécessaire, en tant que condition initiale de la praxis sociale, il n'a pas à être mis à la charge des familles : l'allocation d'études est, elle aussi, une revendication fondamentale.

2. LES BESOINS CRÉATEURS : ESSOR ET RÉPRESSION.

Nous retrouvons ici l'une des contradictions profondes du capitalisme hautement développé : son incapacité à évaluer, avec ses critères essentiellement quantitatifs, un développement qui tend de plus en plus à devenir qualitatif. C'est, si l'on préfère, la contradiction entre la valeur économique et la finalité humaine qui échappe à cette valeur, puisqu'en dernière analyse, elle la fonde.

C'est non seulement *le travail* lui-même qui ne peut plus être évalué économiquement, par le fait qu'il n'est plus une *quantité* de temps et d'énergie, une marchandise indifférenciée, mais une praxis consciente, chez les travailleurs qualifiés, de son autonomie, et qui porte en elle, en tant qu'activité de création et d'initiative, ses propres exigences souveraines. C'est encore *la force de travail* qui tend à échapper aux évaluations quantitatives : car les travailleurs qualifiés ne sont plus, et seront de moins en moins, des porteurs d'énergie physique interchangeables, dont la force ne vaut que pour autant qu'elle est *utilisée et aliénée* par celui qui la leur achète et qui la combine, en extériorité, avec d'autres forces indifférenciées. Non ; les travailleurs qualifiés des industries de pointe, minoritaires aujourd'hui, majoritaires demain, possèdent *en propre*, à la différence des prolétaires classiques, la force de travail qu'ils prêtent : ils la possèdent en propre parce qu'ils l'ont eux-mêmes acquise ; parce qu'ils sont les mieux placés pour connaître son mode d'emploi ; parce que cette force, loin de devoir, ou même de pouvoir être combinée en extériorité avec d'autres forces, ne vaut dès le départ déjà que par *sa propre* capacité à organiser ses relations avec les forces des autres¹.

1. D'où, en pratique, l'effacement des rapports hiérarchiques au profit de l'homogénéité de l'équipe. Cf. P. Belleville, *op. cit.*, et S. Mallet, *La Nouvelle classe ouvrière*, Seuil, 1963, notamment le chapitre sur Caltex et l'introduction.

Le travailleur qualifié des industries de pointe¹ est proprement impossible à commander ; il est à la fois la force de travail et celui-là même qui la commande, bref il est une *praxis-sujet* coopérant avec d'autres praxis à une tâche commune, que les directives trop impératives venant d'en haut pourraient seulement désorganiser. Le travailleur, ici, fait partie intégrante de sa force de travail, il n'est plus possible de quantifier celle-ci en la dissociant de celui-là, l'une et l'autre sont la même autonomie humaine.

D'où un conflit permanent, latent ou manifeste, entre les travailleurs scientifiques et techniques, pratiquement souverains dans leur praxis, et le seul rapport de subordination hiérarchique qui subsiste : la subordination de ces travailleurs au capital propriétaire de l'entreprise.

Ce conflit ne porte plus essentiellement sur les rapports de travail, ni sur l'exploitation du travail, qui est souvent hautement rémunéré. Il réside essentiellement dans la contradiction entre une praxis souveraine qui porte en elle-même sa propre finalité, et une finalité extérieure et inerte, qui est l'exigence du capital de faire servir la praxis à des fins qui la nient. L'aliénation *au sein* du travail tend à disparaître — les équipes de travailleurs culturels et scientifiques sont seuls maîtres à bord *dans* leur travail — mais l'aliénation *du* travail subsiste, et tend à devenir insupportable, en raison des *limites* et de l'orientation finale que le souci de rentabilité financière (ou la politique générale, s'agissant d'entreprises publiques) impose à la praxis souveraine.

La limite du tolérable peut être reculée longtemps grâce à une politique patronale de « relations humaines », respectant la souveraineté *formelle* des travailleurs et tendant à les associer, à les intégrer, à les faire participer aux projets du capital. Mais il n'est pas possible de reculer indéfiniment cette limite. La contradiction peut éclater quand le souci de rentabilité immédiate interdit aux travailleurs la poursuite d'un travail dont la fécondité et l'utilité sociale est pour eux évidente (cas de Neyrpic, S. N. E. C. M. A., Bull, Nord-Aviation, etc.). Elle peut éclater aussi quand une praxis en elle-même créatrice, et consciente de l'être, est utilisée en vue de fins qui sont sa négation radicale. Dans les deux cas, le mépris du capitalisme pour la praxis créatrice devient manifeste, et l'émancipation de la tyrannie du capital devient une revendication fondamentale.

1. Nucléaires, chimiques, pétro-chimiques, énergétiques, scientifiques, d'engeneering, de grosse mécanique, ainsi que les ouvriers d'entretien des usines automatisées, etc.

En pratique, il en va ainsi dans tous les pays capitalistes chaque fois et partout où des recherches civiles butent contre l'insuffisance des moyens dont elles disposent, cependant que des ressources très supérieures sont mises à la disposition des travaux militaires. Dans tous les pays capitalistes, la science ne progresse qu'en marge et contre la logique du capital : grâce aux commandes militaires et de prestige, financées à fonds perdu par l'État, et qui représentent 80 % de l'activité de l'électronique professionnelle, davantage encore dans le nucléaire, plus de la moitié dans l'aéronautique, etc.

Pour les travailleurs scientifiques, cette situation est d'une ironie sinistre : ils ne peuvent exercer leur praxis créatrice qu'en la soustrayant à la tyrannie du capital, mais ils ne peuvent la soustraire au capital qu'en l'exerçant en vue du massacre. Une malédiction pèse sur eux, qui fait qu'ou bien leur praxis ne s'exerce pas, ou bien qu'elle doit s'exercer à l'encontre d'elle-même. Et cette malédiction est intelligible : elle tient à la logique autant qu'au *pouvoir* du capital.

Le capital n'accepte la recherche que pour autant qu'elle est financièrement rentable. Mais la recherche à long terme (fondamentale et théorique) ne l'est jamais à coup sûr ; surtout, les délais de sa rentabilisation ne sont pas prévisibles. Du point de vue capitaliste, donc, la recherche ne rapporte pas assez, non seulement parce qu'elle est un risque trop grand en regard du profit qu'on en peut attendre, mais aussi, mais surtout parce que des profits immédiats *plus grands* peuvent être retirés de la spéculation foncière, du commerce, de l'industrie du divertissement ou d'améliorations techniques routinières.

Seul le financement de la recherche par l'État peut donc la rendre suffisamment rentable. Mais le capital, en tant que pouvoir et idéologie politique, n'admet pas le financement public à n'importe quelle fin. Il faut que ce financement public, prélevé, nous l'avons vu, sur les plus-values d'une part, et d'autre part sur le pouvoir d'achat des consommateurs individuels, procure aux trusts des profits aussi grands ou plus grands que, dans une conjoncture donnée, la production en fonction de la demande privée. Et le seul moyen de parvenir à ce résultat est de faire financer à l'État des productions qu'il ne peut vendre au public, mais qui seront vendues à l'État lui-même à des prix de monopole : les productions militaires ¹.

1. L'objection keynésienne selon laquelle l'État pourrait procurer aux monopoles des profits équivalents en finançant à fonds perdu des recherches et

Le fait est que la biochimie, la génétique, la médecine, etc. avancent à un rythme misérable, très en deçà des possibilités humaines; que la théorie prend un retard croissant sur la pratique; que, faute de fonder (par l'anthropologie philosophique, par la philosophie des sciences) ses propres démarches, sciences et techniques ont cessé de se comprendre, sont devenues incapables de rendre compte d'elles-mêmes¹. Et que jamais encore, en régime capitaliste, la réduction des dépenses militaires n'a été faite intégralement au bénéfice des équipements sociaux et de la recherche civile.

Militarisation de la science, industrialisation de l'Université, avilissement commercial de la culture, subordination de la production d'hommes humains à la production de profits : nous retrouvons l'incapacité du capitalisme (et, plus généralement, de l'économie politique) à assurer la production en fonction des besoins, à promouvoir une expansion qui soit non plus quantitative, mais qualitative².

La logique interne du système capitaliste assimile la production à la production de biens ou services vendables et ne peut mesurer les richesses produites qu'en termes monétaires. Or, le monde n'est pas produit seulement dans les usines, ni le surcroît de richesses par la plus-value. L'une et l'autre sont produits partout où l'homme

productions socialement utiles, peut être économiquement exacte dans certains secteurs, mais néglige l'obstacle *politique*. En effet :

1^o Elle est économiquement exacte dans la mesure *seulement* où les *recherches* civiles, financées sur fonds publics, peuvent donner lieu rapidement à des fabrications de série *civiles*; ce qui n'est point le cas pour les secteurs électronique et nucléaire, par exemple. A défaut de commandes militaires, ces industries ne seraient pas assurées d'un grand débouché, avec grands bénéfices, pour leur production scientifique.

2^o Le financement par l'État de grandes réalisations civiles d'intérêt public, supposerait la détermination démocratique des besoins et leur satisfaction sociale moyennant une redistribution *sociale* des ressources. Mais ce serait là la fin du pouvoir politique du capital, de sa domination sur la production et la répartition du revenu national. *L'économie de marché serait sapée*, l'initiative publique tendrait à se substituer à l'initiative privée, la production et l'accumulation tomberaient sous contrôle social. (Voir les articles de Joseph Gillman, in *les Temps modernes*, n^o 188 et 189).

1. Voir Husserl, *Die Krisis der Europäischen Wissenschaften*.

2. Voir J. K. Galbraith : « La production privée de biens et services, si frivoles soient-ils, jouit d'une sanction morale qui n'est accordée à aucun service public, la défense nationale exceptée... L'expansion du secteur privé fournit ce dont notre besoin est le moindre, au détriment de ce dont nous avons le besoin le plus grand... »

façonne le monde pour l'homme, entre en relation avec les autres hommes et se produit ainsi comme homme même¹.

Cette circonstance pouvait rester masquée dans la mesure où la subordination des exigences humaines aux impératifs de la production leur était imposée par la rareté comme une condition de leur survie : la praxis n'était alors que *le moyen* de produire le *nécessaire*, elle s'appréhendait comme étant l'inessentiel face aux produits qu'elle *servait* à arracher à la nature.

Mais nous avons vu que ce rapport de subordination tend à s'inverser grâce à un double processus : la couverture des besoins matériels les plus fondamentaux, et l'affinement des techniques productives. En même temps qu'il est relativement délivré de la pression des besoins vitaux (ce qui serait, en soi, encore insuffisant), l'individu tend, par la *nature* même de son travail, à se saisir comme praxis créatrice portant en elle-même sa finalité souveraine. Dans le travail en équipe de travailleurs qualifiés et égaux, s'organisant eux-mêmes en fonction d'une tâche dont le mode d'exécu-

« Nous avons créé un système économique très puissant. Nous devons reconnaître son efficacité. Mais il est naturellement porté à se servir de sa puissance en vue de ses fins propres. Il serait surprenant qu'il n'emploie pas cette puissance à plier les hommes à ses fins. Nous acceptons en fait la subordination de l'individu, et partant, de la qualité de la vie à des impératifs économiques apparents... »

« L'industrie du tabac n'a pas caché son mécontentement au sujet des savants qui, se fondant sur des preuves scientifiques irréfutables, ont démontré que les cigarettes sont une cause du cancer des poumons... L'industrie a besoin de maintenir et d'augmenter la consommation de cigarettes, sans égards pour le cancer et sans être gênée par une propagande adverse... »

« La priorité donnée aux objectifs économiques entre en conflit avec la vérité et l'esthétique... Elle conduit à dépeindre systématiquement la réalité sous des couleurs démenties par la science et l'esprit adulte... Aucune harmonie préétablie n'existe entre les fins économiques et esthétiques. Au contraire. Longtemps nous avons accepté la laideur et la saleté comme prix du progrès industriel. Il n'y a aucune raison de continuer. Les dépenses et la planification sociales qui effacent ou limitent la crasse et qui préservent ou recréent la beauté, qui permettent à l'art et à la culture d'exister pour eux-mêmes et non pas comme sous-produits du mercantilisme, seront coûteuses. Il faudra sans doute les payer par une baisse de l'efficacité industrielle. Mais les performances économiques, si elles sont une partie importante de la vie, ne sont pas tout. » (*Economics and Aesthetics, in New York Herald Tribune, 17 janvier 1964*).

1. « Ce qui s'appelle aujourd'hui travail est seulement... cette partie répugnante et dangereuse de la production que la religion et la morale honorent du nom de *travail* et sur laquelle elles osent déverser des sentences de toute sorte en guise de bénédiction... La morale du monde dans lequel nous vivons se garde bien d'appeler travail aussi les relations des hommes dans leurs aspects plaisants et libres. » (Marx, *Idéologie allemande*, St. Max).

tion ne peut leur être commandée, cette *praxis-sujet* n'est plus subordonnée (l'inessentiel) par rapport à l'objet, elle est activité souveraine d'auto-régulation en vue d'un objet qui reflète sa liberté au groupe et le confirme en elle. Le travail se saisit donc immédiatement comme étant non seulement la production d'une *chose* prédéterminée, mais comme étant d'abord la production d'une *relation* des travailleurs entre eux. Et ceux-ci, en raison de la division sociale et même internationale du travail, se trouvent en communication (infiniment médiatisée, mais néanmoins sensible) avec le monde entier.

Le travail n'est plus seulement production d'objets-marchandises, la force de travail n'est plus seulement assujettie à l'inertie des choses, le travailleur n'est plus seulement l'instrument de la société cherchant à organiser la survie. Travail, force de travail et travailleur tendent à s'unifier dans des *personnes* qui se produisent en produisant un monde. Et cette production a lieu, tout autant que sur les lieux de travail, dans les écoles, les cafés, les stades, les voyages, les théâtres, les concerts, les journaux, les livres, les expositions, les communes, les quartiers, les groupes de discussion et de lutte, bref partout où les individus entrent en relation les uns avec les autres et *produisent* l'univers des relations humaines.

De plus en plus, cette production tend à faire partie intégrante non seulement de la production de l'homme mais de la reproduction — *nécessairement* élargie — de la force de travail elle-même. Le développement international et intercontinental des échanges; la division du travail à l'échelle d'espaces économiques de plus en plus vastes; la tendance aux spécialisations régionales et nationales; la rapidité des communications, etc., mettent chaque activité productive, à travers le jeu de médiations de plus en plus nombreuses, en relation avec l'univers entier et tendent à son unification pratique.

Il est impossible de produire des artichauts dans le Léon ou des agrumes en Sicile sans se préoccuper de l'activité des autres producteurs, non seulement du Léon et de la Sicile, mais du Midi français, d'Espagne et d'Algérie. Il est impossible de produire des turbines à Grenoble sans connaître ce qui est fait à Milan, Ljubliana, dans la Ruhr et en Écosse. Et cette connaissance ne fait pas partie de la « force de travail » du directeur commercial ou du président de coopérative seulement, mais de chaque ingénieur, technicien, chef d'équipe et, par la médiation de celui-ci, de chaque ouvrier et de chaque coopérateur. Il est impossible, dans une unité de production moderne, même moyenne, d'être à la hauteur de sa

tâche sans se mettre au courant de l'histoire mondiale en cours. Et il est impossible d'ignorer l'évolution politique, scientifique, technique, socio-économique, culturelle au sens le plus large, sous peine de perdre la capacité d'entrer en relation avec les autres, même proches, sous peine de subir cette oppression absolue qu'est la conscience d'ignorer ce que les autres connaissent.

C'est pourquoi l'activité culturelle fait partie intégrante de la reproduction (nécessairement élargie) de la force de travail, c'est-à-dire de la capacité des individus de coopérer à une tâche commune déterminée. C'est pourquoi aussi l'activité culturelle est un *besoin*. Et c'est pourquoi enfin, la réduction de la semaine de « travail » reste une revendication fondamentale, de même que la multiplication des équipements culturels *et leur auto-gestion* par les travailleurs. Le temps nécessaire à la reproduction de la force de travail n'est le même en 1964 qu'en 1904 pour aucun type de travailleur, pas plus qu'il n'a jamais été le même pour un pianiste de concert que pour un accordeur de pianos. L'augmentation du temps libre n'est pas l'augmentation du temps vide, mais l'augmentation du temps (socialement productif) qui est objectivement et subjectivement nécessaire à la production d'individus humains et d'un monde humain.

Face à cette nécessité, il est vrai, la civilisation néo-capitaliste a mis sur pied un appareil répressif gigantesque : appareil au service de la mystification, de la perpétuation de l'ignorance, de la destruction de la culture, de « l'extéro-conditionnement », de la transformation du temps libre en temps passif et vide, consacré à des divertissements stériles, qu'une terreur suave somme chaque individu de consommer. Il s'agit de dévier le besoin culturel en corrompant jusqu'à la conscience qu'il a de lui-même, en l'avilissant par l'offre d'objets vils et en tournant en dérision, au nom du primitivisme d'une éthique de masse, la création culturelle et ses agents¹. Cette démagogie du nivellement et du moindre effort

1. La culture de masse, sous-produit de la propagande commerciale, a pour contenu implicite une éthique de masse : jouant sur l'ignorance, l'entretenant en la flattant, elle mise sur le ressentiment des ignorants à l'égard de celui qui « sait », les persuade qu'ils sont méprisés par lui et cautionne ou provoque leur dédain pour lui. Cette démagogie abjecte, dont la haine pour « les intellectuels » (terme qui n'est pas devenu injurieux aux U.S.A. seulement) et la culture se retrouve dans tous les mouvements fascistes, ne professe un culte pour les individus exceptionnels que dans la mesure où leur supériorité peut être mise au compte de leur *être*, non de leur *faire* : athlètes, reines de beauté, personnages

commence par être commerciale et finit par être politique : pour vendre du journal, des ondes radiophoniques et de l'espace publicitaire, on commence par flatter la superstition contre la rigueur, par préférer les mythes aux faits, le sensationnel au signifiant; on préfabrique de l'individualité pour la vendre à des individus chez qui on l'a détruite (continuant à la détruire par cette vente au forcing), et on finit par préférer et par vendre, avec les mêmes techniques commerciales, la « personne » d'un Guide, d'un Chef, d'un Dictateur paternel détenant des solutions magiques.

Ce totalitarisme doucereux de la civilisation monopoliste est une conséquence autant qu'une cause¹. Il est cause dans la mesure où la technique de vente du capitalisme « opulent » est une technique de manipulation *et de domination* qui vise délibérément, appliquée à la vie publique, à enraciner psychologiquement le pouvoir de la production et du commerce et à briser les forces qui le contestent. Il est cause encore pour autant qu'il vise à détruire la communication concrète et autonome des individus et leurs relations humaines, pour autant qu'il vise à masquer aux agents de la praxis que l'univers qu'ils produisent est bel et bien leur produit. Mais cette mystification, évidemment, n'est elle-même possible que parce qu'elle est menée sur un terrain qui lui est *déjà* favorable : parce que la destruction de l'univers des relations humaines, le déracinement de la culture, la spécialisation et la mutilation des individus sont un processus déjà avancé. Ce processus a pris son origine dans le retard que les priorités « spontanées » de l'expansion monopolistique ont imposé au niveau culturel sur le niveau pratique.

L'insuffisance, puis le nivellement et l'industrialisation de l'enseignement; la répression de l'activité culturelle autonome par la militarisation du travail industriel, la pénurie d'équipements collectifs, le rationnement du temps libre; la dispersion plus ou moins délibérée des travailleurs par l'habitat (c'est-à-dire l'impossibilité dans laquelle ils sont mis de communiquer et de se regrouper après le travail, l'obligation qui leur est faite de vivre où ils ne

princiers. C'est en effet que la supériorité *d'être*, physique ou héréditaire, peut passer pour un produit de la Nature — du sol, de la race, du Peuple, de la Nation — dont tous les individus sont issus, et leur refléter ainsi une communauté naturelle avec le héros, leur propre aristocratie par participation, leur identité originare, revendiquée dans le chauvinisme.

1. Voir Herbert Marcuse, *The One-Dimensional Man*, Beacon Press, Boston, 1964. Je regrette de n'avoir pas pu tenir compte jusqu'ici de ce livre à bien des égards remarquable.

travaillent pas et de travailler où ils ne vivent pas) — tout cela a tendu à former ces individus seuls et paumés, impuissants en raison de leur dispersion et de leur ignorance face aux mécanismes nés de leur travail collectif.

Et c'est chez ces individus sous-développés et mutilés (délibérément mutilés dans la mesure où leur exploitation s'en trouvait facilitée et où leur développement humain passait pour une « dépense improductive ») que le capitalisme monopolistique, pour perpétuer sa domination, continue de réprimer et de dévier les besoins culturels, d'exploiter et de flatter le sentiment d'impuissance et l'ignorance.

Il s'agit là d'un aspect particulièrement odieux de la subordination des individus à la production. Mais nous avons déjà vu que cette subordination tend à devenir un obstacle pour la production elle-même; et que, dans la mesure où celle-ci exige des travailleurs ayant une vue synthétique du cycle productif, des processus socio-économiques et du processus de production lui-même, une contradiction se fait jour entre l'industrialisation de la culture et la culture des sociétés industrielles.

3. LA TECHNOCRATIE.

Dès lors, un double mouvement s'amorce. A la base, dans les industries techniquement les plus avancées — comme d'ailleurs dans les couches professionnellement qualifiées de la petite et moyenne paysannerie — les travailleurs tendent à l'auto-gestion (coopérative et régionale, dans le cas des paysans) des moyens de production et de la vie locale et régionale, gestion pour laquelle ils ont les compétences nécessaires. Le pouvoir *technique* a déjà échappé à la bourgeoisie (au patronat), à ce niveau, et son pouvoir économique est compromis par un processus inévitable de concentration financière.

Au sommet, pendant ce temps, la bourgeoisie voit son pouvoir limité au profit des technocrates, spécialistes de la coordination, de la prévision et de la synthèse que les agents économiques locaux, si puissants qu'ils soient d'ailleurs, ne sont pas capables d'assumer. Une mince couche de spécialistes est ainsi chargée d'assumer seule la tâche de centralisation et de synthèse indispensable au fonctionnement du système dans son ensemble, tâche pour laquelle les agents économiques, quels qu'ils soient, ne disposent généralement ni du *temps*, ni de la compétence, ni des *informations*

nécessaires. Totalitaire et dictatorial (au sens large), l'appareil technocratique ne répond cependant à une nécessité qu'*en raison* d'un malthusianisme culturel qui prive les individus (y compris la majorité de la bourgeoisie elle-même) des compétences nécessaires à l'exercice de l'auto-gestion, de la démocratie à tous les niveaux¹. La décadence de la démocratie politique, que la technocratie aime à attribuer à la « sclérose » des partis et au retard des idéologies politiques sur les réalités économiques, a donc en fait des raisons plus profondes : elle tient à l'incapacité — due elle-même *au retard culturel et éducatif* — des individus, groupés ou non (des patrons, des « élites » politiques, de la bourgeoisie en tant que classe, des travailleurs organisés), à assurer eux-mêmes la gestion de la production sociale et de la société, à quelque niveau (local, régional, national; au niveau des branches, des secteurs, des villes) que ce soit.

Le pouvoir technocratique surgit ainsi bien moins comme une nouvelle forme de la domination directe du capital monopoliste, que comme une forme contradictoire et *médiée* de ce pouvoir. La technocratie, bien que ses membres soient le plus souvent d'origine bourgeoise, n'est pas, d'une façon générale, le commis des monopoles et n'exerce pas nécessairement le pouvoir pour le compte de ceux-ci. Elle est plutôt la médiatrice entre *les* intérêts particuliers et contradictoires des capitalistes d'une part, l'intérêt général du capitalisme d'autre part, et enfin l'intérêt général de la société.

Le pouvoir de la technocratie ne peut être identifié tout simplement au pouvoir direct, totalitaire du capital monopoliste, bien qu'il soit un pouvoir totalitaire et bien que ce pouvoir s'exerce, *en fait*, au profit du capital monopoliste. Bien plus que les dépositaires ou les représentants du pouvoir de la bourgeoisie comme

1. La nécessité de la dictature (ou centralisation du pouvoir réel) technocratique ne découle pas, à mon avis, de la nécessité d'une coordination et d'un encadrement central des centres de décision. Le système d'auto-gestion yougoslave, qui s'est trouvé, comme il fallait s'y attendre, devant le problème de la coordination et de l'intégration de gestions décentralisées, a entrepris de lui donner une solution qui ne renforce pas le pouvoir central : la Constitution yougoslave de 1963 confie les tâches de coordination à des Chambres fédérales spécialisées, où siègent *les représentants des organismes d'auto-gestion* des divers secteurs (industries, culture et éducation, Santé, Administrations), les technocrates du Plan central étant contrôlés à la fois par ces Chambres spécialisées, par l'Assemblée fédérale et par un Sénat, et le droit à l'auto-gestion de toutes les entreprises (écoles, hôpitaux, administrations, etc. comprises) étant renforcé.

classe, les technocrates sont une « caste » : seuls spécialisés dans les tâches de coordination et de synthèse, ils ne peuvent accomplir ces tâches sans avoir — et sans revendiquer, en raison de leur travail, comme une exigence inhérente à celui-ci — une autonomie à l'égard de tous les intérêts, y compris les intérêts variés des groupes capitalistes.

Par sa fonction même, la technocratie tend donc à se situer « au dessus des classes », à nier la nécessité de leur lutte, à se proposer comme médiatrice et comme arbitre et, ce faisant, à entrer en contradiction avec elles. La fameuse « dépolitisation » des masses qu'elle prétend *constater*, n'est pas un fait qu'elle observe; c'est au contraire le but qu'elle *poursuit*, le résultat qu'elle *cherche à obtenir* — et obtient dans une mesure très limitée. La « dépolitisation » est l'idéologie de la technocratie elle-même. La prétendue « neutralité » de l'État est l'idéologie de justification du *pouvoir* et de la domination que la technocratie est amenée à revendiquer pour elle-même, par la logique de sa situation.

Le conflit de la technocratie avec les classes laborieuses aussi bien qu'avec la bourgeoisie, est toutefois profondément ambigu : cette caste refuse d'emblée de se déterminer sur le terrain politique. *Objectivement* progressiste (ou « de gauche ») dans ses démêlés avec les groupes monopolistes, elle est *subjectivement* conservatrice (« de droite ») dans ses conflits avec la classe ouvrière. Prétendant éliminer d'avance la question du *pouvoir*, qu'elle estime ne pouvoir être détenu que par des gestionnaires professionnels, elle cherche sa bonne conscience dans les critiques contradictoires qui lui sont faites : face aux groupes monopolistes, elle intériorise le conservatisme qui lui est reproché à gauche, en montrant que les mesures de rationalisation qu'elle préconise consolident et protègent le système capitaliste. Face au mouvement ouvrier, elle se pare de ses conflits avec les groupes monopolistes pour invoquer son rôle objectivement progressiste.

Ce double jeu est évidemment une mystification : prétendre tenir la balance égale entre une bourgeoisie qui *est au pouvoir* et la classe ouvrière qui *n'y est point*, c'est nécessairement faire le jeu de la première. La technocratie est conservatrice *idéologiquement* (subjectivement) dans la mesure même où son progressisme *objectif* lui sert *d'alibi* dans son travail de consolidation du système existant, dans son effort pour en arbitrer les conflits et pour y résorber les forces anti-capitalistes.

Ce conservatisme lui est commun avec tous les techniciens, dans la mesure où ils sont empiristes. Gérant d'un appareil dont il n'a

en vue que le bon fonctionnement et l'efficacité, le technicien se soucie de l'outil bien plus que du but qu'il sert. Il se situe d'emblée à l'intérieur d'une rationalité constituée, de fins prédéterminées, que son travail (et sa formation) ne le porte pas à remettre en question. N'est vrai pour lui que ce qui fonctionne, ne valent pour lui que des propositions immédiatement applicables. Le reste est utopie.

Cette attitude est cependant essentiellement fragile. Le rôle d'arbitre et de gérant neutre, au-dessus des classes et des partis, dévoué à une rationalité qui les transcende, ce rôle que s'attribue le technocrate n'est tenable qu'à trois conditions :

1^o Qu'il n'existe pas d'alternative au type de rationalité de la société existante, ou que cette alternative ne soit jamais suffisamment explicitée pour apparaître comme une exigence déjà à l'œuvre, pour dévoiler le système présent comme un ensemble *de choix* qui anticipent des solutions, des finalités, un modèle de vie, au détriment d'autres choix, d'autres finalités, d'un autre modèle dont la raison supérieure fasse éclater l'irrationalité de la rationalité présente.

2^o Que l'incompétence des forces anti-capitalistes soit évidente, que leur incapacité à gérer l'économie et l'État sans catastrophe saute aux yeux. Seule cette incompétence, cette incapacité éclatante et l'absence d'une alternative anti-capitaliste suffisamment élaborée et cohérente, peuvent justifier et confirmer la technocratie dans sa « vocation » de servir le capitalisme.

3^o Que le mouvement ouvrier, d'autre part, soit néanmoins assez puissant pour équilibrer les pressions que le capital monopoliste exerce sur l'État, c'est-à-dire sur la technocratie elle-même. Seul un mouvement ouvrier fort peut préserver celle-ci de devenir la servante du capital monopoliste, la gérante d'une mise en coupe réglée de la société, la complice des répressions et des dévastations culturelles d'un capitalisme sans contre-poids¹.

Dans la mesure où l'incompétence du mouvement ouvrier et l'absence d'une perspective anti-capitaliste cohérente sont réelles, la technocratie déploiera donc ses efforts en vue d'attirer dans son camp et d'intégrer aux institutions de l'État capitaliste toutes les organisations ouvrières susceptibles de se prêter à ce jeu, sans pour autant détruire le mouvement ouvrier en tant que contre-

1. Cf. Bruno Trentin, *Les doctrines néo-capitalistes et l'idéologie des forces dominantes*, in *les Temps modernes*, septembre-octobre 1962.

poids « loyal » (ou « pouvoir compensateur ») au pouvoir du capital monopoliste¹.

Si, en revanche, le mouvement ouvrier ne se replie par sur lui-même dans la défensive, mais s'attaque à l'élaboration d'une alternative anti-capitaliste, aux objectifs stratégiques échelonnés et économiquement cohérents, il détruira l'idéologie de justification de la technocratie, la contraindra à choisir entre les monopoles et le mouvement ouvrier, et détachera une partie non-négligeable des membres de cette « caste ». Et cela non seulement parce que le mouvement socialiste ne pourra plus leur apparaître comme un simple mouvement de protestation, capable de briser l'appareil de production, mais non de le gérer en vue d'autres fins; mais aussi parce qu'une minorité de technocrates se mettent au service du capital monopoliste non par vocation, mais parce qu'ils ne trouvent d'autre débouché pour leur compétence, croient pouvoir pratiquer une politique du « moindre mal » et ne voient pas de chemin réel au socialisme.

Il en va pour eux comme pour ce vaste secteur des couches populaires et moyennes qui sont affectivement « socialisantes » mais pratiquement sceptiques. Elles ne se détermineront qu'en fonction des *objectifs intermédiaires*, c'est-à-dire des *médiations* qui leur feront apercevoir le socialisme non comme un au-delà de la société présente, séparé d'elle par une muraille infranchissable, mais comme l'horizon réel d'exigences *internes* à cette société — comme un horizon vers lequel l'échelonnement d'objectifs intermédiaires *réalisables*² indique une voie praticable. La seule possibilité de cette voie contraindra cette masse diffuse de « socialisants » à un choix qui, dans le passé récent, lui a été trop souvent épargné.

D'ailleurs, le concours de technocrates est indispensable au mouvement ouvrier pour la détermination (mais non la définition) de certains objectifs stratégiques, d'une alternative anti-mono-

1. Les tentatives pour intégrer complètement le syndicalisme, de haut en bas, (c'est-à-dire jusqu'au niveau des entreprises), et pour le faire participer (et collaborer) en *position subalterne* à la gestion capitaliste, ne sont pas abandonnées pour autant. Cf. F. Bloch-Lainé, *Pour une réforme de l'entreprise*, Seuil, 1963.

2. Je préfère la notion d'objectif intermédiaire à celle de « programme de transition ». Celui-ci, en effet, maintient le socialisme dans l'au-delà hypothétique; celui-là, en revanche, l'annonce et le contient comme son sens explicite, et se donne comme un acquis *permanent* de la lutte socialiste. Cf. Lucio Magri, *loc. cit.*, p. 622. Il ne s'agit pas d'un objectif intermédiaire *entre* capitalisme et socialisme, mais d'un objectif *médiateur*, dénotant la possibilité et l'exigence de transformer celui-là en celui-ci.

poliste économiquement cohérente¹. Le fait est que le mouvement ouvrier, pour conquérir le pouvoir et pour gérer l'État, a besoin de gestionnaires spécialisés. Mais ce besoin ne doit signifier en aucune façon que l'État socialiste puisse ou doive conserver le caractère dictatorial et totalitaire de l'État capitaliste, ni que le socialisme puisse réserver, lui aussi, à la technocratie le *monopole de la gestion, de la synthèse et de l'organisation des rapports sociaux*.

4. LA CRISE DES VALEURS CAPITALISTES.

La formation de la technocratie comme outil et comme exécutante du pouvoir totalitaire et répressif de l'État, provient, dans toutes les sociétés industriellement avancées — qu'elles soient capitalistes ou socialistes — de l'impossibilité pour les travailleurs associés de gérer eux-mêmes leur production et leurs échanges. Mais cette impossibilité *n'est pas inhérente à la complexité de la production et des échanges sociaux*. Il s'agit, nous l'avons souligné, d'une impossibilité provoquée; d'une impossibilité à certains égards provoquée *délibérément*, par le sous-développement culturel; par la mutilation des individus dans leur travail et même déjà dans leur formation professionnelle; par la sur-exploitation de la force de travail, c'est-à-dire par la privation de temps libre et d'équipements culturels; enfin par l'absence ou la liquidation délibérée des institutions et des organes de gestion démocratique.

Cette formidable répression a été justifiée jusqu'ici au nom de l'efficacité, de la nécessité d'une division de plus en plus poussée du travail, en vue d'une productivité et d'une production de richesses rapidement croissantes. Mais avec l'avènement de l'au-

1. Voir Jean Dru, in *l'Express* du 30 janvier 1964.

La définition des objectifs ne peut être que le fait du mouvement populaire lui-même : car ces objectifs doivent expliciter des *besoins sociaux*, dont la satisfaction exige les réformes de structure, c'est-à-dire une modification du rapports des forces. Une fois ces objectifs définis, la collaboration de techniciens est indispensable pour déterminer les conditions de leur cohérence économique, les cadences de réalisation possibles, et donc, dans une mesure restreinte, les priorités. Car quelle que soit l'ampleur des réformes de structure, tout ne peut être fait à la fois, des préalables subsistent.

Réclamer *tout à la fois* (comme cela est arrivé au P.C.F.) la défense des petits paysans et des petits boutiquiers; l'augmentation des investissements sociaux et culturels; l'augmentation des salaires et de la consommation privée; la réduction de la durée de travail et la stabilité des prix, aboutit à un « programme » dont l'incohérence saute aux yeux, quel que soit le système économique.

tomation, cette tendance rationalisante et spécialisante atteint désormais une limite : elle devra être inversée si la civilisation industrielle avancée doit être autre chose qu'un système barbare de gaspillage et d'abêtissement. Au niveau de la production elle-même, elle se heurte à une évolution technologique qui tend à revaloriser le travailleur polyvalent et la praxis autonome. Le déplacement des manœuvres et des OS, rivés à leur poste solitaire, au profit d'équipes qualifiées, réglant elles-mêmes leur coopération, conscientes de leur pouvoir technique et de leur indépendance, met en crise la hiérarchie à l'intérieur et à l'extérieur des entreprises.

L'exigence d'auto-gestion qui naît de la praxis productive ne peut s'arrêter à la porte des usines, des laboratoires et des bureaux d'études. Des hommes qui ne peuvent être commandés dans leur travail ne pourront être commandés indéfiniment dans leur vie de citoyens, ni soumis aux décisions rigides d'administrations centrales.

La transition présente de la mécanisation à l'automatisation met en crise l'organisation du travail et les techniques de domination fondées sur elle. La notion de rendement individuel et même de temps de travail tend à devenir caduque, la frontière entre activité productive et loisir s'estompe; travail manuel et intellectuel tendent à aller de pair et à faire renaître un humanisme du travail que le taylorisme avait effacé. Mais cet humanisme du travail n'est lui-même qu'une forme transitoire : l'automatisation tendra à l'effacer à son tour, comme elle l'a effacé chez les techniciens de Marcoule, mettant en crise l'ensemble des « valeurs », de l'idéologie capitaliste. Déjà celle-ci nie les « valeurs » d'efficacité et de rendement maximum par les « valeurs » de consommation opulente et de confort. « La rationalité de la société (capitaliste) qui promeut l'efficacité et la croissance économique, devient elle-même irrationnelle... Elle exige et impose la production et la consommation en pure perte; le travail abrutissant là où il n'est plus nécessaire; des modes de divertissement qui adoucissent et prolongent cet abrutissement; le libre choix entre des produits de marque et des gadgets variés, vendus à des prix imposés et qui perpétuent l'aliénation... Elle approche d'un niveau où le progrès exigerait le bouleversement radical des finalités, si progrès il doit y avoir¹. »

Car le propre de la civilisation capitaliste, c'est que l'efficacité, la production, le rendement étaient ses « valeurs » suprêmes; ces « valeurs » se révèlent maintenant dans leur vérité : comme une

1. Herbert Marcuse, *loc. cit.*, p. xxii, 7, 16.

religion des *moyens*. Elles pouvaient trouver leur justification dans le milieu de la rareté aiguë en rendant possible une accumulation intense de moyens pour la vaincre. Dans le milieu de la rareté disparaissante, elles deviennent une religion du gaspillage et de l'opulence factice. Mais les deux systèmes de valeurs — celui qui exige que l'on s'abrutisse de travail, et celui qui exige que l'on consomme du superflu — ne peuvent coexister longtemps. Ils ne le pourraient que si l'abrutissement dans le travail était suffisant pour rendre les travailleurs incapables de loisirs et de consommations autres qu'abrutissants et passifs. Tel n'est plus le cas.

Quand l'individu se découvre comme praxis-sujet dans son travail, il n'est plus possible de lui faire consommer et détruire du superflu au prix de l'essentiel : la jouissance de lui-même. La création de richesses consommables n'a plus besoin d'être payée à ce prix-là dans le milieu de la rareté disparaissante. La disparité tend à devenir éclatante entre les biens que le capitalisme « opulent » offre aux individus, et les possibilités qu'en échange il leur dénie par la recherche d'une efficience plus grande encore, par la division des tâches et la centralisation des pouvoirs. « La liberté économique devrait signifier désormais être libéré *par rapport* à l'économique; être libéré des forces et des rapports économiques et de leur contrôle, être libéré de la lutte quotidienne pour gagner sa vie. La liberté politique devrait signifier pour les individus être libérés *de la* politique sur laquelle ils n'ont pas de contrôle réel. De même, la liberté intellectuelle devrait signifier le rétablissement de la pensée individuelle (qui est actuellement étouffée par la culture de masse et l'endoctrinement), la suppression de « l'opinion publique » et de ceux qui la font. L'apparence irréaliste de ces propositions dénote non leur caractère utopique, mais la puissance des forces qui s'y opposent ¹. »

Elle dénote aussi la puissance et la nature des moyens à mettre en œuvre pour briser cette opposition. Le seul humanisme qui pourra succéder à l'humanisme du travail est l'humanisme de l'activité libre et de l'auto-gestion à tous les niveaux. Il suppose que les individus, au lieu de se prendre et d'être pris pour les moyens de la société et de la production, soient pris et se prennent pour fin. Que ce ne soit plus le temps du travail, mais le temps libre qui devienne l'étalon de la richesse². Il n'est ni utopique, ni prématuré

1. *Ibid.*, p. 4.

2. Cf. Marx, *Grundrisse*, p. 593-4. 596.

« Dans la mesure où la grande industrie se développe, la création de richesse réelle dépend moins du temps et de la quantité de travail mis en œuvre, que de

d'engager le combat dans cette perspective. L'automatisation sera une réalité dans les sociétés industrielles avancées avant la fin du siècle. Il faudra bien une génération pour déshabituer les individus de l'idée qu'ils sont les outils de leurs outils; pour les habituer à une liberté qui sera à leur portée, et dont les sociologues se bornent à démontrer qu'elle « fait peur », sans démontrer en même temps que cette peur est due au vide dont la dictature de l'efficacité et du profit a empli des hommes mutilés.

« La cause dernière de la dégradation des loisirs se trouve dans

la puissance des instruments... dont la powerful effectiveness elle-même est sans rapport avec le temps de travail direct qu'ils ont coûté. Elle dépend plutôt du niveau atteint par la science et des progrès de la technologie, ou de l'application de la science à la production... La richesse réelle se manifeste plutôt dans l'énorme disproportion entre le temps passé au travail et son produit, de même que dans la disproportion qualitative entre le travail, réduit à une pure abstraction, et la puissance du processus de production qu'il surveille. Au lieu que le travail paraisse entièrement inclus dans le processus de production, c'est plutôt l'homme, maintenant, qui se conduit en surveillant et régulateur du processus de production lui-même. (*Ce qui vaut pour l'appareillage mécanique vaut également pour la combinaison des activités humaines et le développement des relations entre les hommes*). Ce n'est plus le travailleur qui intercale entre soi-même et la chose un objet naturel modifié [c'est-à-dire un outil] en tant que chaînon intermédiaire; c'est plutôt le processus naturel, transformé en processus industriel, qu'il intercale comme moyen entre soi-même et la nature inorganique dont il se rend maître. Il assiste le processus de production, au lieu d'en être le principal agent. Dès lors, ce qui apparaît comme le pilier central de la production et de la richesse, ce n'est ni le travail immédiat qu'accomplit l'homme lui-même ni la durée de son travail, mais *l'appropriation de sa propre force productive* en général, sa compréhension de la nature et sa domination sur elle en tant qu'il agit comme membre de la société — c'est, en un mot, *le développement de l'individu social*...

« Dès que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse et doit cesser d'être la mesure de la richesse, et la valeur d'échange la mesure de la valeur d'usage. Le surtravail de la masse a cessé d'être la condition pour le développement de la richesse générale, de même que le non-travail de quelques-uns a cessé d'être la condition pour le développement de la puissance intellectuelle... Le libre développement des individualités et non la réduction du temps de travail nécessaire pour produire du surtravail; la réduction à un minimum du travail nécessaire de la société [devient le but de la production], à quoi correspond alors le développement artistique, scientifique, etc, des individus, grâce aux loisirs et aux moyens créés pour eux.

« Mais le capital répugne à réduire le temps de travail à un minimum puisqu'il pose le temps de travail comme seule mesure et source de la richesse. *Il réduit donc le temps de travail sous sa forme nécessaire pour l'augmenter sous sa forme superflue; il pose donc le superflu, dans une mesure croissante, comme condition du nécessaire.* D'un côté donc, il suscite toutes les puissances de la science et de la nature, de même que de la combinaison et des rapports sociaux, pour rendre

la dégradation du *travail* et de la *société*¹ »; dans la subordination de l'État à l'intérêt du capital; dans la destruction des organes et des institutions de la démocratie, court-circuités pour les options de fond par les puissances économiques, soustraites au contrôle des assemblées élues. A mesure que les techniciens qui, actuellement, dépérissent d'ennui à Marcoule, à Lacq et ailleurs, administrés avec une très bureaucratique et lointaine efficacité par des fonctionnaires aussi ennuyés qu'eux-mêmes, à mesure que ces techniciens deviendront une réalité prédominante, le chemin de la libération passera inévitablement par la conquête du droit pour les individus de « s'administrer » eux-mêmes, dans leur travail, leur entreprise, leur commune, leurs loisirs, leur habitat, leurs services culturels et sociaux.

Mais ce jour-là, il serait déjà trop tard, si cette conquête n'est pas préparée dès à présent. La déspecialisation, la généralisation et l'auto-gestion de l'enseignement supérieur; la décommercialisation de l'information et de la culture, la décentralisation et la multiplication des centres de décision démocratiques; l'élargissement des autonomies locales, provinciales, régionales; la multiplication des centres et des équipements culturels auto-gérés sont des revendications fondamentales dès à présent.

5. LA BATAILLE CULTURELLE.

« Sans doute, écrit Herbert Marcuse², le travail doit précéder la réduction du travail, l'industrialisation doit précéder les développements des besoins et des satisfactions individuels. Mais de même que toute liberté dépend de la conquête préalable de la nécessité, de même la réalisation de la liberté dépend des *techniques* de sa conquête. » Les moyens déterminent la fin, et quand la fin est le

la création de richesses (relativement) indépendante du temps de travail qui y est consommé. D'un autre côté, il veut mesurer d'après le temps de travail les gigantesques forces sociales qu'il a ainsi créées, et les enfermer de la sorte dans les limites requises pour maintenir comme valeur la valeur déjà créée. Les forces productives et les rapports sociaux — qui sont deux faces différentes du développement de l'individu social — n'apparaissent au capital que comme des moyens, et ne sont pour lui que des moyens pour produire à partir de sa base bornée. En fait, toutefois, elles sont les conditions matérielles qui permettent de faire voler en éclats cette base... Car ce n'est plus alors la durée de travail, mais le temps libre qui est la mesure de la richesse. »

1. Ernest Mandel, *Traité d'Economie marxiste*, II, p. 363 (Juillard éd).

2. *Op. cit.*, p. 18.

« développement omnilatéral de l'individu », elle ne peut être poursuivie n'importe comment.

La dictature de fait du capitalisme organisé ne peut plus être combattue, dans les pays industriellement avancés, au nom d'une dictature opposée ou différente seulement par des détails et par son décor. Elle ne peut être combattue sur le terrain économique et politique seulement. Autant que sur la production et la distribution des richesses, la dictature du capital s'exerce sur la *manière* de les produire, sur le *modèle* de consommation et sur la *manière* de consommer, sur la manière de travailler, de penser, de vivre. Autant que sur les ouvriers, les usines et l'État, elle s'exerce sur la vision de l'avenir de la société, sur son idéologie, ses priorités et ses fins, sur l'apprentissage que font les individus d'eux-mêmes, de leurs possibilités, de leurs relations à autrui et au reste du monde. Elle est économique, politique, culturelle, psychologique à la fois, elle est totale.

C'est pourquoi il convient de la combattre totalement, à tous ces niveaux, au nom d'une alternative globale. Un combat qui ne se situerait pas d'emblée sur le terrain culturel, « idéologique » et théorique comme sur le terrain *principal*, serait vain — aussi vain qu'un combat qui serait mené au nom d'une alternative globale, sans savoir l'incarner dans des médiations, sans savoir la relier à des luttes, à des besoins immédiats.

La bataille culturelle pour une conception de l'homme, de la vie, de l'enseignement, du travail, de la civilisation, est la condition de réussite de toutes les autres batailles pour le socialisme, puisqu'elle fonde leur signification. Mais pour être menée, cette bataille suppose que le mouvement ouvrier abandonne toute prétention ouvriériste et tout schématisme, qu'il rétablisse la recherche et la création théorique dans son autonomie et dans ses droits, qu'il laisse se développer librement tous les débats, qu'il ne subordonne pas la théorie à des opportunités tactiques éphémères. Jamais il n'a eu un besoin si grand de théoriciens, jamais, en France, il n'en a été si pauvre, abandonnant d'immenses champs de recherche potentiellement créatrice à des sociologues empiristes, abandonnant du même coup au néo-capitalisme le soin de forger une idéologie de consolation et de justification pour des couches sans cesse grossissantes de travailleurs non manuels.

Si le marxisme — en tant qu'humanisme de la praxis et du libre développement humain — voulait jouer perdant, il ne s'y prendrait pas autrement. En fait, il a tout à gagner à se saisir de tous les problèmes et à s'enrichir, dans la mesure où ils contiennent des apports concrets, des courants de recherches menées en marge de lui.

« La contradiction qui s'approfondit entre le développement monopolistique et les plus profondes exigences humaines, idéologiques et professionnelles des couches sociales intermédiaires, ne peut mûrir qu'à travers la médiation des élites, de l'avant-garde capable d'interpréter les exigences les plus profondes, les intérêts les plus permanents de ces groupes sociaux... Les contenus que le prolétariat peut exprimer dans son immédiateté ne sont pas suffisants pour constituer réellement une critique positive du système capitaliste... Le pouvoir ne sera pas conquis par le prolétariat sans l'alliance durable de forces sociales et politiques qui ne peuvent adhérer à une solution révolutionnaire que pour autant qu'elle s'offre à elles comme un ensemble positif bien défini. L'idéal de la société communiste, son contenu, ses institutions, ses valeurs, ne peuvent donc rester (s'ils le purent jamais) une vague promesse d'avenir, mais doivent devenir même sous la forme d'approximations successives, un élément décisif et préalable de la lutte pour le pouvoir¹. »

Le mouvement ouvrier occidental ne peut attendre que le modèle positif de la société à construire lui soit fourni de l'extérieur. Certes, on peut spéculer que l'automation mettra toutes les sociétés capitalistes en crise; elle détruira les critères quantitatifs et d'efficacité sur lesquels elles se fondent; elle fera apparaître que l'utilisation rationnelle des machines (du capital fixe) selon les exigences de rentabilité maximum, ne peut être obtenu qu'au prix d'une utilisation irrationnelle des hommes, de leur temps, de leurs facultés, au détriment de leurs exigences humaines. On peut spéculer encore que l'automation sera imposée aux sociétés capitalistes par les sociétés socialistes avancées, pour lesquelles il n'existe pas, bien au contraire, d'obstacle économique et idéologique (mais bien, actuellement, un obstacle bureaucratique) à son application.

Mais ce genre de spéculation renverrait simplement le problème d'une génération ou plus, tout en laissant subsister le risque que le capitalisme, pour maintenir ses critères de rationalité, se défende contre les conséquences sociales et politiques de l'automation par l'organisation du gaspillage et de la destruction à l'échelle planétaire. Il n'est pas possible d'attendre qu'un modèle tout fait nous soit fourni par les sociétés socialistes, qui émergent à peine de décennies d'accumulation forcée. Elles ne sont guère avancées dans la recherche théorique sur les finalités et le modèle de vie. Toutes les recherches menées à ce sujet dans le mouvement socialiste « occidental » seront pour elles un apport positif.

1. Lucio Magri, *loc. cit.*, p. 616, 619.

LE MOUVEMENT OUVRIER FACE AU MARCHÉ COMMUN

Au début de 1963, lors de la rupture des négociations entre la Grande-Bretagne et la C. E. E., deux gouvernements d'Europe continentale envisagèrent de mettre fin à l'expérience d'intégration européenne. Quelques heures de réflexion, toutefois, leur suffirent pour constater que la chose était impossible : bien que la Communauté européenne ne fût pas encore une réalité politique; bien qu'il n'existât que des amorces ou des projets de politique communautaire en des domaines bien délimités — les transports, l'énergie, l'agriculture — la C. E. E. était devenue un fait irréversible. Un espace économique « européen » était né dès avant son cadre institutionnel, par le fait des ententes, des accords, des interpénétrations et, surtout, des programmes d'investissement de trusts et de groupes financiers dont l'activité, cinq ans après l'entrée en vigueur du traité de Rome, tend à couvrir tout ou partie du Marché Commun.

Des milliers de regroupements, de prises de participation, d'accords de spécialisation, de cartels, de créations de filiales ont déjà couvert l'espace de la C. E. E. d'un réseau de « plans » parfois coordonnés, souvent concurrents, et donné naissance — au niveau de holdings, d'investissement trusts, d'interpénétrations monopolistiques et de chambres patronales « européennes » — à des centres de décision et à des inerties échappant au contrôle des pouvoirs nationaux.

L'envergure du problème que l'internationalisme des capitaux pose à la planification économique — régionale, nationale ou supranationale — devint alors manifeste. Une multiplicité de « planifications » privées était déjà en cours qui rétrécissait la marge de liberté laissée aux planifications nationales et imposait aux États, tant au niveau national qu'au niveau européen, des décisions et des orientations en matière de politique économique.

La libre circulation des capitaux — et surtout la concentration

des capitaux américains dans un petit nombre de branches sensibles — rend inefficace l'une des armes du dirigisme étatique : l'orientation sélective du crédit et la fiscalité sélective. Bon gré mal gré, l'État français, par exemple, a dû tolérer la création, par des capitaux anglo-saxons, d'entreprises dont les dimensions n'avaient de sens qu'à l'échelle du Marché Commun tout entier, et dont l'implantation allait parfois à l'encontre des priorités géographiques, économiques et sociales du Plan français.

La « vérité des prix », d'autre part, postulée par l'idéologie libérale du traité de Rome, a sonné le glas de toute une série de subventions directes ou indirectes (primes d'équipement, dégrèvements fiscaux, tarifs ferroviaires de faveur) par lesquelles l'État prenait à sa charge une partie des coûts de revient afin de maintenir en activité des entreprises et des régions incapables d'affronter la libre concurrence.

Toutefois, à d'autres égards, les planifications nationales (ou ce qui en tient lieu) se sont vu confrontées par la fusion commençante des économies, avec des tâches neuves par leur ampleur ou leur nature, tâches qui élargissent, au contraire, la marge de jeu laissée à l'interventionnisme public.

Il s'agit, principalement, de tâches de reclassement, de formation professionnelle, d'urbanisation, d'aménagement du territoire et de restructuration, liées à la reconversion de secteurs d'activités traditionnels soudain privés de leurs protections et de leurs subsides, au nombre desquels les industries extractives, la construction navale et, surtout, l'agriculture.

Le résultat de cinq années de Marché Commun est donc, à première vue, paradoxal : dans certains secteurs, les possibilités d'intervention publique se trouvent réduites, les centres de décision tendant à échapper aux instances nationales. Tel est notamment le cas des industries de base, des industries de grande consommation et des transports. Dans d'autres domaines, en revanche — politiques agricoles, régionales, salariales, notamment — la planification s'impose aux États comme une nécessité plus pressante que par le passé et les expose, virtuellement pour le moins, aux pressions des masses laborieuses, car l'orientation et le contenu de la planification publique dans ces domaines sont encore loin d'être prédéterminés par le cadre européen.

Faut-il en conclure que le Marché Commun a fait apparaître dans chaque économie nationale des contradictions nouvelles qui offrent de nouvelles possibilités d'initiative aux forces socialistes ? Et ces initiatives, s'il y a lieu, peuvent-elles s'exercer au niveau

de la planification ? Si oui, à quel niveau (national ou supranational) ?

Pour situer ces questions, j'esquisserai d'abord le sens prévalent des processus que le Marché Commun a déclenchés dans le capitalisme privé. J'examinerai ensuite s'il y a complémentarité ou contradiction entre ces processus et la nécessité renforcée de planifications nationales qui, à leur tour, appellent une planification supranationale plus ou moins prononcée. Cet examen, cela va de soi, ne saurait être déterministe, l'acuité et la nature des contradictions dépendant dans une assez large mesure du degré de conscience et de la combativité des travailleurs organisés.

Les quatre premières années de Marché Commun ont été marquées par une moyenne annuelle d'environ mille « regroupements et ententes » entre firmes de nationalité différente, et par un nombre à peu près égal de regroupements et ententes entre firmes françaises.

Ce processus est généralement considéré comme bénéfique par les planificateurs français. La concurrence internationale ou la crainte de la concurrence étrangère ont été, en effet, un moyen autrement efficace que la persuasion pour pousser l'industrie et, dans une moindre mesure, l'agriculture françaises à moderniser leurs méthodes.

Sans doute, le Marché Commun est une conséquence de l'expansion monopolistique, non sa cause principale. Mais il faut voir aussi que l'expansion monopolistique exigeait le Marché Commun pour pouvoir se poursuivre.

Car l'évolution technologique, les changements de dimension qu'elle a provoqués pour les unités productives, le volume des capitaux immobilisés, tout cela appelait un élargissement du marché. Sans cet élargissement, les oligopoles nationaux se seraient trouvés dans l'impossibilité de mettre en œuvre et de rentabiliser les potentialités de la technologie moderne et la production de masse qu'elle exige. Ils seraient tombés dans une infériorité durable par rapport aux trusts américains, avec toutes les conséquences que cela entraîne sur le plan des luttes interimpérialistes.

Ce raisonnement a d'ailleurs été le fait de technocrates beaucoup plus que du patronat, en France du moins. L'ouverture des frontières, la création d'un grand espace économique devaient mettre les monopoles nationaux en compétition avec leurs homologues étrangers, détruire leurs routines rentières, les pousser aux changements technologiques et aux changements de dimensions. Ce résultat a été atteint dans une très large mesure.

Dans une première phase, qui tire actuellement à sa fin, l'abaissement des barrières douanières a rompu, dans chacun des six pays de la C. E. E., pas mal d'équilibres anciens, fondés sur des ententes de cartel tacites ou occultes et sur des pratiques de monopole malthusiennes.

Leur schéma le plus répandu était la coexistence dans la plupart des branches industrielles de groupes puissants, disposant d'un fort degré de monopole, et d'une poussière de petites et très petites entreprises souvent marginales. Celles-ci, servant d'amortisseurs et de piétaille à celles-là, permettaient aux monopoles de régler leur prix de vente sur celui des entreprises les moins bien placées et de s'assurer ainsi une rente de technicité et des surprofits substantiels. L'existence d'un grand nombre de marginaux permettait, en outre, à la Chambre patronale de la branche concernée d'arguer auprès de l'État de ses difficultés pour obtenir des avantages fiscaux et des protections douanières dont les monopoles étaient les premiers bénéficiaires.

Les surprofits monopolistiques n'étaient réinvestis que dans une mesure restreinte; souvent, les monopoles jugeaient les techniques modernes trop coûteuses pour être rentabilisées sur le marché national. La protection douanière, au surplus, permettait de considérer l'adoption de ces techniques — et les efforts sérieux de recherche — comme des luxes superflus, sauf dans les branches et les firmes fortement exportatrices.

Le Marché Commun est venu déranger ces routines rentières. Il a fait redouter aux monopoles nationaux la concurrence d'homologues étrangers, plus avancés techniquement et disposant souvent de capacités excédentaires. L'ouverture des frontières faisait disparaître ou atténuait les situations de monopole. Aussi les pratiques de cartel ont-elles tendu à faire place à la concurrence monopolistique. Autrement dit, chaque monopole national, craignant l'invasion de son propre marché par des monopoles étrangers et l'accaparement par ceux-ci d'une part dominante du Marché Commun, doit chercher le salut dans la fuite en avant. Pour conserver son rang, il doit renforcer sa capacité concurrentielle et productive de manière à pouvoir disputer leurs propres marchés intérieurs aux monopoles étrangers. En cas de réussite, les adversaires étrangers reculeront sans doute devant une épreuve de force ruineuse et éviteront d'engager des batailles de prix.

Ce raisonnement a été tenu par à peu près tous les monopoles de la C. E. E. et de Grande-Bretagne. La course aux investissements (et au surinvestissement), à l'innovation technique, à la

modernisation et à la rationalisation qui en est résultée, a été l'un des facteurs de la haute conjoncture européenne des cinq dernières années.

Toutefois, tout comme les armées décidant leur ordre de bataille, les monopoles ont également dû faire la part du feu en faisant aller de pair une expansion de leur activité globale avec des replis tactiques concernant telles de leurs fabrications : mieux vaut abandonner d'avance les productions pour lesquelles des concurrents étrangers sont nettement mieux placés, et se concentrer sur les positions qu'on a de bonnes chances de tenir, voire d'améliorer. Un double mouvement de spécialisation s'est donc déroulé. Sur le plan national, tout d'abord, des monopoles réputés concurrents ont mis en commun des services de recherche, de vente ou des moyens techniques coûteux. L'éventail des fabrications de chaque firme a tendu à se resserrer en vertu d'accords de spécialisation, en vue d'atteindre la fabrication à grande échelle et l'abaissement des coûts unitaires. Les exemples français les plus célèbres à cet égard sont la fusion Rhône-Poulenc-Celtex (fibres artificielles), la fusion des départements chimie de Péchiney et de Saint-Gobain.

Parallèlement aux accords de spécialisation entre firmes de même nationalité se sont conclus des accords internationaux en grand nombre : échanges et acquisitions de brevets (particulièrement nombreux dans les industries nucléaires), mise en commun de services techniques et commerciaux (par exemple, dans l'automobile : Fiat-N. S. U., Renault-Alfa-Roméo), prises de participation réciproque, alliances de deux monopoles contre des tiers, etc. Mais aussi, en marge et à contre-courant de ce processus, rachat de petites ou moyennes entreprises par des trusts étrangers en vue de prendre pied directement sur un marché national et de disputer plus efficacement sa position de monopole au trust indigène concurrent.

Un premier objectif avoué du Marché Commun a ainsi été en partie réalisé : cessant d'être ménagées par les monopoles, les entreprises plus ou moins marginales, de type pré-capitaliste ou familial, ont été en bonne partie éliminées. Notamment, 20 % des petites entreprises de la construction électrique, 30 % dans le textile ont disparu en France. La débandade est à peu près générale dans l'industrie alimentaire française dont les firmes (familiales et artisanales pour la plupart, mais également les trusts de la biscuiterie, par exemple) passent sous contrôle américain à la première occasion pour conserver des chances de survie. (Il s'agit, en fait, de la « survie » professionnelle et financière des propriétaires qui,

en se vendant et en devenant salariés, gagnent un multiple de ce que leur aurait rapporté la poursuite de leur activité antérieure.)

Un second objectif du Marché Commun est la spécialisation à l'échelle de la C. E. E., conformément à la tendance mondiale à l'internationalisation des productions et à une division internationale du travail. Mais c'est la manière, précisément, dont ce processus d'internationalisation est en voie de s'accomplir en régime de concurrence monopolistique, qui fait apparaître la nécessité d'une certaine planification.

Selon la vision idyllique du Marché Commun, la création d'un espace économique comparable à celui des U. S. A. devait généraliser la création, en Europe, d'unités de production aussi puissantes et rationnelles que les américaines. La concurrence aidant, les prix devaient baisser, le niveau de vie augmenter, une prospérité « américaine » s'installer.

En fait l'expansion monopolistique des dernières années a fait apparaître, conformément aux prévisions d'économistes tant marxistes que bourgeois, trois facteurs de déséquilibre et d'inquiétude :

1° La mauvaise orientation des investissements et les surinvestissements;

2° La mauvaise localisation et répartition géographique des investissements;

3° La crise de l'agriculture, qui peut être considérée comme un aspect particulier du point précédent, puisqu'elle se manifeste principalement (mais non pas uniquement) dans les régions relativement délaissées par l'investissement industriel.

J'essaierai d'examiner maintenant dans quelle mesure la « planification » compatible avec le régime capitaliste peut remédier à ces déséquilibres et à ces distorsions, et de quel type est la « planification » dont la nécessité s'impose à la C. E. E., à ses États et à ses groupes privés dominants. J'esquisserai ensuite une critique de cette « planification » minimum et la possibilité pour le mouvement ouvrier de promouvoir des orientations différentes.

I. VERS LA CARTELLISATION.

En l'absence d'une complémentarité des diverses économies nationales, spécialisations et divisions du travail à l'échelle européenne ne pourraient avoir un caractère de rationalisation que si la répartition internationale des tâches avait un caractère concerté.

Si, en d'autres termes, les fédérations patronales des diverses branches d'industries procédaient à des échanges de vue réguliers, se communiquaient leurs prévisions conjoncturelles, leurs programmes d'investissements et, dans le cadre de ces confrontations, procédaient à une cartellisation générale à l'échelle européenne : répartition des marchés, répartition des productions en quantité, qualité et nature, fixation des niveaux d'investissement et des éventails de prix.

Ce genre de cartellisation est fort avancé dans quelques branches où, du reste, il remonte à l'entre-deux-guerres : ampoules électriques, fournitures de T.S.F. et matériel téléphonique, produits pharmaceutiques, équipements lourds, etc. Pour le moment, toutefois, les cartels couvrant l'ensemble des six pays de la C.E.E. pour une production déterminée, demeurent encore l'exception¹. Une première raison en est, nous l'avons vu, la rupture des anciens accords de cartel nationaux sous l'effet de la concurrence étrangère. Une seconde raison en est l'invasion du Marché Commun par des trusts américains qui, liés à l'intérieur des États-Unis par des accords de cartel souvent anciens, reprennent la lutte sur le territoire européen, dans l'espoir d'améliorer leur position aux États-Unis en la renforçant à l'étranger.

La concurrence que se livrent les trusts américains en Europe (où leurs investissements ont doublé en cinq ans), dans l'espoir de se tailler la part du lion sur le seul grand marché rentable qui s'offre, hors des États-Unis, aux produits de consommation américains, cette lutte contraint les trusts européens à accélérer à leur tour leur expansion, parfois en s'unissant contre l'envahisseur, le plus souvent en rivalisant de vitesse.

Dans l'automobile, par exemple, les investissements disproportionnés de Ford et de General Motors, dont les capacités de production, en Allemagne, ont respectivement quintuplé et triplé en quatre ans, ont provoqué, dans un premier temps, une course aux investissements de la part des grands constructeurs européens, britanniques y compris. La capacité de production européenne sera, selon les programmes actuels des firmes, de 8,5 millions de véhicules en 1965, pour un marché (intérieur et extérieur) de 3,5 millions de véhicules au plus. C'est donc, sauf bouleversement

1. La commission des ententes de la C.E.E. estime à un millier le nombre des accords de cartel conclus. A l'exception des exemples cités plus haut, il ne s'agit toutefois pas d'accords de cartel entre *toutes* les principales firmes européennes d'une même branche.

de la structure des prix, à une surcapacité de 55 % que l'on aura affaire.

De même, dans les fibres synthétiques, comme d'ailleurs dans le pneumatique, le matériel agricole et la pétrochimie, le seuil de rationalité est déjà franchi, de grosses capacités excédentaires existent, le chômage partiel, la fermeture d'ateliers, les « compressions de personnel » sont la règle. L'usine de polypropylène isotectique, par exemple, construite par la Montecatini à Brindisi avec, en grande partie, des fonds publics, pour tenir tête aux trois grands trusts américains de la fibre de synthèse (Dupont de Nemours, Monsanto et American Cyanamid), ne pourra être exploitée rationnellement avant quatre à cinq ans. Il en va de même pour les usines Dunlop en France, agrandies pour rivaliser avec les trusts américains Firestone et Goodyear; pour les usines de matériel agricole implantées ou agrandies en France dans le cadre de la compétition entre Massey-Ferguson, John Deere et International Harvester, etc.

Ainsi, le Marché Commun n'échappe pour le moment à la cartellisation que pour tomber dans le surinvestissement et le gaspillage de ressources qui se trouvent distraites d'emplois socialement et économiquement utiles. Le résultat immédiat en a été un « boom » des investissements qui, depuis 1962, tire à sa fin.

Il sera suivi dans une phase transitoire, dont le démarrage peut déjà être observé, par une nouvelle poussée de concentration industrielle et, surtout, financière¹. Celle-ci créera les conditions objectives d'une cartellisation générale des branches, cartellisation qui pourra être soit secrète et malthusienne, soit, selon toute probabilité, ouverte et cautionnée par l'Exécutif de Bruxelles.

Depuis plusieurs décennies, en effet, l'arbitrage entre trusts ne s'opère plus par la guerre des prix, « au finish ». Celle-ci est ruineuse pour les participants, son issue est incertaine, elle risque de provoquer des troubles sociaux graves et, dans le cas du Marché Commun, l'intervention des États aux côtés des groupes capitalistes en difficulté. De plus, comme l'écrivait avant la guerre un dirigeant de l'I.G. Farben, « une guerre des prix ne profite qu'aux consommateurs alors que le maintien d'un certain niveau de prix

1. L'un des principaux dirigeants de l'industrie automobile française déclarait en automne 1963 qu'il n'y a place, en Europe, que pour trois grands groupes, si l'industrie automobile veut pouvoir tenir tête aux trois trusts américains de cette branche. Il ajoutait que la concentration financière de la branche (sur le modèle de la B.M.C. britannique ou de la General Motors américaine) n'entraînerait pas de concentration technique à la même échelle.

est à l'avantage de tous les concurrents ». Depuis plus de trente ans, les trusts américains de l'automobile ne se concurrencent que par des innovations mineures avec hausse des prix constante et à peu près uniforme.

2. UNE « PROGRAMMATION EUROPÉENNE » ?

En raison même de leur puissance dévastatrice, les armes commerciales qu'accumulent les trusts sont donc destinées à ne pas servir : elles doivent rendre la guerre commerciale improbable et permettre à chaque groupe d'aborder la négociation (la cartellisation) inévitable à partir d'une position de force. Encore des accidents sont-ils toujours à craindre et le risque n'est-il pas exclu que le coût social de la concurrence monopolistique et ses gaspillages acculent des populations à la révolte. En 1961 déjà, M. Claude Gruson regrettait que « la France dût se constituer un potentiel de production exportatrice beaucoup plus fort que celui qu'elle aurait à constituer dans le cadre d'une politique de développement concertée ». Et il laissait entendre qu'il pouvait y avoir incompatibilité entre le surinvestissement privé et les objectifs sociaux du « Plan » français. Avec lui, la majorité des technocrates européens sont actuellement partisans d'une « programmation » concertée des investissements à l'échelle de la C.E.E., autrement dit d'une « planification à la française », supranationale, reposant sur la confrontation des programmes, préalablement homogénéisés, tant des États que des branches d'activité privées.

Nous verrons tout à l'heure que semblable « programmation », si elle peut, le cas échéant, ajuster les investissements aux progrès de la demande solvable — au lieu de les laisser utiliser comme une arme de conquête — ne les ajustera pas, pour autant, aux besoins réels. Mais ce qui importe pour le moment, c'est qu'une programmation européenne, telle qu'elle est actuellement projetée, aurait, en pratique, les mêmes effets qu'une cartellisation générale (tout en étant plus rationnelle encore) et ne verra sans doute le jour que lorsque les conditions de celles-ci seront mûres, c'est-à-dire après une nouvelle phase d'intense concentration monopolistique.

La technocratie européenne en est, d'ailleurs, plus ou moins consciente. Aussi son intention est-elle de hâter le mûrissement de ces conditions, lesquelles sont tout à la fois objectives et subjectives. La mêlée des groupes privés, patronnés ou appuyés à des degrés divers par les États nationaux, est en effet si complexe

qu'au moment même où un équilibre semblait sur le point d'être atteint, l'entrée en lice d'un nouveau trust (souvent extérieur à la C.E.E.), une percée technologique ou un nouveau produit modifie à nouveau le rapport des forces et relancent la concurrence et le surinvestissement. Dans la mesure où les trusts eux-mêmes (comme dans l'automobile, dans le grand équipement électrique et mécanique, etc.) deviennent sensibles aux risques conjoncturels de leur compétition¹, la technocratie européenne peut cristalliser chez eux une prise de conscience en proposant une « programmation » européenne.

Cette programmation n'a évidemment rien de commun avec une planification proprement dite. Conformément à la formule française, elle consiste à mettre les agents économiques en présence les uns des autres, à éclairer leur lanterne par des considérations générales sur la conjoncture, l'état prospectif du marché et l'équilibre offre-demande-investissements, pour leur laisser découvrir ensuite, au cours de discussions qu'on espère de plus en plus franches, si leurs intentions respectives, mises bout à bout, ont une cohérence économique ou non. Dans la négative, les ajustements découlent de la confrontation à laquelle se livrent les agents économiques — de « l'autodiscipline » qu'ils en viennent à s'imposer — bien plus que des éventuelles directives des « planificateurs ». Ceux-ci, pour l'essentiel, deviennent donc les catalyseurs d'ajustements et d'ententes (qu'il faut beaucoup de subtilité pour distinguer de cartellisations) qu'ils cautionnent par la même occasion et dont ils garantissent l'économicité. La liberté de décision des patrons reste entière (leurs décisions sont seulement mieux informées) et la recherche du profit maximum le critère déterminant. Dans les rares cas où les « planificateurs » interviennent de façon directe, leurs directives ne sont pas imposées d'autorité : au contraire, leur intervention consiste à rendre rentables — par dégrèvements fiscaux, primes, incitations financières — des opérations qui ne l'étaient pas, c'est-à-dire à couvrir les risques et à garantir les bénéfices.

L'extension à l'échelle de la C.E.E. de la « planification à la française » n'est pourtant pas encore assurée, bien que ses partisans gagnent du terrain. La partie décisive, pour eux, s'engagera lorsque

1. En octobre 1963, Georges Hérel, président de Simca (contrôlée par Chrysler), préconisait publiquement une « communauté européenne de la construction automobile » (C.E.C.A.) chargée de « rationaliser » les investissements tant européens qu'américains dans cette branche.

la récession, dont on observe depuis 1963 les signes avant-coureurs, mettra en évidence l'ampleur des surcapacités constituées; l'incapacité des États nationaux, privés de leurs instruments d'intervention économique par l'application du traité de Rome, à garantir plus longtemps le profit capitaliste et la tolérabilité sociale du système; et la nécessité donc de recourir à de nouvelles formes de direction et d'initiative publique pour assurer la rentabilité des capitaux, la poursuite de l'expansion économique et un niveau de vie tolérable à la majorité des habitants.

La victoire des « planificateurs », si elle est probable à ce moment-là, ne sera toutefois pas obtenue sans conflits aigus; car on peut prévoir que la récession économique donnera naissance à trois pressions divergentes sur les institutions européennes :

1^o Pressions « libérales » tendant à laisser s'instaurer un nouvel équilibre, après une phase de rajustements douloureux;

2^o Pressions inverses tendant à arrêter les frais, à redémanteler « l'Europe », à rendre aux États les moyens d'une politique économique autonome, dirigiste et protectionniste, afin de surmonter la crise;

3^o Pressions, enfin, en vue de « sauver l'Europe » menacée d'éclatement, par la création au niveau supranational des instruments d'intervention, de politique anticyclique et de planification que les États nationaux ont perdus.

Il n'est pas difficile d'imaginer d'où ces pressions divergentes émaneront :

1^o Les premières, des États-Unis, tant pour des raisons politiques qu'économiques (la domination commerciale et technique de l'Europe par les U.S.A., au sein d'un « marché atlantique », étant un gage d'unité politique de l'ensemble atlantique, et inversement), avec l'appui d'une partie importante des banques européennes et du grand patronat allemand, néerlandais et britannique;

2^o Les secondes, des couches pré-capitalistes et paléo-capitalistes (entreprises familiales, commerce traditionnel, petite et moyenne paysannerie) et, peut-être, d'une partie du mouvement ouvrier;

3^o Les troisièmes, de la technocratie européenne, du grand patronat néo-capitaliste et de la social-démocratie.

Laquelle de ces trois évolutions possibles offre le plus de possibilités d'initiative au mouvement ouvrier ?

1^o La première est à rejeter d'emblée : elle tend à « l'américanisation » de l'Europe, au propre et au figuré. Elle ferait supporter aux classes laborieuses tout le poids des rajustements et des reconversions sectoriels et régionaux; des répressions impitoyables

seraient exercées à l'occasion des luttes sociales que déclencheraient de massifs licenciements et transferts de main-d'œuvre; cependant que la très inégale répartition géographique des effets de la récession (de profondes crises régionales et sectorielles allant de pair, comme durant les récentes récessions américaines, avec une haute conjoncture et des salaires élevés dans d'autres secteurs et régions) ne créerait pas des conditions favorables à des actions généralisées, nationales et internationales, du mouvement ouvrier.

2^o La seconde évolution peut sembler plus riche en possibilités. Dans une première phase, en effet, elle offrirait la possibilité d'une prise du pouvoir par une coalition lâche des couches moyennes pré-capitalistes et des classes laborieuses, dans un ou deux pays de la C.E.E., cependant que les autres (l'Allemagne fédérale et les Pays-Bas en particulier) resserreraient leurs liens avec les États-Unis. Dans les pays qui auraient rompu avec la C.E.E., le retour au protectionnisme et au dirigisme national serait incapable de créer des débouchés aux surcapacités constituées en vue du Marché Commun. Seul un programme à moyen terme, comportant la reconversion profonde de l'appareil de production, pourrait rétablir le plein emploi.

Mais pareil programme ne pourrait être exécuté que par initiative publique (c'est-à-dire par la nationalisation des principaux centres du pouvoir économique). La coalition hétérogène, formée pour défaire « l'Europe », éclaterait certainement à l'occasion de la définition de la politique économique. Son aile gauche serait contrainte d'engager, dans des conditions économiques mauvaises (fuite des capitaux, tarissement des principales sources de l'accumulation, boycott de la part des autres pays capitalistes) une expérience du pouvoir socialiste dont les fruits ne pourraient apparaître qu'au bout de quelques années. Politiquement isolée à l'intérieur, elle serait contrainte à des mesures répressives qui aggraveraient son isolement extérieur. Le socialisme peut-il être construit dans ces conditions? Ce n'est pas impossible. Mais il s'agirait d'une expérience de « socialisme dans un seul pays » occidental, encerclé, perméable à la propagande de ses voisins, exposé à leur blocus commercial. Cette expérience n'aurait donc guère de chance de produire, sauf à très long terme, un modèle socialiste attrayant. Si elle ne réussissait pas à se perpétuer, c'est la première des évolutions envisagées ci-dessus qui l'emporterait.

Il ne s'agit pas, pour autant, d'écarter d'emblée cette seconde voie. Ses risques sont immenses (risques d'échec qui discrédite-

raient pour longtemps le projet socialiste; risques de déviation et de dégénérescence de l'expérience socialiste) mais ils peuvent ne pas être prohibitifs dans une certaine conjoncture internationale¹. Ces risques sont assez grands, toutefois, pour que le mouvement ouvrier et socialiste ne mise pas exclusivement sur l'éclatement de la C.E.E. et, pour qu'il prépare également une stratégie de rechange dans le cadre de la troisième évolution possible : celle de la création d'un État européen supranational.

3° Celle-ci paraît actuellement probable. Dans la mesure même où la démocratie traditionnelle est partout en décadence, court-circuitée, pour toutes les décisions importantes, par une technocratie d'État qui sert de médiateur entre les intérêts du grand capital et ceux de la collectivité, le dirigisme supranational a de grandes chances d'être réclamé par les bourgeoisies comme la solution la plus rationnelle tant du point de vue de l'économie capitaliste que de celui de la stabilité politique. A l'échelle de la C.E.E., les groupes capitalistes partisans du « marché atlantique », c'est-à-dire d'une économie néo-libérale comportant le minimum de dirigisme public, sont une minorité déclinante. La « planification » capitaliste s'impose comme une nécessité dans toutes les économies capitalistes mûres, non seulement pour garantir les profits monopolistes, mais également pour couvrir les frais sociaux de la « libre entreprise » et rendre le système socialement tolérable. Lorsque, inévitablement, les profits et la tolérabilité sociale du capitalisme seront compromis par le démantèlement des pouvoirs étatiques et la récession, la création d'un État et de pouvoirs supranationaux auront de grandes chances de s'imposer, et une « programmation européenne », déjà activement préparée, de voir le jour.

Une partie importante de la « gauche démocratique » et certains syndicalistes chrétiens invitent la classe ouvrière à prendre parti pour cette solution, et lui posent le dilemme suivant : ou bien le mouvement ouvrier s'allie avec la technocratie européenne pour imposer la « programmation » aux patrons et aux libéraux alle-

1. Dans l'éventualité, notamment, où la dissidence par rapport à la C.E.E. serait une action concertée et préparée par les mouvements ouvriers (syndicats et partis) de plusieurs nations (appartenant à la C.E.E. ou extérieures à elle) voisines, en vue de créer une communauté d'États socialistes, qui ne serait évidemment pas limitée au continent européen. Mais cette éventualité représente une perspective très différente de celle du « repli nationaliste » à laquelle, en France notamment, une partie du mouvement ouvrier demeure favorable. Elle suppose une politique d'intégration européenne de rechange, et non le refus pur et simple de celle-ci.

mands, ou bien il n'y aura pas de programmation, et nous en ferons les frais.

Énoncée en ces termes, l'alternative est inacceptable. On ne peut attendre de la « programmation européenne », telle qu'elle est actuellement projetée, aucune modification des finalités et des orientations de l'économie capitaliste. Au contraire, dans l'esprit des partisans actuels de cette formule, il s'agit de réaliser au niveau supranational cette « intégration du mouvement ouvrier » dans les institutions capitalistes, qui est poursuivie sans grand succès, au niveau national, par les partisans de l'économie concertée : il s'agit d'associer les syndicats patronaux et ouvriers, dans le cadre des structures sociales et économiques existantes, à l'élaboration d'un « plan » ayant valeur de loi-cadre, étant entendu que ce plan ne saurait bouleverser les structures, ni porter atteinte au pouvoir patronal et financier avec lequel il est « concerté ». La « participation » du mouvement ouvrier, en position subalterne, vise à « compenser » les exigences patronales, certes, mais aussi à renforcer la position médiatrice et arbitrale de l'État capitaliste et, surtout, à enfermer le mouvement ouvrier dans les solutions, conformes à la logique capitaliste, qui auront été « concertées » et dont la remise en question ultérieure est exclue d'avance.

S'il acceptait pareille formule, le mouvement ouvrier conclurait évidemment un marché de dupes. La « planification concertée » au niveau supranational lui serait plus défavorable encore qu'au niveau national. Là, en effet, le mouvement ouvrier a encore la ressource, *pour le moment*, d'infléchir le cours des négociations par des actions de masse auquel le pouvoir est immédiatement sensible. Si ces négociations, en revanche, se déroulent à Bruxelles ou à Luxembourg, le rapport des forces se déplace au profit du patronat : la puissance de celui-ci, en effet, est assise sur un pouvoir de décision instantané, sur un appareil de commandement stable, sur l'exigence et la force inertes de structures permanentes (celles du capital fixe et de l'argent), tandis que le pouvoir du représentant ouvrier ne s'exerce qu'en fonction du degré de combativité et de mobilisation des travailleurs. Coupé de la masse ouvrière, confronté à des options dont elle récusé souvent les termes ou ignore la signification, le représentant ouvrier est puissamment sollicité de devenir un technocrate parmi d'autres, élaborant par des discussions au sommet des compromis qui seront bien en deçà de ce que pouvait arracher l'action de masse. Les projets actuels de « programmation européenne » sont une nouvelle tentative pour enlever au mouvement ouvrier, sur le plan supranational, les armes dont il dispose

encore sur le plan national, et pour l'enfermer dans la logique capitaliste.

Il est donc absurde de vouloir placer la classe ouvrière à la remorque de la technocratie européenne, sous prétexte qu'une programmation capitaliste vaut mieux que pas de programmation du tout. La programmation n'est pas une fin en soi, ni le renforcement des pouvoirs de l'État, fût-il supranational. Ils n'ont d'intérêt pour la classe ouvrière que dans la mesure où ils révèlent et aggravent la contradiction entre le caractère social de la production et la propriété privée de ses moyens, entre l'optimum économique et la recherche du profit capitaliste, entre les besoins sociaux et les intérêts financiers... Ils n'ont d'intérêt que dans la mesure où ils permettent de modifier le rapport des forces et de développer les luttes de masse pour des objectifs qui ébranlent le pouvoir du capital et préfigurent de plus en plus concrètement la nature et la nécessité de solutions socialistes.

L'intégration européenne peut-elle fournir à la classe ouvrière l'occasion d'offensives fécondes ? Ces offensives peuvent-elles être menées, le cas échéant, à l'occasion de la mise en place d'une « programmation » supranationale ? Le mouvement ouvrier peut-il et doit-il prendre les devants en luttant dès à présent pour une planification européenne soustraite à l'emprise du capital ? Doit-il combattre, au contraire, la mise en place des instruments d'un dirigisme supranational en le considérant comme une arme dirigée contre lui ? Ou doit-il demeurer dans une expectative réservée, en attendant de voir quelle tournure prendront les événements ?

Avant de tenter l'esquisse d'une réponse à ces questions, il convient d'examiner les principales tâches et les principales contradictions que la poursuite de l'intégration européenne fera surgir.

3. LES CRISES RÉGIONALES.

La fusion d'économies aussi peu complémentaires et aussi concurrentes que celles des pays d'Europe occidentale, ne pouvait être envisagée qu'à la condition de postuler, au fur et à mesure de l'intégration européenne, l'égalisation dans tout l'espace de la C.E.E. des « conditions de la concurrence ». Par là il faut entendre que les divers éléments du coût de production ne devaient pas être modifiés par des interventions économiques, contraires aux règles de la libre concurrence et aux lois du marché (subventions publiques aux producteurs et aux prestataires de services, au

nombre desquels les transporteurs); mais aussi que les charges dont la politique sociale, économique et financière des États grève le prix des produits (sécurité sociale, fiscalité, politique de crédit), devaient être les mêmes partout.

Une « harmonisation » des politiques fiscales, sociales, énergétiques, conjoncturelles et de la politique des transports a donc été postulée dès le départ. Les industries publiques devaient travailler selon les normes des entreprises capitalistes; les subventions publiques disparaître dans toute la mesure du possible. Là où leur suppression était décidément impossible (dans l'agriculture, principalement) des « politiques communes » devaient être élaborées.

Ces principes directeurs étaient conçus de toute évidence dans une optique libérale classique. Postuler que les entrepreneurs privés devaient être placés, par leurs États respectifs (et *pour autant* que leurs prix de revient dépendaient de la politique de l'État) dans des conditions identiques, c'était faire bon marché, au départ, de la diversité des tâches *sociales* que l'initiative et l'expansion capitalistes faisaient surgir dans des pays très inégalement peuplés, développés et structurés.

Il était donc à prévoir que « l'harmonisation » des politiques des divers États et l'abandon des interventions économiques tendraient à aggraver les disparités sociales et, surtout, régionales; que la « déprotection » de certaines industries essentiellement régionales (houillères du Nord de la France et du Borinage, chantiers navals, industries métallurgiques des régions excentriques) allait aboutir à leur ruine, sans que le déclin économique des régions frappées pût être contrecarré par des initiatives privées d'industrialisation ou de reconversion industrielle (car, astreintes aux normes de rentabilité capitalistes, des industries privées ne pourraient s'imposer dans les régions déclinantes), ni même par des initiatives publiques tendant à arracher ces régions à leur sous-équipement ou sous-développement souvent séculaire (car le coût des grands aménagements régionaux se répercuterait nécessairement sur les charges fiscales des entreprises privées, et donc sur leurs prix de revient).

Toutefois, le déclin de certaines régions (notamment la Wallonie et le Mezzogiorno) risquait de se répercuter sur l'économie des nations concernées et de provoquer des tensions et des tendances centrifuges dangereuses pour la cohésion de la C.E.E. Aussi, plus encore que les surinvestissements et les distorsions, les déséquilibres régionaux que provoque l'expansion monopolistique sont

considérés par la technocratie européenne comme un argument contraignant en faveur d'une « planification » européenne.

Selon les chiffres avancés par l'exécutif de la C.E.E., la « Lotharingie industrielle », prolongée par les vallées du Rhône et du Pô, représente 60 % de la production industrielle de la C.E.E., mais seulement 45 % de sa population et 35 % de son territoire. Au colloque sur la « programmation » dans le Marché Commun, tenu à Rome en septembre 1962, le député Giolitti (autonomiste du P.S.I.) soulignait que le Marché Commun avait mis en place une « superstructure » tout en créant des problèmes de structure que les États nationaux sont de moins en moins armés pour résoudre. En vertu de ses postulats libéraux, le traité de Rome, tout en souhaitant un « développement équilibré », abandonne, en effet, la création de l'équilibre aux lois du marché, c'est-à-dire du profit capitaliste. Il postule que la recherche de la plus grande rentabilité des investissements provoquera aussi la division du travail la plus rationnelle entre nations, régions et groupes privés. Il ne tolère que provisoirement les timides interventions de l'État français qui — par des primes spéciales d'équipement, des dégrèvements fiscaux, la prise en charge d'une partie des salaires, la subvention aux transports ferroviaires — cherche à attirer l'industrie privée dans des régions en crise et à y créer des conditions de rentabilité artificielles et temporaires.

L'inefficacité de ce type d'incitations publiques est déjà largement démontrée. Les subventions directes ou indirectes de l'État, si elles assurent aux firmes bénéficiaires, pendant quelques années, des profits normaux ou supra-normaux dans des régions excentriques, ne suffisent point à y attirer durablement des entrepreneurs sérieux. Les primes, en effet, cesseront un jour, mais les désavantages ou les handicaps liés à une situation excentrique demeureront. Quand les incitations publiques semblent donner quelques résultats (industrie du pneumatique dans le Nord, Remington à Caluire, etc.), c'est le plus souvent parce que la région déprimée présentait, même indépendamment des incitations publiques, des avantages géographiques et logistiques pour une implantation industrielle. Une chose est de s'implanter dans le Nord, en Alsace ou dans la vallée du Rhône; tout autre chose est d'implanter des industries en Corrèze, en Vendée ou en Lucanie. Il n'existe pas encore d'exemples d'implantations importantes en ces régions. Le seul effort d'industrialisation de régions en déclin qui ait quelque ampleur, est accompli dans le Mezzogiorno, selon la stratégie des « pôles » de développement, sur laquelle nous reviendrons

encore. Mais les quelques résultats obtenus sont toujours dus à la collectivité, soit que l'I.R.I.¹ crée des industries sur fonds publics avec amortissement à très long terme, soit que l'État italien prenne en charge une part substantielle (environ la moitié, dans le cas de l'usine de la Montecatini, à Brindisi, par exemple) des frais d'installation de la firme privée, tout en finançant également, à fonds perdus, les travaux d'infrastructure (raccordements ferroviaires ou portuaires, aménagement local, travaux de terrassements, logements, transports publics, etc.).

A bien y regarder, les règles de la libre concurrence et de la formation des prix selon la loi du marché sont violées en tout état de cause. Qu'il s'agisse des régions sous-développées ou des zones hautement industrialisées et en essor, c'est la collectivité qui assure la rentabilité du capital investi, en prenant en charge les frais sociaux de la « libre entreprise ».

Ces coûts sociaux de l'expansion monopolistique et de l'entreprise privée comprennent : la formation des hommes ; l'aménagement du territoire, y compris les voies de transport et l'urbanisation ; les transports publics, y compris les transports urbains et suburbains ; les frais généraux de l'urbanisation (approvisionnement en énergie et eau, lutte contre la pollution, hygiène et santé publiques, prévoyance sociale, etc.), y compris le coût économique du dépeuplement des régions déclinantes (« désertification », déficit des services publics et administratifs, assistance sociale, dégradation du patrimoine, etc.).

Nous reviendrons encore sur le fait que, compte tenu de ces coûts sociaux, la concentration géographique de l'activité industrielle et l'abandon des régions excentriques et pauvres en ressources naturelles ne présentent pas le caractère de rationalité économique que lui attribuent souvent des économistes bourgeois. Mais ce qui importe pour le moment, c'est que partout et en tout état de cause, le degré de rentabilité des capitaux privés dépend, soit directement, soit indirectement, de l'intervention de l'État, de la manière dont il prend en charge les coûts sociaux et les frais généraux de l'initiative privée. A partir de là, il est évident que les pratiques libre-échangistes et concurrentielles qu'impose le Marché Commun en tant que superstructure exigent une harmonisation des interventionnismes étatiques (y compris les politiques fiscales, conjoncturelles et financières) dont elles postulent simultanément la subordination à « l'économie de marché ».

1. Holding de l'État italien (Istituto per la Ricostruzione Industriale).

On voit aussitôt les contradictions et les conflits que doivent faire surgir les tentatives d'harmonisation. Les prix de revient, tant privés que sociaux, étant fonction de la pression fiscale, entre autres, une harmonisation des fiscalités doit nécessairement être mise à l'ordre du jour. Or, les ressources publiques nécessaires aux différents Etats pour leurs interventions économiques, varient d'un pays à l'autre : les besoins de l'État italien, par exemple — qui doit faire face aux problèmes du Mezzogiorno, des migrations Sud-Nord, du sous-équipement social, de la pression démographique, etc. — sont *a priori* plus élevés proportionnellement que ceux de l'État belge (relative stagnation démographique et industrielle) ou de l'État ouest-allemand. Simultanément, le souci d'attirer les investisseurs étrangers et de favoriser l'autofinancement dans les firmes indigènes, incite l'État italien, dont les besoins sont pourtant les plus élevés, à abaisser au maximum sa pression fiscale sur les groupes capitalistes. Bien mieux, ce sont les communes les plus pauvres du Mezzogiorno, celles donc qui ont les plus gros besoins de ressources publiques pour mener à bien leur développement social et leur aménagement, qui accordent aux trusts susceptibles de s'y installer les faveurs les plus larges (les trusts organisant d'ailleurs la surenchère entre les communes pressenties). Il en résulte une double conséquence :

a) Le souci de ne pas défavoriser fiscalement, par rapport à leurs concurrents étrangers, les groupes capitalistes d'un pays relativement moins développé, et celui d'attirer les investissements par des faveurs parafiscales dans les régions sous-développées, privent l'État des moyens nécessaires pour pousser le développement de ces régions; il abandonne celui-ci, pour l'essentiel, à l'initiative capitaliste, avec les conséquences que nous verrons. Tant en Italie qu'en France, les disparités Nord-Sud ou (en France) Est-Ouest n'ont cessé de s'aggraver, et ce nonobstant les quelques réalisations spectaculaires dans le Mezzogiorno;

b) Même si la totalité des profits est réinvestie de manière productive, l'accumulation capitaliste détourne vers des activités rentables à court terme des ressources qui, du coup, ne sont plus disponibles pour les investissements sociaux et la couverture de besoins prioritaires. D'où, dans les régions sous-développées connaissant un essor, d'ailleurs très relatif, le même phénomène de « clochardisation » que dans les colonies ou semi-colonies : misère plus télévision, analphabétisme plus postes à transistor, taudis plus véhicules à moteur.

En fait, une politique économique, nécessairement planifiée,

tendant à atténuer et à effacer les disparités régionales, se heurte et se heurtera longtemps encore aux lois de la concurrence monopolistique. Car si le degré de monopole de chaque groupe industriel a diminué à l'échelle du Marché Commun, sa puissance économique et politique n'a fait qu'augmenter à l'échelle de chaque nation. Aux sollicitations de l'État, souhaitant le transfert ou l'implantation d'activités industrielles dans des régions sous-développées, les monopoles sont en mesure d'objecter que la concurrence leur impose de rechercher la rentabilité maximum de leurs investissements et qu'à choisir leur localisation en fonction de tout autre critère, ils risquent de perdre (et de faire perdre à leur pays) leur place dans la compétition internationale. L'exemple de Remington, abandonnant son usine de Caluire, construite avec des subventions de l'État français, pour replier ses activités vers des lieux plus favorables (Pays-Bas et Italie), illustre l'inefficacité des incitations publiques. L'exemple de Neyrpic, à Grenoble, montre que même une firme nationale peut aller à l'encontre des vœux du planificateur et préparer le transfert de ses fabrications à Belfort, où elles seraient plus rentables, donnant ainsi un coup mortel au plan d'aménagement à long terme de la région Rhône-Alpes.

Seules des entreprises publiques pourraient aller à contre-courant de la tendance à la concentration géographique, dans la mesure où elles disposeraient de capitaux publics à des conditions plus avantageuses que celles du marché financier, et jouiraient d'une autonomie d'initiative en coordination avec les organismes régionaux autonomes. Or, il est évident que le volume de capitaux nécessaire pour contrecarrer les lignes de développement « spontanées » des monopoles ne peut devenir disponible que si l'accumulation du capital devient une fonction d'intérêt public, ce qui suppose à la fois la nationalisation effective du crédit et une direction de l'économie différente de celle qu'exerce le capital monopolistique. Il est exclu que la Banque Européenne de Développement, dont les interventions demeurent purement symboliques, soit un instrument efficace dans ce sens. D'abord, parce que sa dotation est beaucoup trop faible. Ensuite parce que cet organisme est soustrait par essence au contrôle démocratique local et régional, et que ses interventions, à supposer même qu'elles s'amplifient, s'exerceront nécessairement selon des critères technocratiques et financiers qui tendent à diffuser un modèle de développement néo-colonialiste, et non à revitaliser les régions déclinantes par un développement équilibré. Les technocraties nationales et la technocratie européenne se sont d'ailleurs ralliées, malgré certaines réserves quant à

la « civilisation du gadget », au modèle de développement américain, avec ses « megalopolis » et ses déserts, sa satisfaction des besoins privés « induits » au détriment non seulement des « poches de misère », mais également de besoins sociaux souvent élémentaires.

Bien que l'aggravation des disparités et des déséquilibres régionaux pose des problèmes croissants aux États membres de la C.E.E., la concurrence monopolistique intra-communautaire empêche, en même temps, les planificateurs nationaux de rechercher ou d'imposer des solutions avancées. En théorie, certes, une planification supra-nationale, un budget européen permettraient de lutter contre les disparités croissantes et de contrecarrer ou d'atténuer les effets de l'expansion monopolistique. Mais en pratique, il est difficilement imaginable que la technocratie européenne puisse jouir d'une marge d'autonomie suffisante à l'égard des États nationaux dont elle émane pour être sensiblement en avance sur eux. Ainsi, le Marché Commun, en même temps qu'il fait sentir la nécessité d'une planification régionale plus efficace, y fait obstacle, dans sa phase présente, du moins, et s'oppose aux décentralisations et aux autonomies régionales qui sont la condition essentielle d'un développement harmonieux.

4. LA CRISE AGRICOLE.

L'extension du Marché Commun au secteur agricole a fait naître l'espoir (injustifié jusqu'ici) d'une division internationale du travail favorisant les régions aux vocations culturelles bien définies, au détriment de celles qui, en raison de leurs conditions naturelles *ou sociales* (il faut insister sur ce point) ne peuvent prétendre à des prix de revient compétitifs.

La perspective d'un partage des productions et des débouchés agricoles a accéléré un double processus qui s'amorçait déjà avant 1957 :

- mécanisation et rationalisation des méthodes d'exploitation;
- concentration capitaliste et intégration verticale de l'agriculture par des trusts situés tant en amont (aliments composés, produits industriels nécessaires à l'agriculture) qu'en aval (conserverie, commerce capitaliste) de la production agricole.

Ce double processus a provoqué, tout particulièrement en Italie et en France, une amplification très considérable de l'exode rural, la France ayant « perdu » en huit années le quart de sa population agricole, et l'Italie près d'un tiers, en l'espace de dix années.

Un exode rural d'une telle ampleur ne peut être considéré, en lui-même et *d'une manière générale*, comme économiquement rationnel et socialement favorable. Je ne contesterai point l'archaïsme des structures agraires dans la plupart des régions françaises et italiennes, il y a dix ans. Ni la réalité du surpeuplement rural, avant le début de l'exode massif. Ni le fait que les techniques modernes de production ne peuvent être appliquées que sur des exploitations dont la superficie dépasse de loin, le plus souvent, celle des exploitations familiales et, surtout, des *parcelles* léguées à la grande majorité des exploitations par un régime foncier archaïque. Ni donc la nécessité de la concentration agraire et d'un exode rural assez important, libérant un grand nombre d'agriculteurs d'un travail d'autant plus pénible et mal rémunéré qu'il était fait à la main (l'exiguïté des parcelles et des exploitations interdisant la mécanisation), et permettant à ceux qui restent à la terre de travailler, avec des méthodes et des rendements supérieurs, des superficies plus grandes.

Mais ce que je conteste, c'est la rationalité tant économique qu'humaine *de la manière* dont les régimes de libéralisme mitigé sont en train non pas de *résoudre*, mais d'*éliminer* le problème agraire. A première vue, il semblerait, en effet, que la rationalisation de l'agriculture exige une planification particulièrement stricte, portant notamment sur :

- l'étude quantitative et qualitative des débouchés;
- l'organisation des productions et des marchés (tout particulièrement pour les denrées périssables), tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle régionale et locale, de manière à obtenir l'ajustement optimum de l'offre à la demande;
- un budget important en vue du financement des regroupements, conversions, modernisations et équipements;
- un programme d'éducation et de formation professionnelle des jeunes et *des adultes* quittant la terre;
- un système de retraites agricoles, afin d'empêcher que l'exode soit principalement celui des jeunes, et l'exploitation abandonnée aux vieillards incapables de la « remonter »;
- une réforme du régime foncier afin de faciliter remembrements, regroupements et méthodes coopératives;
- des programmes d'industrialisation régionaux et locaux, en commençant par les industries agricoles, alimentaires et connexes, afin d'occuper dans leur région, dans toute la mesure du possible, les travailleurs de la terre devenus excédentaires, et aussi afin de favoriser *le contrôle par les producteurs tant des diverses transformations*

industrielles de leurs produits, que de l'aménagement et du développement de leur région et commune.

Aucune de ces conditions n'a été pleinement ni, souvent, partiellement remplie. Les bouleversements de l'agriculture ont été abandonnés, pour l'essentiel, à l'initiative privée, avec les conséquences suivantes :

— anarchie des productions et des marchés, même pour les productions stockables, avec succession de pénuries et de pléthores qui facilitent les manœuvres spéculatives des intermédiaires;

— concentration capitaliste des exploitations au profit d'agriers, mainmise de trusts industriels et commerciaux sur la production agricole, considérée comme une simple pourvoyeuse de matières premières à transformer et à commercialiser avec bénéfice;

— afflux vers les centres industriels traditionnels d'une masse rurale en majorité jeune, sans métier, et dépeuplement de régions entières *en deçà du seuil de viabilité économique.*

Incapable de résoudre le problème des régions rurales retardataires, le capitalisme est en train de l'éliminer en condamnant à mort ces régions. La plupart d'entre elles, dans les Pouilles et en Sicile, par exemple, mais également dans le Centre-Midi français, ne sont pas dépourvues de richesses naturelles, actuelles ou potentielles; leur déclin est dû avant tout à des siècles de sous-investissement ou de désinvestissement et (pour ce qui est des régions du Mezzogiorno) à des siècles de parasitisme féodal. Leur élimination n'est pas une nécessité économique : elle est provoquée par le fait que, *dans l'état de choses actuel*, la rentabilité des investissements agricoles dans ces régions est inférieure à celle qui peut être obtenue dans d'autres régions et, surtout, dans d'autres secteurs. Mais il s'agit là de différences de rentabilité financière et immédiate au sens le plus étroit : en effet, les conditions de rentabilité, si elles ne sont pas *données* dans ces régions, peuvent y être *créées* par des investissements à long terme, dont le type de rentabilité économique (et de non-rentabilité financière) est comparable à celui des investissements dans la recherche, dans l'enseignement, dans l'industrie nucléaire.

L'économicité de ces investissements, qui ne sauraient être que publics, est l'objet de vieilles controverses : les partisans des « mégalopolis » et de l'élimination des régions sous-développées, soutiennent que la plus grande rentabilité financière des investissements hors de ces régions est un argument *économique*; leurs adversaires, dont je suis, soutiennent le contraire. Il est possible de ~~démontrer~~, en effet, que la plus grande rentabilité financière dans les

régions déjà développées ne peut être maintenue que par des investissements publics massifs dans l'infrastructure urbaine; que, compte tenu de ceux-ci et de la quantité de services publics et privés qu'il consomme, un travailleur *non qualifié* émigrant de Bretagne dans la Seine ou des Pouilles à Milan, est relativement moins productif dans la grande ville. Enfin (et il faudrait renvoyer à ce propos aux travaux du géographe allemand Hartik) que le dépeuplement complet de régions rurales y entraîne à terme des dégradations (érosion, désertification génératrice de modifications climatiques et hydrologiques) dont les effets funestes gagneront les régions avoisinantes s'ils ne sont pas combattus à grands frais.

En vérité, le choix en faveur des « mégalopolis » est, fondamentalement, un choix politique en faveur de la « libre entreprise » et contre une redistribution publique et planifiée des ressources d'investissement, redistribution qui tendrait à donner la prépondérance au secteur public, à faire de l'investissement une fonction et une responsabilité publiques, reposant sur des critères d'optimum économique et humain à long terme — critères que l'on sait incompatibles avec l'économie de profit.

Les limites que l'idéologie du Marché Commun impose à l'action des États sont particulièrement voyantes dans ce domaine. La planification régionale fait l'objet, au sein de la C.E.E., des travaux d'une commission aux ressources anémiques. Les fonctionnaires de cette commission ne peuvent aller très au-delà des projets des gouvernements nationaux; leur tâche, en tout état de cause, ne peut être de rechercher les optimums économiques régionaux d'abord, pour les ajuster et les corriger ensuite en fonction de critères de cohérence et d'optimum supranationaux. Leur tâche se borne à assurer la cohérence des divers projets nationaux, sans guère de possibilité d'influer sur l'orientation qualitative et politique de ceux-ci. En matière régionale, ce n'est donc pas de la « planification » supra-nationale que l'on peut attendre un effet d'entraînement sur les « planifications » nationales, très insuffisantes.

Ce qui est vrai, en revanche, c'est que le Marché Commun a renforcé la nécessité d'un dirigisme public concernant le volume de la production agricole. Pas plus qu'aux États-Unis, l'équilibre offre-demande n'est abandonné au sein de la C.E.E. aux « mécanismes régulateurs » du marché : le soutien des prix, le rachat et le stockage des excédents, le financement communautaire des exportations agricoles vers des pays tiers sont admis en principe pour l'agriculture de la C.E.E. dans son ensemble. La création

d'un marché agricole « communautaire », avec division internationale du travail et uniformisation des prix de soutien, se heurte précisément aux dirigismes étatiques en vigueur et aux intérêts contradictoires des États. Le Marché Commun agricole postule, d'une part, une quasi-autarcie agricole de la C.E.E., c'est-à-dire l'ajustement du volume de la production « communautaire », considérée globalement, aux besoins « communautaires »; mais, d'autre part, ce souci de maintenir en activité le plus grand nombre possible d'agriculteurs à l'échelle de la C.E.E. aboutit, en raison des postulats libre-échangistes et concurrentiels, à la prévision de spécialisations géographiques qui accéléreraient encore l'exode rural dans les régions moins favorisées. Du fait que ces régions sont beaucoup plus nombreuses et peuplées en Allemagne fédérale et en Italie qu'en France et aux Pays-Bas, le souci *communautaire* de conserver une paysannerie moyenne nombreuse en tant que facteur de « stabilisation » politique et sociale, se trouve en contradiction avec ce même souci de la part des États nationaux.

De plus, l'Allemagne fédérale, notamment, qui ne réalise que 40 % de ses échanges avec les autres pays de la C.E.E., entend défendre tout à la fois sa paysannerie par des prix garantis élevés, ses débouchés extra-communautaires par la poursuite de ses achats agricoles dans des pays tiers, et ses prix de revient industriels par des importations agricoles à bas prix (et les prix américains, avec ou sans dumping, sont plus bas que ne pourraient l'être les prix communautaires, même si ceux-ci étaient basés sur les prix français, ce qui est d'ailleurs exclu). Il en résulte que l'Allemagne fédérale (et, à un moindre degré, l'Italie et les Pays-Bas) s'opposent avec des arguments apparemment contradictoires (nécessité de prix élevés pour défendre leur paysannerie, nécessité d'importations à bas prix en provenance de pays tiers, pour défendre leurs échanges et leurs prix intérieurs) au Marché Commun agricole qui, à la différence du Marché Commun industriel, exigerait une planification quantitative et qualitative, nationale et supra-nationale relativement astreignante.

Pour le moment, il semble que la C.E.E. évolue vers un compromis hybride, comportant tout à la fois : des prix garantis élevés aux agriculteurs de la Communauté; la poursuite des importations américaines; le financement « communautaire » des excédents (principalement français) que les deux circonstances qui précèdent ne manqueront pas de gonfler. Ce compromis incohérent cumulerait les désavantages : d'une part, il perpétuerait les excédents agricoles sur deux demi-continents hautement industrialisés (Amé-

rique du Nord, Europe occidentale; et peut-être, par la suite, Australie), ce qui est non seulement une absurdité économique, mais permet également l'utilisation, devenue classique, de ces excédents à des fins de politique extérieure néo-colonialiste¹; d'autre part, et nonobstant ce qui précède, il laisserait se poursuivre la dégradation économique et sociale des régions déclinantes, et s'aggraver les disparités régionales.

Il ressort assez de ce qui précède à quel point sont fortes, dans le secteur agricole, les contradictions entre intérêts nationaux, et nombreux les pièges qui guettent le mouvement paysan, même d'inspiration socialiste. Ainsi, une planification agricole « communautaire », dont les accords partiels de janvier 1962 contiennent certaines prémices (sans d'ailleurs avoir été réellement appliquée jusqu'ici), est assez favorable à la paysannerie française, la plus « européenne » de toutes, parce qu'elle croit pouvoir gagner grâce au Marché Commun des débouchés élargis, à des prix en hausse, au détriment des producteurs des autres pays. Inversement, la défense à tout prix des exploitants ouest-allemands et italiens, notamment des céréaliculteurs, ne pourrait être efficace qu'à deux conditions :

a) si elle empêchait la réalisation du Marché Commun agricole, ce qui aurait pour conséquence la poursuite et même le développement des achats de céréales américaines;

b) si elle permettait la fixation d'un prix « communautaire » proche du prix italien ou allemand.

Or, dans le premier cas, ce sont les producteurs français petits et moyens qui feraient les frais de l'opération, car ils seraient asphyxiés par les excédents; dans le second cas, les excédents « communautaires » atteindraient un volume écrasant, qu'il faudrait écouler au détriment de pays du Tiers Monde, et reprodui-

1. Dans la presque totalité des pays sous-développés, en effet, le déficit agricole, la faim endémique *ne sont pas dus à des causes naturelles, mais à des causes sociales et politiques* : à l'économie de traite, à la monoculture, au féodalisme, à l'usure. Partout, une révolution agraire permettrait de résoudre le problème alimentaire.

Si les pays capitalistes développés envisagent de combler indéfiniment le déficit agricole du « Tiers Monde » par des dons alimentaires, c'est qu'ils prétendent y empêcher des révolutions agraires (et des révolutions tout court) selon le modèle chinois. La livraison de produits agricoles au « Tiers Monde » ne peut donc être envisagée par le mouvement ouvrier que comme une aide *au démarrage*, transitoire. Cette aide est appelée non à s'accroître, mais à diminuer au profit d'une aide technique et industrielle, portant principalement sur

raient en France une situation comparable à celle de l'agriculture américaine.

La réponse socialiste à cet ensemble de problèmes ne peut donc être la défense à tout prix et partout de toutes les petites et moyennes exploitations, ni même la défense du présent niveau global de la population agricole. Au lieu de livrer un combat défensif pour le maintien en activité d'agriculteurs pauvres, il convient de livrer un combat offensif pour la reconversion et le développement industriel et culturel des régions agricoles déprimées, développement qui offrira, dans ces régions mêmes, des possibilités nouvelles à des productions (laitières, maraîchères, fruitières, forestières) qui, présentement, n'y existent guère.

les biens de production (et tout particulièrement sur les moyens permettant de produire des biens de production).

Toutefois, une politique d'aide non-colonialiste ne consiste en aucun cas à doter d'emblée des pays non-développés de l'industrie techniquement la plus avancée. La greffe volontariste de ce genre d'industrie sur des sociétés accablées par le chômage, le sous-emploi quasi-général et la sous-alimentation, est, au contraire, le propre du néo-colonialisme : ce genre de greffe conduit à la destruction de la civilisation et de l'autonomie du pays « assisté » ; à la naissance d'une aristocratie ouvrière et technicienne, coupée des masses ; à l'aggravation des disparités sociales ; à la persistance du chômage et à la sous-prolétarianisation (ou « clochardisation »).

La grande leçon de la révolution chinoise (voir notamment les écrits de René Dumont, Frantz Fanon, Enrica Collotti-Pischel), c'est que le développement économique et social doit être l'œuvre des masses elles-mêmes ; qu'il doit passer par la conquête et l'élévation *progressives* du niveau technologique, par la construction d'une culture originale et spécifique, qui commence par mettre en valeur les ressources humaines et naturelles existantes. L'aide économique des pays industriellement avancés, pour précieuse qu'elle soit (principalement dans l'édification des industries primaires : mines, énergie, engrais, sidérurgie), conserve un rôle nécessairement marginal.

Vouloir nier les inégalités du développement ou réclamer son nivellement mondial relève d'une interprétation idéaliste et volontariste de l'internationalisme prolétarien.

La contradiction entre le monde développé et le monde non-développé est une réalité qui s'exprime inévitablement au niveau idéologique (comme le montre le conflit sino-soviétique) ; ni l'idéologie, ni le sentiment ne permettent de la dépasser. L'internationalisme prolétarien ne consiste pas à nier cette contradiction ; il consiste à empêcher qu'elle devienne opposition. (Voir mon Introduction au numéro spécial des *Temps Modernes* sur le Débat sino-soviétique, mai 1963.)

Nous nous demandions au début de cet exposé s'il y avait complémentarité ou contradiction entre les processus déclenchés ou accélérés par le Marché Commun, d'une part, et la nécessité d'une planification que ces processus font apparaître. Nous aurions pu poser a priori que cette contradiction n'existe pas, la planification capitaliste ayant pour but avoué de préserver les rapports sociaux et les orientations existantes, de consolider le capitalisme en le rationalisant et, en coordonnant les décisions privées et publiques, de réduire les risques inhérents à l'initiative privée.

Or, si tel est bien le but des planifications envisagées au niveau national et supranational, il est impossible d'affirmer *a priori* que ce but peut être atteint — que, en d'autres termes, le capitalisme européen peut venir à bout des problèmes engendrés par l'intégration économique tout en se renforçant et en se consolidant. Nous croyons plutôt que c'est de deux choses l'une : *ou bien* il cherche à éliminer et à éluder ces problèmes en revenant, conformément à l'idéologie du traité de Rome, aux formes classiques du libre-échangeisme et de l'initiative privée, et alors il s'exposera à des accidents conjoncturels et à des tensions sociales qui lui interdiront de persévérer dans cette voie; *ou bien* il cherche, par une planification réformiste, à corriger ses fluctuations cycliques et ses distorsions les plus graves, et à rendre l'expansion monopolistique socialement tolérable, et alors il est entraîné à des interventions publiques qui, tout en cherchant à maintenir le système, y ouvrent des brèches dans lesquelles un mouvement ouvrier conscient et fort peut s'engouffrer pour mettre en question le système lui-même. (En pratique, l'alternative n'est pas aussi tranchée : laisser-faire générateur de tensions sociales et planification réformiste, offrant à la gauche des possibilités de débordement, coexistent selon un dosage variable.)

De toute manière, pendant la décennie à venir, la lutte des

classes en Europe sera conditionnée par l'intégration économique européenne, quelque forme qu'elle prenne, et par les bouleversements dont les processus d'internationalisation de la production s'accompagneront sur tous les plans. Aussi convient-il d'examiner quelles possibilités d'action s'en dégagent pour les classes laborieuses, en commençant par éliminer les développements qui, dès à présent, doivent être exclus. Ces développements nous semblent être les suivants :

1^o *Le retour au protectionnisme national.* — Certaines organisations de la classe ouvrière (le P.C.F. et la C.G.T., notamment) répugnaient tout récemment encore à poser le problème d'une lutte supranationale contre le Marché Commun, d'une voie de rechange à l'intégration capitaliste ou de ce qu'on peut appeler une « participation antagonistique » aux institutions supranationales. Cette répugnance semble être motivée par le souci de ne pas reconnaître l'intégration européenne (au sens où l'ont dit « reconnaître » un gouvernement), fût-ce en élaborant une stratégie qui tente de mettre cette intégration à profit, qui tente de s'insérer dans ses processus pour en modifier l'orientation et la nature. Pareille stratégie impliquerait, en effet, que l'on accepte l'intégration européenne comme un fait accompli et irréversible. Inversement, le refus d'envisager pareille stratégie implique que l'on continue de miser sur une fin prématurée et brusque de l'expérience.

Nous avons déjà dit qu'à moyen terme un échec de l'intégration européenne n'était pas à exclure, et qu'il offrirait au mouvement ouvrier des possibilités d'intervention réelles, quoique dans des conditions peu enviables et avec des perspectives à long terme peu séduisantes.

D'autre part, de quelque manière que la C.E.E. surmonte (ou se brise contre) sa crise prochaine, la tendance à l'internationalisation de la production est un processus objectif, lié aux dimensions, au degré de spécialisation et au coût d'un appareil productif mettant en œuvre (que ce soit en régime capitaliste ou socialiste) une technologie moderne.

A long terme, le retour au protectionnisme national et au nationalisme économique est donc à exclure. Ni économiquement, ni politiquement il ne peut être considéré comme un but ou comme une solution socialiste. *Sans accepter pour autant* le cadre, les limites et la nature de « l'Europe » qui se construit, il serait plus fécond de rechercher par quels moyens la classe ouvrière, en s'insérant de manière antagonistique dans cette construction, peut s'emparer du processus d'internationalisation et lui assigner ses propres pers-

pectives, tant en luttant au niveau des institutions européennes pour une intégration antimonopolistique, qu'en organisant, en marge des institutions, des contre-pouvoirs internationaux.

2° *Une crise catastrophique dans une partie ou dans l'ensemble de la C.E.E. ou du monde capitaliste.* — Le degré de dépendance de chaque économie capitaliste (à l'intérieur comme à l'extérieur de la C.E.E.) à l'égard de ses débouchés extérieurs, la rend solidaire des fluctuations cycliques de ses nations-clientes. Cette dépendance mutuelle ira en s'accroissant avec le développement des échanges intercapitalistes et la « déprotection » des économies nationales. Les politiques anticycliques des divers États perdront leur efficacité et l'esprit libéral du traité de Rome en émoussera les instruments. C'est précisément pour cela que des instruments d'une politique conjoncturelle supranationale sont en voie d'élaboration. Leur efficacité sera limitée, elle sera cependant suffisante pour éviter des dépressions plus profondes que celle que les États-Unis — beaucoup moins bien armés à cet égard que les pays de la C.E.E. — ont connus à partir de 1958.

3° *La préservation ou le rétablissement du libre jeu de la concurrence et d'un marché concurrentiel.* — Cet objectif, inscrit au programme des sociaux-démocrates allemands, en particulier, est déjà dépassé et donc illusoire. Il ne peut être considéré comme une réponse (ni comme une réponse de gauche) au capitalisme monopoliste. La concurrence parfaite est morte, si elle a jamais existé. La concurrence monopolistique ou oligopolistique est la réalité dominante. Elle porte non pas sur la nature des besoins solvables à satisfaire (les besoins non-solvables ou non-traduisibles en demande individuelle étant d'emblée éliminés), mais sur la différenciation marginale des productions de masse que l'industrie propose à l'envie des « consommateurs ». Aucun arsenal de lois antitrust ne peut mettre fin à la subordination de la consommation à la production, à la domination de l'économie par la recherche du profit et à l'inversion de l'ordre des priorités réelles qui en résulte. La concentration du pouvoir économique dans un nombre restreint de centres de décision est une tendance irréversible du capitalisme moderne.

Même si la C.E.E. venait à se diluer dans une zone « atlantique » de libre-échange, celle-ci serait rapidement dominée par les ententes, les cartels, les dirigismes privés et publics tendant à rendre la concurrence monopolistique socialement tolérable et à garantir aux monopoles des profits suffisants pour que leur expansion se poursuive.

Tout cela ne signifie pas, évidemment, que la concentration et

l'internationalisation du pouvoir économique et de la production doivent être acceptées passivement. Cela signifie seulement que, plutôt que de dénoncer abstraitement les processus et les transformations en cours, en prétendant, par implication, les arrêter, la lutte des travailleurs atteindra à une efficacité plus grande si elle parvient à esquisser, aux divers niveaux des transformations économiques et sociales, la nécessité et la possibilité de solutions anti-monopolistes et allant dans un sens socialiste. Plutôt qu'une impossible lutte frontale contre l'existence du Marché Commun et de l'intégration économique, c'est une stratégie de luttes partielles et articulées qu'il convient, à mon avis, de définir, en vue d'objectifs ayant pour horizon synthétique une réponse démocratique à l'Europe des cartels et des trusts.

I. LES NIVEAUX DE LA LUTTE.

Les niveaux auxquels les classes laborieuses peuvent, à mon avis, s'insérer dans les transformations en cours pour modifier, à travers les structures et les rapports de forces partiels et locaux, l'orientation générale de la société capitaliste, sont principalement :

a) *L'entreprise, la profession, l'emploi.*

La concentration et la concurrence monopolistique, *mais aussi l'évolution des techniques*, posent dans la plupart des secteurs des problèmes de reconversion, de rajustement, d'emploi que le capitalisme tend à résoudre à sa manière, c'est-à-dire au mépris des besoins des travailleurs et même des populations dans les secteurs ou les régions à reconvertir. La réponse de la classe ouvrière ou paysanne ne peut évidemment être la même selon qu'il s'agit de crises structurelles communes à toutes les sociétés industrielles (crise charbonnière, crise de la construction navale ou de la céréali-culture) ou de crises dues à la stratégie financière des groupes monopolistes. Aussi examinerons-nous successivement ces deux types de crises.

« L'organisation d'une branche industrielle, écrivait Pierre Belleville, s'opère de nos jours par le jeu de la concentration capitaliste. Quand un trust prend le contrôle d'une entreprise importante, jusque-là relativement indépendante, ce n'est pas nécessairement pour s'en approprier les bénéfices. Il peut avoir pour objectif d'« assainir » le secteur de production qu'il domine en neutralisant

le potentiel industriel que représente cette entreprise¹. » Les crises de Neyrpic, de Remington, de General Motors à Gennevilliers, etc., entrent dans ce cadre. Mais aussi l'émasculatation de nombreuses entreprises de la mécanique, de l'industrie pharmaceutique, de l'électronique, de l'aéronautique, etc., qui, en passant sous le contrôle de trusts le plus souvent étrangers, deviennent les copistes et exploitants serviles des brevets de leur maison mère et, abandonnant toute activité de recherche, procèdent à des compressions de personnel, en commençant par les travailleurs les plus qualifiés. Une sorte de néo-colonialisme scientifique réserve à la maison mère (américaine, néerlandaise, britannique) l'invention et l'orientation de la production, à la filiale les tâches d'exécution. Privées de toute autonomie, tant scientifique qu'économique, les filiales serviront d'amortisseurs aux fluctuations conjoncturelles et leurs travailleurs seront parmi les premiers à en faire les frais.

Les chercheurs, techniciens, travailleurs qualifiés, et les étudiants sont les premiers à souffrir de ce rapport de subordination et de dépendance qui les déqualifie professionnellement, détruit l'autonomie intellectuelle et culturelle à laquelle ils aspirent légitimement, et les prive du plein épanouissement de leurs capacités. Leur intérêt rejoint, réellement ou potentiellement, celui des autres travailleurs auxquels le trust, surtout dans ses nouvelles implantations, tend à ne donner qu'une formation professionnelle « maison » qui doit les lier à vie à « leur » entreprise, leur qualification étant sans valeur hors d'elle. La défense de l'emploi et de l'autonomie professionnelle passe donc dans ces cas par la défense de l'autonomie de l'entreprise ou, lorsque celle-ci appartient à un secteur réellement suréquipé (cas de General Motors à Gennevilliers) par la lutte pour la socialisation de la fonction d'investissement, la réorientation des investissements et productions conformément aux besoins réels. Dans le cas de l'industrie pharmaceutique, par exemple, particulièrement menacée en raison de sa dispersion, c'est la socialisation de toute la branche qui s'impose et l'orientation vers des centres de recherche publics des nombreux travailleurs scientifiques voués à des tâches de manutention ou de routine; et cela tant pour redonner vie à une industrie d'utilité publique que pour mettre fin à l'exploitation des assurés sociaux par des trusts en majorité internationaux. De même, dans les industries scientifiques (dont Neyrpic, par exemple), seule une nationalisation respectant l'autonomie des entreprises peut empêcher l'oblitération

1. *Une nouvelle classe ouvrière*, chapitre v.

de leur potentiel de recherche, non rentable selon les critères financiers à court terme.

Dans les industries en crise structurelle, en revanche, la défense de l'emploi et de la profession peut difficilement passer par la défense des entreprises destinées à la fermeture ou à la conversion. A propos de l'agriculture, déjà, nous avons vu que la défense des céréaliculteurs italiens et allemands se retournerait contre leurs homologues français et contre ceux de pays tiers. De manière analogue, la défense des bassins houillers du Centre-Midi ou du Borinage ferait retomber — en l'absence d'une politique énergétique différente de celle de la C.E.C.A. — le poids de la crise charbonnière sur les mineurs allemands et néerlandais (et britanniques, polonais et américains). Dans la mesure où la crise charbonnière, comme d'ailleurs la crise de la construction navale et du textile, est un phénomène mondial, la classe ouvrière part battue d'avance si elle se borne à des batailles défensives. La lutte pour l'emploi et la mise en valeur des ressources humaines et naturelles doit obligatoirement être offensive : la classe ouvrière doit opposer son propre plan de reconversion et de reclassement à celui des technocrates, revendiquer des pouvoirs de contrôle en la matière, engager la lutte sur cette base. Elle doit pouvoir montrer concrètement que le problème de la reconversion est soluble; que cette solution ne réside pas dans le maintien en activité, par des batailles d'arrière-garde, de mines et de chantiers navals souvent condamnés par leur vétusté; mais qu'elle réside, par exemple, dans l'extension en aval (vers la chimie organique et l'industrie pharmaceutique) de l'activité des charbonnages nationalisés; dans la transformation des chantiers navals en entreprises publiques de construction mécanique. Et que le seul obstacle à ce genre de solutions, conformes à la vocation des régions en crise, est le souci présent de l'État capitaliste de cantonner son initiative dans les secteurs déficitaires et de réserver à l'entreprise privée les activités rentables et en expansion, dont les profits devraient normalement couvrir les coûts des reconversions et du développement social.

Sur la base d'un plan concret de reconversion et de développement, mettant en cause la gestion économique de l'État et la stratégie centralisatrice des monopoles, la classe ouvrière pourra alors mobiliser à ses côtés d'autres couches de la population, également intéressées à ce que les industries déclinantes — presque toujours à caractère régional — soient remplacées par des productions d'avenir et à ce que le niveau d'activité de la région n'aille

pas en déclinant. La nécessité de reconversions offre ainsi à la classe ouvrière l'occasion d'une insertion active dans le processus de transformation. L'élaboration d'objectifs régionaux et sectoriels faisant pièce à la stratégie des monopoles et des technocraties, est la base de départ même d'une politique d' « alternative » et de planification démocratiques allant dans le sens du socialisme.

b) *La région.*

Nous avons déjà indiqué l'inefficacité, en partie voulue, de la politique régionale du capitalisme d'État et les grandes lignes du modèle de développement régional qu'il convient d'opposer à la politique des « pôles de croissance » et du monopole d'emploi qu'elle confère le plus souvent aux trusts nouvellement implantés.

La bataille pour le développement équilibré des régions dites « excentriques » peut être menée autour d'un certain nombre de thèmes mobilisateurs :

— bataille pour l'école et pour l'indépendance de l'école à l'égard du patronat qui tend à se l'annexer sous prétexte de formation professionnelle;

— bataille pour la création d'entreprises industrielles publiques (conformément au programme de développement régional élaboré par des assemblées régionales démocratiquement élues) et placées sous contrôle régional;

— batailles contre l'exploitation des paysans par le négoce et les trusts en amont et en aval de la production agricole — et pour le développement de coopératives de production, de mécanisation, de transformation industrielle et de commercialisation des produits agricoles;

— lutte pour des prêts d'équipement, de reconversion, de création de coopératives, à bas taux d'intérêt. Etc.

c) *L'alternative.*

Les luttes partielles des travailleurs pour l'emploi, les salaires, la mise en valeur des ressources humaines et naturelles, la détermination des rapports de travail et la satisfaction sociale des besoins sociaux créés par la civilisation industrielle, ne peuvent déboucher que si, sur le plan politique, un modèle social de rechange leur est proposé qui leur donne une perspective synthétique. Ce modèle de rechange, dont la réalisation suppose l'hégémonie politique de la classe ouvrière, sert de référence, de cadre

et de médiation unifiante aux revendications partielles qui, sans lui, ne peuvent dépasser la perspective réformiste ni échapper à leur résorption dans le système. Le modèle de rechange ou « alternative démocratique » à la planification monopoliste n'a pas à être conçu par amour de l'opposition à tout prix, comme un répertoire de revendications à présenter « parce que » le capitalisme est incapable de les satisfaire. Il se propose, au contraire, comme le *sens* des luttes déjà en cours, comme l'image positive d'une autonomie que la classe ouvrière affirme, dans l'immédiat, de manière négative (contestation) et partielle.

En bref, il s'agit d'opposer à la planification capitaliste, essentiellement quantitative, et qui conçoit la production comme fin en soi et la société comme moyen, une planification qualitative concevant la production comme moyen en vue de satisfaire les besoins réels et autonomes.

Ces besoins, contrairement à ce qu'affirme la planification capitaliste, n'ont pas la possibilité de se manifester sur le marché, soit parce que la demande qu'ils provoquent n'est pas solvable; soit parce que, même si elle était solvable, les conditions de sa satisfaction ne sont pas réunies, la création de ces conditions n'étant pas rentable du point de vue capitaliste.

Il s'agit essentiellement, en effet, de besoins en équipements et en services, engendrés par le développement des forces productives, et qui portent notamment sur : l'éducation, la santé, l'hygiène, l'urbanisme, le logement, les transports en commun, l'équipement culturel et sportif, la recherche et l'information. Dans une société évoluée, dans laquelle le mode et le processus de production lui-même exigent la sauvegarde d'une apparence au moins de libertés démocratiques, la couverture de ces besoins peut difficilement être abandonnée à la libre entreprise, c'est-à-dire à la vente individuelle avec profit des services nécessaires. Ces besoins sont, en effet, essentiellement des besoins *sociaux*, ne donnant pas lieu, en règle générale, à une demande individuelle, et ne pouvant être satisfaits par des services commerciaux dont le propre est la « liberté » de vendre au plus haut prix et la « liberté » de ne pas acheter à ce prix-là.

La couverture de ces besoins — prioritaire et impérative, puisqu'elle commande tout à la fois la reproduction de la force de travail (reproduction simple : santé, hygiène, urbanisme, logement; et reproduction élargie : éducation, recherche, information, équipements culturels) et la tolérabilité humaine de la société —, représente donc ce qu'on peut appeler les « frais généraux sociaux »

de l'initiative privée. Il s'agit, en fait, de besoins au moins potentiellement créateurs et culturels, du mode et du degré de satisfaction desquels dépend le degré de développement des facultés humaines et le degré « d'humanisation » de la vie et des relations sociales.

Or, du fait que la couverture de ces besoins ne peut donner lieu au profit et à l'accumulation capitaliste, elle est abandonnée à l'État et figure au passif dans la comptabilité nationale : c'est-à-dire au chapitre des dépenses et charges improductives. Le capitalisme n'a aucun intérêt spontané à ce que ces besoins soient satisfaits ¹, puisque leur satisfaction, nécessairement sociale (par des services publics) détourne 1° vers le secteur social (par le biais des prélèvements fiscaux) une partie des plus-values qui, autrement, aurait pu être consommée ou réinvestie avec bénéfice; 2° vers la consommation sociale une partie du pouvoir d'achat individuel qui, autrement, aurait coulé dans les caisses des entreprises capitalistes.

Celles-ci ont donc intérêt à limiter dans toute la mesure du possible la consommation sociale et à la subordonner, quantitativement et qualitativement, aux exigences de l'accumulation privée. Comme, en outre, les sources de l'accumulation et l'emploi qui est fait des plus-values sont contrôlés par les capitalistes privés ²; comme le financement d'un gigantesque appareil de propagande commerciale est considéré comme une dépense déductible des bénéfices; et comme la propagande en faveur de biens de consommation individuels est fatalement plus efficace que ne le serait celle (d'ailleurs inexistante) en faveur de la consommation sociale, les monopoles capitalistes jouent un rôle prépondérant dans l'orientation de tous les aspects de la vie sociale, imposent à la société son style et ses structures de consommation, et disputent démagogiquement à la consommation sociale son droit de cité.

C'est donc en fait tout le secteur *des besoins potentiellement créateurs* qui est sacrifié, atrophié et subordonné au secteur de la production capitaliste. Autrement dit, les besoins humains sont subordonnés

1. Il peut y avoir un intérêt *politique et raisonné* qui est le propre des néo-capitalismes : le développement et la démocratisation de l'enseignement, par exemple, sont nécessaires à la poursuite de l'expansion monopolistique, et l'amélioration de l'hygiène publique à l'efficacité de la main-d'œuvre. Il s'agit néanmoins d'un intérêt raisonné et non spontané, car le développement du secteur social, en aggravant la pression fiscale et en restreignant, virtuellement au moins, le champ de l'initiative privée, aggrave également la contradiction entre le caractère social de la production et l'appropriation privée.

2. Qu'ils soient des personnes physiques ou morales importe peu quant à la manière dont ils consomment, investissent ou réinvestissent leurs profits et capitaux.

aux exigences du capital; la consommation à une production qui est sa propre fin; le développement (qualitatif) des individus et de leurs relations sociales au développement (quantitatif) de l'accumulation.

Les circonstances sociales et historiques qui permettent ce type de subordination sont essentiellement celles du travail aliéné des sociétés hautement industrialisées. Par là, je veux dire que le type de consommateur passif dont le capitalisme monopoliste a besoin pour exercer son emprise sur toutes les sphères de la vie civile et les façonner à sa guise, que ce type de « consommateur aliéné » n'est rien d'autre que l'individu qui reflète dans ses besoins de consommation son aliénation comme agent de production : c'est, en d'autres termes, le travailleur atomisé, passivisé par sa tâche préfabriquée et monotone, soumis à une discipline militaire en même temps qu'aux douces contraintes du néo-paternalisme, sans responsabilité dans son travail, sans pouvoir quant aux finalités de la production, coupé de son produit, condamné à vendre son temps, réduit et incité à se rêver homme humain (car il n'est pas question de se faire tel) par l'appropriation de symboles d'humanité préfabriqués, par la consommation de pseudo-culture et d'évasion.

Aussi les luttes ouvrières tendraient-elles à faire indirectement et involontairement le jeu du capitalisme monopoliste si elles se bornaient à des revendications de consommation et ne présentaient pas en même temps des revendications de pouvoir ouvrier, remettant en cause tout à la fois les rapports de travail, les rapports de production, le modèle et les structures de consommation, bref la finalité du travail social et la civilisation capitaliste elle-même.

A cet égard, il importe de démontrer que « l'opulence » et l'exploitation sont deux faces d'une même réalité, le type de l'accumulation poursuivie exigeant le gaspillage. Le capitalisme tend à incorporer dans les produits de consommation le maximum de « valeur ajoutée » (c'est-à-dire de sources de profit), *que cela ajoute ou non à la valeur d'usage du produit*, comme lorsqu'il complique, par exemple, le mode de satisfaction de besoins simples par des emballages et des conditionnements luxueux, par l'élaboration de produits de remplacement coûteux qui ont tôt fait d'évincer leur variante bon marché, ou par le remplacement de matières robustes, productibles en abondance avec un matériel déjà amorti, au profit de matières à usure plus rapide (nouvelles fibres synthétiques, par exemple) exigeant de nouvelles machines et permettant d'éviter la concurrence et la baisse des taux de profit et des prix.

Ce n'est évidemment pas « l'austérité » qu'il s'agit de préconiser,

au nom de quelque distinction idéaliste et puritaine entre les besoins « vrais et sains » et les besoins « artificiels et décadents »; mais il s'agit de retenir que dans des économies où les ressources productives demeurent rares, tout ne peut être fait à la fois et qu'un ordre de priorités doit être choisi. Et que celui qui est inhérent au capitalisme signifie : priorité aux produits de consommation individuelle « opulente », permettant un fort taux d'accumulation, avec surexploitation et semaine de travail longue, au détriment de la satisfaction sociale des besoins sociaux et culturels, de l'autonomie des individus et des groupes et de leur plein développement humain. Subordonner la production à la consommation et l'économie aux besoins et au contrôle des producteurs à tous les niveaux où ces besoins et ce contrôle peuvent se manifester (entreprise, commune, ville, région, branche, nation, école) est l'objectif le plus général d'une planification antimonopoliste, et il ne peut être atteint que si est brisé, par un renversement à tous ces niveaux du rapport des forces, la dictature de fait du capital.

2. L'INTERNATIONALISATION DE LA LUTTE.

La planification n'est pas une fin en soi. Il faut réaffirmer contre certains théoriciens réformistes du mouvement ouvrier qu'elle n'a d'intérêt pour les classes laborieuses que dans la mesure où elle leur permet d'étendre leurs pouvoirs, d'affirmer leur candidature de classes dirigeantes et de soustraire la direction de l'économie aux représentants directs et indirects du capital monopoliste, puisque telle est la condition à la fois de la satisfaction des besoins sociaux et de l'instauration d'une démocratie ouverte sur le socialisme.

Pareillement, le but de la planification ne peut pas se limiter à une simple redistribution de revenus et à la réalisation de certains objectifs sociaux, en échange de la collaboration de la classe ouvrière au Plan — c'est-à-dire de la « discipline des salaires » et de la renonciation à l'autonomie de classe, aux revendications de pouvoir. L'intérêt de la planification réside en revanche dans le fait qu'elle permet un large débat public sur les finalités de l'économie et l'ordre des priorités, et donc qu'elle permet à la classe ouvrière de présenter des solutions de rechange, un modèle de développement différent — de montrer le caractère politique, et non pas matériel, des impossibilités et des impasses du capitalisme. « Et d'où peut surgir en premier lieu cette nouvelle hiérarchie des consommations, sinon des luttes revendicatives de la classe

ouvrière en vue de conquérir un niveau de salaire indépendant des vicissitudes du cycle productif de l'entreprise; des luttes pour un horaire de travail réduit, de manière à garantir au travailleur une plus grande autonomie sociale et culturelle; des luttes pour une qualification professionnelle liée à la mise en valeur du patrimoine culturel et professionnel subjectif du travailleur? Refuser cette autonomie signifierait une seule chose : renvoyer la discussion sur les priorités dans le ciel des abstractions moralisantes et, en fait, créer une programmation dont précisément les mécanismes renforcent et cristallisent cette hiérarchie des consommations et ce conditionnement de la consommation par la production dont on se plaint ». (Luciano Barca, rapport au *Convegno Gramsci sulla Programmazione*.)

Il n'est donc pas question, lorsqu'on parle d'« insertion » de la classe ouvrière dans la planification et d'objectifs et de solutions de rechange présentés à cette occasion, de faire « participer » la classe ouvrière à l'élaboration du Plan, pour la tenir ensuite prisonnière d'un compromis imposé, sous couvert d'arbitrage technique et de paix sociale, par une commission d'experts « apolitiques ».

Mais il n'est pas possible non plus de rester sur une position maximaliste du « tout ou rien »; de refuser la bataille pour des solutions partielles et des réformes de structure susceptibles d'être imposées, sous prétexte qu'elles n'aboliraient pas le capitalisme; de se borner à organiser et à encadrer tous les mécontentements en attendant le jour où la classe ouvrière pourra prendre le pouvoir. Au contraire, la volonté et la possibilité d'une conquête du pouvoir ne se concrétisera que si le mouvement ouvrier sait dessiner des solutions de rechange concrètes, fondées sur les besoins des travailleurs et d'ores et déjà compatibles avec les potentialités de l'économie, mais non pas évidemment avec les structures (économiques, sociales, politiques) existantes¹. Si, par la lutte pour ces solutions de rechange et pour les réformes de structure qu'elles exigent, il sait établir une *continuité* entre l'objectif des luttes de masse présentes et la perspective d'une transformation socialiste de la société.

1. Il ne s'agit pas de concevoir les réformes de structures comme octroyées par l'État bourgeois à la suite d'un compromis négocié avec lui et qui laisserait son pouvoir intact. Mais de les concevoir comme des cassures infligées au système par des assauts dirigés contre ses charnières. Le propre d'une pareille stratégie, c'est qu'elle vise, par des victoires partielles, à ébranler profondément l'équilibre du système, à aggraver ses contradictions, à approfondir sa crise, et par une succession de ripostes et contre-ripostes, à porter la lutte des classes

S'il sait rendre sensible aux travailleurs, sur tous les plans de leur existence, que la société socialiste n'est ni un au-delà de la société présente, ni un en-deçà capable de préserver toutes les positions acquises menacées, d'arrêter ou même d'inverser les processus en cours; mais que la société socialiste est présente, au sein même des processus actuels, comme leur contradiction interne, comme l'exigence tout à la fois objective et subjective de leur dépassement vers des finalités nouvelles.

De cette manière, la « participation antagonistique » de la classe ouvrière à l'élaboration du Plan et à la définition de ses objectifs devient l'occasion de grands affrontements publics, permettant de mobiliser les classes laborieuses pour des objectifs intermédiaires et de structure, d'élever leur niveau de conscience, de démontrer et d'accroître leur combativité et leur force.

Dans la pratique, il pourra arriver que des compromis n'en doivent pas moins être acceptés. Mais :

1^o Le compromis se donnera explicitement pour ce qu'il est, c'est-à-dire pour la résultante provisoire d'un rapport des forces provisoire, à modifier et à infléchir par de nouvelles batailles à venir;

2^o Le compromis sera d'autant plus favorable et donnera à la classe ouvrière des positions de force et des pouvoirs d'autant plus fertiles en antagonismes à venir, que sa pression collective se sera plus vigoureusement exercée pendant la phase des discussions, détruisant ainsi le mythe du « Plan, réalité technique déterminée par des nécessités objectives ».

Il est évident que cette utilisation stratégique et dialectique de la planification en vue d'élever constamment le niveau de la lutte ouvrière n'est pas compatible avec la définition bureaucratique d'objectifs abstraits. Les appareils des organisations ouvrières ne peuvent élaborer au sommet un schéma de rechange, plus ou moins rigide, de spécialisations internationales à l'échelle du Marché Commun, sous peine d'enliser la dialectique de la lutte ou de se couper des masses.

Mais ils ne peuvent pas non plus ignorer les problèmes de cohérence et de coordination internationale de leurs objectifs et points

à un niveau et à une intensité de plus en plus élevés. Lutter pour des solutions de rechange, des réformes de structure (c'est-à-dire pour des objectifs intermédiaires), ce n'est pas lutter pour un aménagement du système capitaliste, mais pour y ouvrir des brèches, pour lui imposer des limites, pour y créer des contre-pouvoirs qui, loin d'aboutir à un nouvel équilibre, disloquent ses bases mêmes.

de programme. Ils ne peuvent, en particulier, préconiser des solutions nationales dont l'adoption conduirait à faire retomber sur la classe ouvrière d'un pays voisin la crise qui sévit dans une branche déterminée. Ils ne peuvent opposer des luttes étroitement nationales à la stratégie internationale des monopoles, holdings et organisations patronales, sous peine d'accuser leur division et de s'affaiblir mutuellement.

Nous en revenons donc au problème de la stratégie internationale du mouvement ouvrier face à l'intégration européenne et à une éventuelle planification supranationale. Car même les luttes locales, pour des objectifs immédiats et concrets, débouchent sur la nécessité d'une coordination, puis d'une stratégie internationale, si elles veulent être efficaces. C'est ce qu'il est facile d'illustrer par quelques exemples :

1^o Dans les industries nettement suréquipées, dominées par une vive concurrence commerciale (l'automobile, par exemple), chaque oligopole national est fondé à opposer aux revendications ouvrières la nécessité de rester « compétitif » par rapport aux autres oligopoles. La direction de la Régie Renault, par exemple, a pu faire valoir que si elle cédait à la pression ouvrière, ses plans d'investissements, le niveau de ses prix de vente et de sa production, sa capacité à concurrencer la production étrangère se trouveraient menacés, de même que l'emploi de son personnel, et qu'il convenait donc que celui-ci laisse les coudées franches à la Direction, dans l'intérêt général.

La classe ouvrière ne peut éviter de faire ainsi les frais de la concurrence oligopolistique que si elle peut :

— opposer aux argumentations patronales une comparaison précise et chiffrée des « charges salariales », des durées de travail et des « avantages sociaux » dans les autres pays. Un échange d'informations systématique entre les fédérations syndicales est donc indispensable;

— rendre convergentes les revendications lancées à l'occasion, notamment, du renouvellement des conventions collectives. De cette manière seulement il sera possible d'éviter que les victoires revendicatives dans tel pays, concernant les salaires, les horaires, les congés et la limitation des taux de profit, soient mises à profit dans tel autre pays pour supplanter en partie la production du premier. Au lieu de tendre, comme c'est le cas présentement, à s'aligner sur les conventions collectives les plus favorables au patronat, les accords par branche tendront à s'aligner sur les conventions les plus favorables aux travailleurs.

Il est possible également de mettre au point une tactique du « saute-mouton », tendant à revendiquer dans chaque pays les avantages acquis pour lesquels un autre pays est en flèche, et de faire en sorte que chaque mouvement ouvrier alimente la lutte revendicative des autres mouvements en demeurant toujours en avance sur eux pour un aspect déterminé du rapport de travail. La cohérence des revendications ne doit pas signifier, en effet, leur homogénéité parfaite. Au contraire, l'hétérogénéité doit être conservée comme un ferment d'agitation perpétuelle.

2° Dans les branches dominées par un monopole international (par exemple Philips et I.B.M. dans l'électronique, Frigidaire dans l'équipement ménager, Lever et Nestlé dans l'industrie alimentaire, Saint-Gobain dans l'industrie du verre, Olivetti ou Remington dans l'équipement de bureau) par un cartel international (pétrole et pétrochimie, aluminium) ou par un holding international, l'arme de la grève locale perdra son efficacité après la fusion des marchés nationaux, surtout lorsque les surcapacités seront devenues évidentes. De même que Remington a passé à profits et pertes son usine de Caluire, sur un simple calcul de rentabilité, au profit d'usines en Allemagne, Italie et Hollande, de même tout autre trust ou holding tendra à lockouter indéfiniment les grévistes d'une seule de ses filiales ou entreprises si les travailleurs assurant dans d'autres pays des fabrications identiques ou comparables restent l'arme au pied. Dans tous les secteurs où il y a ramification internationale ou interpénétration internationale, la coordination des luttes devra prendre obligatoirement la forme de la synchronisation, de *l'action commune*.

3° Dans les branches en crise structurelle (charbonnages, chantiers navals, partiellement textile), l'élaboration de plans de reconversion et de réorientation devra se faire compte tenu de la situation de ces branches à l'échelle du Marché Commun et de leurs débouchés à l'échelle du marché mondial. La lutte contre les licenciements dans les chantiers navals, par exemple, doit s'accompagner, d'une part, de revendications fondées quant à la nature et à l'ampleur des constructions qui pourraient être poursuivies, n'était la carence des constructeurs, compte tenu des débouchés mondiaux (pays socialistes compris); et d'autre part de revendications concernant les fabrications différentes (équipement lourd et léger, par exemple) que les chantiers, reconvertis par initiative publique, pourraient entreprendre, compte tenu des besoins des pays sous-développés.

Le mouvement ouvrier ne pourra mener une stratégie offensive

en matière de reconversions industrielles et régionales qu'en s'appuyant sur des études économiques par branche à l'échelle du Marché Commun, ce qui suppose un échange d'informations constant entre les services économiques des confédérations nationales.

Ce qui ressort à l'évidence de ces trois exemples, c'est que le mouvement ouvrier, au niveau de l'action syndicale, est contraint de porter sa stratégie au moins au niveau d'internationalisme où le capitalisme mène la sienne. Et cela nous ramène aux questions que nous soulevions dans la première partie de cet exposé : puisque l'internationalisation de fait du marché, de la production, des politiques conjoncturelles, etc., tend à exiger et à faire naître un État et une programmation supranationaux, quelle doit être l'attitude du mouvement ouvrier à l'égard de ces institutions ? Doit-il les condamner, ou participer à leur création en espérant les rendre ainsi plus démocratiques ? Ou attendre qu'elles existent pour définir sa tactique ?

La première attitude serait stérile : la condamnation d'un processus en cours demeure fatalement verbale et abstraite et ne fournit ni fondement, ni débouché à une stratégie.

La seconde attitude, celle de la participation, serait une duperie dans les circonstances actuelles. A quoi, en effet, la classe ouvrière devrait-elle participer ? Si la C.E.E., dans ses centres de décision supranationaux, était soumise au contrôle démocratique d'assemblées représentatives, capables de peser sur sa politique et de mobiliser les masses pour des perspectives de rechange, alors, certes, la participation aurait un sens. Mais tel n'est précisément pas le cas. La C.E.E. n'est rien de plus que l'émanation technocratique d'États dans lesquels les classes ouvrières ne détiennent aucun pouvoir, et elle est soustraite à tout contrôle de la part des assemblées représentatives. Participer dans ces conditions à la définition d'une politique supranationale, ce serait, pour la classe ouvrière, accepter un tête-à-tête avec la technocratie et les délégations patronales, accepter de se battre sans armes face à des adversaires armés, accepter des cadres prédéterminés et dont la remise en question deviendrait impossible. Il est difficile de croire que le mouvement ouvrier puisse conquérir au niveau supranational une influence et des pouvoirs qu'il ne détient pas au niveau national.

Mais la troisième attitude, celle de l'attentisme, n'est pas possible non plus. Si le mouvement ouvrier attend que des organismes supranationaux, dotés de pouvoirs réels, définissent le cadre de la

politique économique, sociale, financière, fiscale, conjoncturelle de chaque pays, il sera trop tard : il sera acculé à la défensive. Et il n'aura pas mis à profit la période intérimaire pour faire avancer la création d'un front international des travailleurs et l'esquisse d'une perspective de rechange.

Car c'est à cela, avant tout, qu'il faudra arriver : à un front qui, grâce à ses pressions convergentes sur les plans nationaux, puisse jouer sur le plan international le rôle d'un réel contre-pouvoir.

L'orientation et le contenu de ces pressions ressortent déjà des analyses qui précèdent :

1^o Défense de l'emploi, de l'autonomie professionnelle et de l'autonomie des entreprises, ce qui implique : contrôle ouvrier sur la politique locale et internationale de l'entreprise, ce contrôle, s'agissant de cartels ou de monopoles à ramifications internationales, ne pouvant être assuré que par une confrontation et une coordination internationales des problèmes qui se posent aux syndicats de la branche, et des actions qu'ils projettent.

L'élargissement ou la conquête de pouvoirs ouvriers au sein des entreprises est un premier objectif.

2^o Politique de reconversion et de développement conforme aux besoins et à l'équilibre de chaque région, ce qui suppose :

a) la décentralisation et la démocratisation des pouvoirs de décision économiques, l'éventuelle politique « européenne » de reconversion et de développement régional devant résulter de l'harmonisation des projets décentralisés, et non suivre la marche inverse à laquelle on tend actuellement ;

b) le développement de l'initiative publique tant dans les secteurs industriels en expansion, qu'en matière d'aménagement et d'équipement régional et agricole. La défense des nationalisations, la lutte pour leur extension et leur contrôle démocratique est un second impératif.

3^o Réorientation de l'économie et des structures de consommation dans le sens des priorités réelles, ce qui suppose :

a) le développement des luttes revendicatives pour les salaires et les conditions de travail, et la défense intransigeante de l'autonomie syndicale ;

b) la lutte pour une politique fiscale, sociale et d'investissement qualitativement et quantitativement distincte de la « programmation » capitaliste ;

c) la socialisation de la fonction d'investissement (nationalisation effective du crédit) qui, relayée par le pouvoir local des tra-

vailleurs sur la politique des entreprises, est la condition fondamentale d'une planification antimonopoliste.

Durant la période intérimaire précédant la mise en place de pouvoirs supranationaux, des pressions convergentes vers ces objectifs, qu'aucun mouvement ouvrier européen ne peut récuser, peuvent exercer une influence déterminante sur la politique de la C.E.E. Ces pressions pourront s'exercer aux deux niveaux national et supranational.

Dans la phase présente, c'est surtout en agissant sur les États nationaux que le mouvement ouvrier peut peser le plus efficacement sur la C.E.E. et obtenir qu'elle devienne compatible, ou non incompatible, avec de nouvelles conquêtes démocratiques tendant vers le socialisme. Car si, sous la pression des travailleurs, tel État est contraint à des reculs et à des transformations structurelles, il sera contraint aussi à se battre au sein de la C.E.E. pour que la politique qui lui a été imposée, compatible ou non avec le traité de Rome, ne demeure pas une particularité nationale; et à ce moment, il appartiendra aux mouvements ouvriers des autres pays de peser sur leurs États respectifs dans le même sens, d'empêcher qu'une percée anticapitaliste dans un pays ne soit contrecarrée ou exploitée à son détriment par les capitalismes voisins.

Mais dans une phase ultérieure, qui n'est vraisemblablement pas éloignée, lorsque les États nationaux tendront à être dépossédés de leurs pouvoirs économiques au profit de la C.E.E., c'est sur celle-ci que les organisations ouvrières (mais aussi paysannes) devront être en mesure d'exercer leurs pressions; c'est au niveau supranational qu'ils devront contester les grandes options économiques des « programmateurs », avancer des contre-options antimonopolistes, empêcher même que la C.E.E. devienne une machine de guerre économique dirigée contre les révolutions anti-impérialistes ou les pays socialistes, et fermée à toute perspective d'intégration socialiste de l'Europe.

Cette action au niveau supranational suppose une stratégie et un projet politique communs aux organisations ouvrières de la C.E.E.; chose irréalisable actuellement et qui le demeurera pour quelque temps encore. Dans la mesure où l'accord au sommet entre les organisations tendrait à se réaliser sur la base d'un « programme minimum », il n'est même pas souhaitable.

Mais ce qui est réalisable dès à présent, c'est un conseil intersyndical international, se proposant d'agir plus spécifiquement sur les organes de la C.E.E., pour empêcher toute décision, législation ou institution supranationale incompatible avec les objectifs cités

plus haut, à savoir : 1^o avec la conquête de pouvoirs ouvriers dans les entreprises; 2^o avec la démocratisation des décisions économiques, le développement de l'initiative publique et l'extension des nationalisations; 3^o avec l'autonomie syndicale et avec la socialisation de la fonction d'investissement.

Ce qui est également réalisable dès à présent, c'est la mise en chantier par chaque mouvement ouvrier d'une série d'études poussées : études concernant les objectifs nationaux en matière de développement régional; de priorités sociales (enseignement, sécurité sociale, équipement collectif, péréquation des salaires, congés payés etc.); d'emploi; de pouvoirs syndicaux; de reconversion et donc de production par branche, etc.

De la confrontation de ces études, la coordination des objectifs et des actions surgira comme une nécessité pratique, un peu comme la « programmation » européenne surgit de la confrontation des programmes patronaux : chaque mouvement ouvrier, informé des objectifs des autres, sera amené à en tenir compte dans ses propres projets... Les *éléments* d'un plan de développement économique commun, à l'échelle européenne, verront ainsi le jour, et la nécessité d'élaborer pareil plan, de l'opposer à celui des cartels et de la C.E.E., sera perçue à partir de sa possibilité.

Il ne s'agit nullement pour autant de rechercher déjà une unification et une centralisation de la stratégie ouvrière, qui, outre qu'elle est impossible présentement, aboutirait à la sclérose bureaucratique. Ce sont les stratégies sectorielles, régionales, nationales qu'il s'agit de coordonner, de manière qu'elles se corroborent au lieu de se contrecarrer; ce sont les conditions de possibilité de percées anticapitalistes qu'il s'agit de préserver pour chaque pays, au niveau de la C.E.E., tout en laissant les actions se développer selon leur tonus propre, leur manière et leurs objectifs spécifiques, ceux-ci fussent-ils en avance sur les objectifs d'autres mouvements ouvriers. En aucun cas, il ne s'agit de freiner telle lutte nationale ou sectorielle sous prétexte qu'elle est trop en flèche par rapport aux luttes dans d'autres pays. Il faut, au contraire, faire confiance à l'effet de contagion des victoires nationales; car elles ne demeureront pas possibles longtemps, et c'est d'elles, principalement, que le mouvement ouvrier tire sa force.

Il n'en devra pas moins faire l'apprentissage, dès à présent, d'actions communes, si décentralisées soient-elles, si limités que soient leurs objectifs. C'est par l'unité d'action seulement qu'il parviendra à former demain, lorsque la nature et l'orientation des pouvoirs supranationaux seront en jeu, un front capable de peser plus

lourd que celui des trusts, tant sur les États nationaux que sur les institutions européennes. Et cette unité d'action, à son tour, ne sera possible que si les organisations ouvrières défendent avec intransigeance leur autonomie, refusent toute forme de subordination à la politique des États, mais aussi à celle des partis.

« Dans toute l'Europe, écrit Vittorio Foa¹, le syndicalisme doit faire face aujourd'hui au problème le plus grave de son histoire. Il ne s'agit pas d'une attaque brutale de la réaction. Il s'agit de la tentative de le subordonner à la politique dite « des revenus », c'est-à-dire à la planification étatique des salaires, que les syndicats sont invités à accepter au nom de l'intérêt supérieur de la patrie. Or, accepter un taux d'accroissement national des salaires signifierait renoncer à toute autonomie ouvrière sur les lieux de production, cautionner l'actuel mécanisme de développement comme loi permanente du syndicat.

« C'est l'existence même du syndicalisme européen qui est ici en jeu, dans son contenu, sinon dans sa forme. Le lien de plus en plus étroit, quoique tissu de contradictions, entre les politiques gouvernementales et les politiques patronales, ainsi que l'extension du capitalisme d'État mettent aujourd'hui au premier plan les rapports entre syndicats et partis. Une unité syndicale qui reposerait sur des accords entre partis obligerait les syndicats à l'opposition — ou à la collaboration avec le pouvoir —, selon la conjoncture politique, quand elle ne les obligerait pas à la scission ou la division du mouvement ouvrier. C'est sur ce terrain que se mesure aujourd'hui l'autonomie du syndicalisme européen et sa capacité à établir une unité syndicale par delà les frontières. »

1. *I socialisti e il sindacato*, in *Problemi del Socialismo*, juin 1963.

TABLE DES CHAPITRES

I. POUR UNE STRATÉGIE OFFENSIVE

Introduction	9
I. Au-delà des sous	24
1. De la misère à la pauvreté, 24. — 2. L'impasse, 28. — 3. Une bataille politique, 31. — 4. L'usine et la société, 34.	
II. Les rapports de travail	37
1. L'oppression, 37. — 2. Les contre-pouvoirs, 41. — 3. La gestion mise en cause, 47.	
III. La finalité du travail	55
1. Alternatives concrètes, 56. — 2. La misère dans l'opulence, 61. — 3. Consommateurs sur mesure, 67.	
IV. La reproduction de la force de travail : Le modèle de consommation	73
1. Le superflu avant le nécessaire, 74. — 2. Le coût social de l'initiative privée, 79. — 3. Les besoins collectifs, 84. — 4. Pour un modèle de rechange, 89.	
V. La reproduction élargie de la force de travail : Le modèle de civilisation	95
1. Le « capital humain », 96. — 2. Les besoins créateurs : essor et répression, 105. — 3. La technocratie, 113. — 4. La crise des valeurs capitalistes, 118. — 5. La bataille culturelle, 122.	

II. LE MOUVEMENT OUVRIER FACE AU MARCHÉ COMMUN

I. L'Europe des monopoles	130
1. Vers la cartellisation, 133. — 2. Une « programmation européenne » ?, 136. — 3. Les crises régionales, 142. — 4. La crise agricole, 148.	
II. L'Europe des travailleurs	155
1. Les niveaux de la lutte, 158. — 2. L'internationalisation de la lutte, 165.	